

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble
 (namentlich – nominatif; Beilage – Annexe 16.028/13 321)
 Für Annahme des Entwurfes ... 122 Stimmen
 Dagegen ... 64 Stimmen
 (1 Enthaltung)

15.082

**Wiedergutmachung
 für Verdingkinder und Opfer
 fürsorgerischer Zwangsmassnahmen
 (Wiedergutmachungs-Initiative).
 Volksinitiative
 und indirekter Gegenvorschlag
 Réparation de l'injustice faite
 aux enfants placés de force
 et aux victimes de mesures
 de coercition prises
 à des fins d'assistance
 (Initiative sur la réparation).
 Initiative populaire
 et contre-projet indirect**

Erstrat – Premier Conseil

Nationalrat/Conseil national 26.04.16 (Erstrat – Premier Conseil)

Nationalrat/Conseil national 27.04.16 (Fortsetzung – Suite)

Antrag der Mehrheit

Eintreten auf die Vorlagen 2 und 3

Antrag der Minderheit

(Zanetti Claudio, Bauer, Egloff, Markwalder, Nidegger, Rutz Gregor, Tuena, Vogt)

Nichteintreten auf die Vorlagen 2 und 3

Proposition de la majorité

Entrer en matière sur les projets 2 et 3

Proposition de la minorité

(Zanetti Claudio, Bauer, Egloff, Markwalder, Nidegger, Rutz Gregor, Tuena, Vogt)

Ne pas entrer en matière sur les projets 2 et 3

Präsidentin (Markwalder Christa, Präsidentin): Wir führen eine allgemeine Aussprache über Vorlage 1 und eine Debatte über Eintreten auf die Vorlagen 2 und 3 durch.

Schwaab Jean Christophe (S, VD), pour la commission: Je souhaite tout d'abord préciser que je remplace Monsieur Merlini, qui est malheureusement absent pour cause de maladie.

La proposition qui nous est soumise aujourd'hui se fonde sur des valeurs aussi essentielles que l'humanité et la justice. Elle se fonde d'abord sur l'humanité, car il s'agit de reconnaître le fait qu'une législation et des pratiques qui ont eu cours dans notre pays ont eu pour effet de priver certains de nos concitoyens de droits inaliénables, de droits consubstantiels à la qualité d'être humain. Aujourd'hui, à gauche comme à droite, nous nous battons toutes et tous pour que ces droits soient garantis: le droit à la liberté personnelle, le droit à l'éducation, le droit à la santé, le droit à l'intégrité corporelle, le droit d'entretenir des contacts avec ses proches, le droit d'avoir des enfants, le droit de mener sa vie personnelle et professionnelle comme on l'entend.

Elle se fonde ensuite sur la justice, car il s'agit de réparer le dommage que ces concitoyens ont subi. Le dommage est réel; il s'agit d'un dommage qui, selon les critères légaux déjà en vigueur à l'époque, n'aurait jamais dû se produire. Et lorsque nous constatons que la justice n'a jamais pu se pro-

noncer sur ce dommage, nous devons aussi constater que l'accès à la justice a été violé et, donc, que la justice elle-même l'a été.

Il ne s'agit toutefois pas – et j'aurai l'occasion d'y revenir – de juger l'histoire à l'aune du droit et de la morale d'aujourd'hui. Il s'agit de constater que le droit et les pratiques qui en ont découlé ont mené à des conséquences qui étaient illégales déjà selon le droit d'alors.

Nous n'avons pas la prétention de juger nos prédécesseurs ayant élaboré des bases légales qui ont permis, voire encouragé, ces dérives. Nous condamnons les pratiques illégales qui se sont appuyées sur ces bases légales. Nous constatons la gravité des dommages causés par ces pratiques. Nous considérons comme inadmissibles des injustices qui auraient déjà dû être considérées comme telles et réparées depuis fort longtemps.

La Confédération, grâce à la loi sur la réhabilitation des personnes placées par décision administrative, qui découle d'une initiative parlementaire Rechsteiner Paul et qui a été acceptée récemment par le Parlement, a déjà réhabilité les victimes et, par la voix du Conseil fédéral, elle s'est aussi excusée pour les torts subis.

Le Conseil fédéral a mis sur pied une table ronde, afin que les victimes puissent s'exprimer sur ce qu'elles ont vécu, sur ce qu'elles vivent et sur ce qu'elles demandent. Pour beaucoup de victimes, cela a été l'occasion de rencontrer enfin des autorités qui les écoutent au lieu de les placer arbitrairement, des autorités qui les entendent au lieu de les mépriser. Enfin, une aide financière immédiate a été proposée aux victimes se trouvant dans une situation personnelle difficile. Mais rien encore n'a été fait en ce qui concerne les dommages subis par les enfants placés de force et les victimes de mesures de coercition prises à des fins d'assistance. Or, ces dommages ont été nombreux, trop nombreux.

Ces dommages ont certes relevé de pratiques légales, mais ils n'en ont pas moins été illégaux. Je me permets d'insister: nous ne jugeons pas des actes à l'aune de la définition actuelle de ce qui est illégal, nous condamnons des actes qui étaient déjà illégaux au moment où ils ont été commis.

Les abus physiques, les abus sexuels, le travail forcé, les stérilisations forcées, les lésions corporelles graves, les essais de médicaments sans l'accord de la personne concernée et sans qu'elle le sache, forcer des enfants à dormir avec des chiens ou des porcs, les atteintes inadmissibles au bien-être de l'enfant, les décisions arbitraires par des autorités, fussent-elles les autorités légitimes, tout cela était illégal avant 1981. L'absence de voie de recours suite à une décision d'une autorité n'était pas conforme aux droits fondamentaux, lesquels étaient déjà garantis par la Constitution fédérale avant 1981. Imposer des parcours de vie, condamner à une vie de précarité et d'infériorité, c'était déjà inadmissible dans un pays qui, bien avant 1981, se posait en intransigeant défenseur des libertés.

Je le répète, ces abus n'étaient voulus ni par la loi, ni par le législateur. Mais, s'ils étaient les conséquences de pratiques légales, ils n'en étaient pas moins illégaux, immoraux, choquants, même à l'époque. L'admettre, ce n'est pas refaire l'histoire, ce n'est pas juger l'histoire, ce n'est pas se poser en gardien de la morale ou de l'éthique, ce n'est pas seulement reconnaître des erreurs, c'est tout simplement rendre justice aux victimes.

Ceci étant dit, nous prononçons aujourd'hui sur le contre-projet indirect à une initiative populaire lancée par un comité composé d'anciennes victimes et de représentants de tous les principaux partis et associations concernés ainsi que des Eglises. Cette initiative demande la création d'un fonds doté de 500 millions de francs permettant de verser une réparation financière aux personnes directement et durablement touchées.

Face à cette initiative, le Conseil fédéral, soutenu par la majorité de votre commission, a raisonné de la manière suivante. D'abord, il a jugé que le nombre de victimes était moins important que celui estimé par les initiants, ce qui justifiait une dotation moindre. Ensuite, l'échelonnement des contributions souhaité par l'initiative serait difficile à mettre

en oeuvre. Enfin, le Conseil fédéral a considéré qu'une loi irait beaucoup plus vite que la mise en oeuvre de l'initiative et a donc proposé un contre-projet indirect.

Car le temps presse. Beaucoup de victimes sont âgées ou en mauvaise santé et elles pourraient tout simplement ne pas vivre assez longtemps pour voir leurs souffrances réparées. Une loi pourrait entrer en vigueur plus vite et les victimes pourraient recevoir une contribution beaucoup plus rapidement.

Le Conseil fédéral propose donc, et c'est l'objet du projet 3, un fonds doté de 300 millions de francs, avec une participation facultative des cantons. La Commission des finances, dans un corapport, s'est prononcée favorablement sur ce projet. La Conférence des directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales soutient elle aussi ce projet.

Avec entre 12 000 et 15 000 victimes recensées, cela ferait une contribution de solidarité d'environ 20 000 à 25 000 francs par personne, contribution qui sera d'ailleurs limitée à 25 000 francs selon le souhait de la commission. J'insiste sur le terme «contribution», car il ne s'agit pas d'une indemnisation, ni d'une réparation du tort moral au sens propre. Il s'agit plutôt d'un signe tangible de reconnaissance de l'injustice subie et de l'expression de la solidarité de la collectivité envers les victimes.

Ne pourront recevoir cette contribution que les victimes au sens de l'article 2 de la loi, à savoir les personnes «qui ont subi une atteinte directe et grave à l'intégrité physique, psychique ou sexuelle ou au développement mental».

Cette contribution sera versée sur demande et toutes les victimes qui la demanderont recevront le même montant. Elle sera individuelle et ne pourra donc être ni cédée, ni léguée, sauf si le bénéficiaire décède après le dépôt de sa demande, auquel cas la contribution fera partie de la masse successorale.

Cela dit, le contre-projet indirect ne traite pas que de la contribution financière, car il ne s'agit pas uniquement d'argent. Il s'agit de reconnaître les torts de manière détaillée et de prendre toutes les mesures nécessaires pour que cela ne se reproduise plus. Ce projet ne s'adresse donc pas uniquement aux victimes, il s'adresse aussi au pays tout entier, à ses enfants, à ses futurs citoyens. Il s'adresse à eux avec un message clair et avec une injonction ferme: cela n'aurait jamais dû se produire et ne doit jamais plus se reproduire.

Cela commence par l'accès aux archives, y compris aux archives des institutions privées, comme les institutions ecclésiastiques. Il est important de préciser que ces archives ne sauraient être utilisées pour prendre des décisions défavorables aux victimes, pour leur éviter pour ainsi dire une double peine.

Eviter que cela ne se reproduise passe ensuite par la mise sur pied d'une commission indépendante d'experts – elle est déjà sur pied – et d'un programme national de recherche. Pour éviter qu'une injustice ne se reproduise, il convient non seulement de savoir qu'elle s'est produite, mais aussi de savoir comment elle s'est produite.

Il convient en outre d'informer le public de ce qui s'est produit. Le projet de loi prévoit donc des mesures d'information et de sensibilisation, qui bénéficieront sans aucun doute aux discussions actuelles en matière de droit de protection de l'adulte et de l'enfant, en particulier dans un contexte d'économies budgétaires. Enfin, le projet prévoit la mise en place de symboles commémoratifs, qui est un autre moyen, je l'espère, de ne jamais oublier.

Quant au soutien aux victimes, il ne se limite pas à une prestation financière de solidarité: le projet de loi prévoit également que les cantons mettent sur pied des points de contact et des centres de conseils à leur intention.

Au final, et vu le contenu du contre-projet indirect, la commission soutient sans opposition la recommandation du Conseil fédéral de rejeter l'initiative sans lui opposer de contre-projet direct.

Il convient ici de rappeler qu'en cas de contre-projet indirect, ce dernier ne peut entrer en vigueur que si l'initiative est rejetée par le peuple et les cantons ou alors retirée. Cela a

bien entendu pesé sur les débats en commission et notamment sur le fait qu'il n'y avait pas de proposition vous demandant d'accepter l'initiative – ce qui équivaldrait, pour des raisons légales en tout cas, à demander le rejet du contre-projet indirect.

La commission vous propose d'entrer en matière sur le contre-projet indirect, c'est-à-dire sur les projets 2 et 3, par 15 voix contre 8 et 1 abstention. Lors du vote sur l'ensemble, elle a adopté ces projets par 13 voix contre 9 et 1 abstention. La proposition de la minorité Zanetti Claudio prévoit, quant à elle, de ne pas entrer en matière sur les projets 2 et 3. Je vous remercie de suivre la majorité de la commission.

Schmidt Roberto (C, VS), für die Kommission: Vor 1981 wurden in der Schweiz Hunderttausende Kinder und Jugendliche und vereinzelt auch Erwachsene einer fürsorglichen Zwangsmassnahme unterzogen oder fremdplatziert. Zu den Betroffenen gehörten Kinder, die in landwirtschaftliche oder gewerbliche Betriebe verdingt oder in Heimen platziert wurden. Nicht allen ging es schlecht, Zehntausende dieser Kinder aber wurden zu Kinderarbeit gezwungen, als Dienstmagd oder Verdingbub ausgebeutet, vielfach schwer misshandelt oder sexuell missbraucht. Viele Kinder starben aufgrund der Anstrengungen und Missbräuche.

Nicht nur auf dem Land erfuhren Menschen Unrecht, sondern auch in staatlichen, kirchlichen und privaten Heimen, in geschlossenen Anstalten oder in Strafanstalten, in denen sie einfach versorgt wurden, zum Teil sogar ohne Gerichtsentscheid. Bis in die Achtzigerjahre kam es in der Schweiz auch zu Zwangskastrationen und Zwangssterilisationen. Frauen wurden, meistens durch die Vormundschaftsbehörden, unter Druck gesetzt, einer Abtreibung oder einer Adoption ihres Kindes zuzustimmen. Schliesslich wurden in Schweizer Psychiatriekliniken und Heimen an ahnungslosen Patienten, selbst an Kindern und Schwangeren, Medikamentenversuche durchgeführt. All das war auch vor 1981 unrechtmässig und illegal.

Diese Schicksale lösen bei uns Unverständnis und eine tiefe Betroffenheit aus, vor allem weil solche leidvollen Ereignisse nicht nur vor zweihundert Jahren, zu Jeremias Gotthelfs Zeiten, vorkamen, sondern bis 1981, also bis in unsere Zeit. Wenn wir heute aus Erfahrungsberichten von Verdingkindern zur Kenntnis nehmen müssen, dass sie während Jahren mit den Schweinen im Stall leben mussten, sind wir schockiert. Das hilft ihnen aber nicht. Wir müssen und wollen das grosse Unrecht, das Menschen erlitten haben, anerkennen und wenigstens teilweise wiedergutmachen.

Nachdem sich Frau Bundesrätin Sommaruga bereits 2013 im Namen des Bundesrates bei den Betroffenen entschuldigte und das Parlament im März 2014 das Bundesgesetz über die Rehabilitation administrativ versorgter Menschen verabschiedete, wurde im Dezember 2014 die sogenannte Wiedergutmachungs-Initiative eingereicht, die in der Bevölkerung und in den politischen Kreisen breit unterstützt wurde. Diese Initiative will die Geschichte wissenschaftlich aufarbeiten lassen und für die Opfer einen auf zwanzig Jahre befristeten Fonds in der Höhe von 500 Millionen Franken einrichten.

Der Initiative gebührt das Verdienst, dieses düstere Kapitel nach Jahrzehnten des Schweigens und der Verdrängung auf die politische Agenda gesetzt zu haben. Auch der Bundesrat anerkennt dies und stellt in seiner Botschaft fest, dass in der Gesellschaft ein Umdenken stattgefunden hat und dass in der Bevölkerung ein Wille zur Wiedergutmachung vorhanden ist. Darum hat er im Januar 2015 beschlossen, der Initiative einen indirekten Gegenvorschlag gegenüberzustellen. Zudem hat der Bundesrat einen runden Tisch und ein Forum für die Betroffenen einberufen sowie einen Soforthilfefonds für Opfer in finanzieller Notlage geschaffen.

Was sind die Kernpunkte des indirekten Gegenvorschlags? Das geplante Bundesgesetz nimmt die wesentlichen Elemente der Initiative auf, so die Anerkennung und Wiedergutmachung des Unrechts, die Aufarbeitung und die finanziellen Leistungen. Darüber hinaus enthält das Gesetz aber auch andere Massnahmen zugunsten der Opfer und Betrof-

fenen, von denen in der Initiative nicht die Rede war, so die Beratung und die Unterstützung der Opfer durch die kantonalen Anlaufstellen, die Öffentlichkeitsarbeit, die Regelung des Aktenzugangs und der Archivierung sowie die Möglichkeit zur Schaffung von Zeichen der Erinnerung.

Das wichtigste Anliegen der Initianten ist die Anerkennung des Unrechts, die das Bundesgesetz in den Artikeln 1 und 3 ausdrücklich vorsieht. Viele Opfer sind damals schwer traumatisiert worden. Das psychische und physische Leid hat ihr Leben bis heute negativ geprägt. Viele Opfer können noch heute nicht über das Erlebte sprechen, nicht einmal mit ihren Ehepartnern und Kindern. Für sie sind diese öffentliche Anerkennung und das Bitten um Entschuldigung verständlicherweise sehr wichtig.

Ein weiteres Kernelement der Vorlage ist die umfassende Aufarbeitung. Alle noch vorhandenen Akten sollen gesichert und der Öffentlichkeit in geeigneter Form vermittelt werden. Dies hat der Bund für die administrativen Versorgungen bereits in die Wege geleitet. Der Auftrag der bestehenden Expertenkommission soll nun erweitert werden. Zusätzlich soll ein nationales Forschungsprogramm ab 2017 eine wissenschaftliche Aufarbeitung ermöglichen.

Das dritte und teilweise umstrittene Element ist die Bezahlung eines Solidaritätsbeitrages an die Opfer. Diese finanzielle Leistung soll eine freiwillige und symbolische Geste der Wiedergutmachung und Solidarität sein. Es geht nicht um die Zahlung von Schadenersatz oder Genugtuung im eigentlichen Sinne. Einerseits liegt kein haftungsrechtlicher Entschädigungsanspruch vor, andererseits würde der im Bundesgesetz vorgesehene Fonds für solche Schadenersatz- und Genugtuungszahlungen nie ausreichen. Es wäre auch schwierig, im Einzelfall den erlittenen Schaden und das Leid der Opfer genau zu beziffern. Darum sollen alle Opfer den gleichen Betrag erhalten.

Wie sieht die Finanzierung aus? Der Bundesrat schlägt im Beschluss einen Zahlungsrahmen von 300 Millionen Franken vor, statt 500 Millionen Franken, wie von den Initianten verlangt. Der Finanzierungsbeschluss sieht vor, dass die finanziellen Leistungen vorwiegend durch den Bund und ergänzend freiwillig durch Zuwendungen der Kantone und Dritter finanziert werden. Auf eine obligatorische Beteiligung der Kantone wird verzichtet, weil das den Wiedergutmachungsprozess erheblich verzögern würde. Zudem sind nicht alle Kantone gleichermassen von der Problematik betroffen, und man müsste dann eigentlich auch noch die Gemeindebehörden einbeziehen. Die Kantone tragen aber die vom Bund vorgeschlagene Lösung voll mit und haben sich seit Beginn der politischen Diskussion aktiv an der Aufarbeitung beteiligt.

Zu den einzelnen Beschlüssen der Kommission: Die Kommission für Rechtsfragen des Nationalrates befasste sich an zwei Sitzungen mit dem Geschäft und hörte auch verschiedene Vertreter des Initiativkomitees und der Konferenz der kantonalen Sozialdirektorinnen und Sozialdirektoren an. Die Kommission für Rechtsfragen nahm auch die Mitberichte der Finanzkommission und der Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur zur Kenntnis, welche beide im Grundsatz auf der Linie des Bundesrates liegen. Mit 15 zu 8 Stimmen bei 1 Enthaltung beschloss die Kommission Eintreten auf die Entwürfe zum Bundesgesetz und zum Bundesbeschluss.

Die Mehrheit der Kommission für Rechtsfragen unterstützt zwar die Zielsetzungen der Initiative, gibt aber ganz klar dem indirekten Gegenvorschlag den Vorzug. Einerseits bedarf es gar keiner Regelung auf Verfassungsebene, und andererseits hat das Bundesgesetz den Vorteil, dass den Opfern viel schneller geholfen werden kann, was angesichts des hohen Alters und des Gesundheitszustands vieler Opfer sinnvoll ist. Mit 13 zu 9 Stimmen bei 1 Enthaltung ist unsere Kommission für Rechtsfragen beim Finanzierungsbeschluss dem Antrag des Bundesrates gefolgt, den Zahlungsrahmen auf 300 Millionen Franken zu begrenzen. Im Einzelfall sollte sich an der Höhe der finanziellen Leistungen dadurch nichts ändern. Der Bund geht nämlich aufgrund der Erfahrungen bei der Soforthilfe und aufgrund von Abklärungen bei den Kantonen von einer viel tieferen Opferzahl aus als die Initianten. Je

nachdem, wie viele Opfer sich letztlich melden, wird der Solidaritätsbeitrag zwischen 20 000 und 25 000 Franken pro Opfer liegen.

Mit 14 zu 9 Stimmen hat es die Kommission abgelehnt, in Artikel 4 Absatz 4 des Bundesgesetzes Opfern, die heute in günstigen Verhältnissen leben, einen Beitrag zu verweigern. Hingegen hat sich die Kommission für Rechtsfragen mit 17 zu 3 Stimmen bei 3 Enthaltungen für eine Begrenzung des Beitrags auf maximal 25 000 Franken pro Opfer ausgesprochen. Einen gesetzlichen Mindestbeitrag hat die Kommission abgelehnt.

Wie andere Länder hat auch die Schweiz ein elementares Interesse daran, das vor 1981 begangene Unrecht anzuerkennen und mit einem kleinen Beitrag wenigstens einen Teil des grossen Leids wiedergutzumachen.

Ich ersuche Sie namens der Kommissionsmehrheit, auf das Bundesgesetz und auf den Bundesbeschluss zur Finanzierung einzutreten und in der Detailberatung der Mehrheit zu folgen.

Zanetti Claudio (V, ZH): Namens der Kommissionsminderheit stelle ich Ihnen den Antrag, nicht auf die Beratung des Gesetzes einzutreten bzw. es zusammen mit der Volksinitiative abzulehnen.

In den letzten Monaten und Jahren war viel vom Rechtsstaat die Rede. Nun mag man darüber streiten, wie viel Demokratie und vor allem wie viel direkte Demokratie der Rechtsstaat verträgt, doch gehe ich davon aus, dass wir uns hier in diesem Saal darüber einig sind: Der Rechtsstaat ist in erster Linie die Negation der Willkür. Genau aus dieser Überlegung heraus bestimmt Artikel 5 unserer Bundesverfassung, dass Grundlage und Schranke – «Schranke» ist wichtig – des staatlichen Handelns das Recht ist. Wir dürfen also gar nicht einfach Geld verteilen, nur weil uns gerade der Sinn danach steht oder weil mit Filmen, Büchern oder durch Medien ein öffentlicher Druck aufgebaut wurde. Dafür bräuchte es eine generell-abstrakte Grundlage, die genau festlegt, wann und wie Fehler staatlicher Behörden korrigiert und allenfalls gesühnt werden. Man stelle sich nur vor, dass eines Tages die Frauen kommen und sagen, sie hätten unter dem alten Eherecht gelitten, wo drinstand, der Mann sei das Oberhaupt der Familie, oder dass Wehrdienstverweigerer kommen und sagen, die Gewissensprüfung habe bei ihnen ein Trauma verursacht. Es braucht eine klare Regel, wann was gilt. Es spielt nämlich eine Rolle, ob das Handeln, das man aus Sicht späterer Generationen durchaus kritisieren mag, dem damaligen Recht entsprach oder eben nicht. War es rechtens, dürfen wir nicht zahlen, weil das Recht eben auch Schranke ist und der Willkür Schranken setzt.

Klar sind die Regeln des Rechtsstaates auch dann, wenn das Handeln unserer Vorfahren das seinerzeit geltende Recht verletzte. Die in diesem Fall ableitbaren Ansprüche sind allerdings verjährt. Und ja, auch die Verjährung ist eine Errungenschaft des Rechtsstaates – sogar eine sehr wichtige. Das war zumindest der Tenor hier in diesem Saal, als es um die Unverjährbarkeits-Initiative ging.

Die zur Debatte stehende Thematik ist längst bekannt. Schon 1972 berichtete beispielsweise der «Beobachter» ausführlich über den jahrzehntelang andauernden Raub von Kindern fahrender Familien durch die ach so hoch geachtete Pro Juventute – mit behördlicher Duldung notabene. Warum ist damals kaum etwas passiert, als noch nichts verjährt war? Warum kam der Präsident der Pro Juventute, Rudolf Friedrich, mit dem zynischen Spruch «Eine Stiftung ist eine Fiktion, sie hat kein Bewusstsein» davon? Und warum wurde der Mann zehn Jahre später sogar in den Bundesrat gewählt und durfte jahrelang unbehelligt die Leserbriefspalten mit moralischen Weissagungen und Lehren füllen?

Der Bundesrat und die Initianten sagen, es gehe ihnen nicht nur um Geld. Ja, dieses dunkle Kapitel von Verwaltungsvergessenheit soll auch von Historikern aufgearbeitet werden. Dagegen ist im Grunde nichts einzuwenden. Doch warum hat man dann etwa bei uns in Zürich ausgerechnet den Lehrstuhl für Schweizer Geschichte als nicht mehr zeitgemäss aufgehoben? Wären nicht genau Universitäten der Ort, an

dem sich Professoren im freien und kritischen Disput mit der Vergangenheit auseinandersetzen müssten? Die Tendenz, dass Zeitgeschichte seit der Debatte über die nachrichtenlosen Konten immer mehr in Form von Auftragsarbeiten gepflegt wird, deren Vergabe regelmässig nach politischen Kriterien erfolgt, ist ein Umstand, der die grosse Mehrheit der SVP-Fraktion in ihrer ablehnenden Haltung bestärkt.

Allemann Evi (S, BE): Wir sprechen heute über ein dunkles Kapitel der Schweizer Geschichte. Was geschah, passierte unter dem sperrigen Titel der sogenannten fürsorgerischen Zwangsmassnahmen und Fremdplatzierungen. Betroffen waren Menschen mit sehr unterschiedlichen Schicksalen. Betroffen waren arme und auch randständige Menschen, die den damaligen gesellschaftlichen Wertvorstellungen nicht entsprachen. Sie erlebten sehr Unterschiedliches, wir haben sehr unterschiedliche Schicksalsberichte und Lebensläufe erhalten. Aber sie haben alle eine Gemeinsamkeit: Es wurde ihnen grosses Leid zugefügt und Unrecht angetan – Unrecht, das nicht vergessen gemacht werden kann; Unrecht, das heute noch auf den Opfern lastet; Unrecht, das immer Unrecht bleiben wird. Wir können es nicht wiedergutmachen, aber wir können es anerkennen, und das müssen wir auch.

Bis in die Achtzigerjahre kannte die Schweiz die Praxis der fürsorgerischen Zwangsmassnahmen und Fremdplatzierungen. Noch immer leben zahlreiche damalige Opfer unter uns. Sie sind teils schon im hohen Alter. Sollen die Anerkennung des Unrechts und die Aufarbeitung des Geschehenen für sie nicht zu spät kommen, braucht es schnelle Massnahmen. Die Wiedergutmachungs-Initiative hat den Anstoss für den indirekten Gegenvorschlag des Bundesrates gegeben, der eine ebensolche rasche Anerkennung und baldige Zahlung von Solidaritätsbeiträgen an die Opfer ermöglicht. Mit dem Gegenvorschlag verstreicht nicht unnötig weiter Zeit. Dieser würde sofort wirken, was angesichts des hohen Alters und teilweise auch des Gesundheitszustandes der Betroffenen wichtig ist. Dieses Zeitargument war es auch, das uns bewogen hat, voll auf den indirekten Gegenvorschlag zu setzen.

Mit dem Gegenvorschlag ist ein Zahlungsrahmen von 300 Millionen Franken verbunden. Daraus sollen sogenannte Solidaritätsbeiträge an die Opfer bezahlt werden. Die 300 Millionen Franken sind das untere Limit dessen, was für uns verhandelbar war.

Die Solidaritätsbeiträge sind als Zeichen der Anerkennung des Unrechts und auch als Ausdruck der Solidarität mit den Opfern zu verstehen. Keinesfalls sind die Beiträge aber eine Entschädigung im eigentlichen Sinne. Was geschehen ist, kann durch nichts mehr rückgängig gemacht werden. Es können einzig das erlittene Leid und die teils verheerenden Auswirkungen auf das Leben der Opfer anerkannt werden. Das aber ist wichtig, denn auf diese Anerkennung warten viele Opfer schon seit Jahren. Nebst der Anerkennung des geschehenen Unrechts sind die gesellschaftliche und individuelle wissenschaftliche Aufarbeitung der Geschichte sowie die Öffentlichkeitsarbeit dazu zentral. Daraus sollen auch Lehren für die Zukunft gezogen werden, damit in der Schweizer Geschichte nie mehr ein solch düsteres Kapitel aufgeschlagen werden muss. Auch diesem Anliegen wird der Gegenvorschlag gerecht.

Ich bitte Sie im Namen der SP-Fraktion, die Nichteintretensanträge abzulehnen und den indirekten Gegenvorschlag zu unterstützen.

Fehlmann Riele Laurence (S, GE): Jusqu'en 1981, des milliers de personnes ont été les victimes de placements administratifs sans décision de justice: des enfants ont été placés dans des fermes, abusés sexuellement et privés d'une éducation adéquate; des femmes ont été stérilisées ou obligées à avorter; d'autres victimes ont été emprisonnées pour «inconduite», etc.

«Der Kuhstall war mein Wohnzimmer. Arbeitete ich viel, bekam ich Schläge, arbeitete ich nicht, bekam ich auch Schläge. Und einfach immer dieser Hunger, dieser Hunger.»

Il s'agit là d'une citation du témoignage d'une victime de cette époque.

Des traitements indignes de la Suisse du XXe siècle ont été infligés à ces personnes. Jusqu'à maintenant, les victimes gravement traumatisées et qui vivent souvent dans la précarité et en mauvaise santé n'ont pas bénéficié de la reconnaissance légitime à laquelle elles ont droit, ni d'aucune réparation.

Le moment est venu de tourner cette sombre page de notre histoire. Les socialistes ont soutenu, dès le début, la démarche lancée par les initiants pour que réparation soit faite envers les victimes des placements forcés et des mesures de coercition. Il y a d'ailleurs des socialistes qui sont membres du comité d'initiative.

Les travaux de la commission nous ont convaincus du bien-fondé du contre-projet indirect du Conseil fédéral, qui permet de répondre aux demandes des initiants sans passer par une modification de la Constitution. Le temps presse, et le Parlement doit prendre une décision le plus rapidement possible: nombre de victimes sont déjà âgées, et si nous voulons qu'elles puissent bénéficier des mesures de réparation, ce n'est pas le moment de tergiverser.

Le contre-projet qui nous est soumis prévoit principalement deux mesures:

1. un fonds de solidarité de 300 millions de francs destiné à offrir une contribution aux victimes. Si le groupe socialiste aurait préféré le montant de 500 millions de francs, prévus dans l'initiative, il s'est finalement rallié au montant prévu par le Conseil fédéral;

2. le lancement d'une recherche scientifique complète qui permettra de faire toute la lumière sur ces sinistres événements. Elle constituera un véritable devoir de mémoire. Elle devra aussi avoir comme objectif que de tels événements ne se reproduisent plus. Il est aussi du devoir de la Confédération et des cantons de veiller à ce que la population soit correctement informée et sensibilisée, de même que les autorités qui sont actuellement chargées d'ordonner et d'exécuter des mesures de coercition.

Je regrette les arguments qui ont été exprimés en commission par certains membres du groupe libéral-radical et du groupe UDC opposés à l'initiative. Certains craignent que la contribution financière représente un dangereux précédent et que, par la suite, d'autres groupes qui s'estimeraient lésés pour toutes sortes de raisons veuillent recevoir de semblables dédommagements. Comme par hasard, quand il s'agit d'argent, même pour des sommes finalement dérisoires vu les dommages subis, certains parlementaires de droite estiment que cela n'apportera rien de plus aux victimes, puisque la Confédération a déjà reconnu formellement ces souffrances. C'est oublier l'ampleur des préjudices et le nombre très important de victimes qui sont concernées ici.

Les mêmes prétendent que ce n'est pas à la Confédération de réparer, car elle n'était pas responsable à l'époque des faits. C'est omettre le fait que des lois ont été outrepassées et que, même il y a cinquante ans, les sévices commis n'étaient pas défendables. Les abus sexuels et les avortements forcés, par exemple, étaient déjà des délits. Il est donc logique que la Confédération s'en mêle et c'est par une solution centralisée que nous pouvons agir avec efficacité dans ce cas. Car il s'agit bien d'une responsabilité collective. D'ailleurs, les cantons sont aussi sollicités pour le financement des prestations de réparation. Tous ces arguments sont donc sans fondement et ce sont de mauvaises excuses pour ne rien faire.

Les victimes ont enfin pu s'exprimer et être écoutées lors de la table ronde. C'était déjà une première étape importante, mais il importe d'aller jusqu'au bout du processus.

C'est la raison pour laquelle le groupe socialiste soutiendra fermement le contre-projet indirect et vous encourage à en faire de même.

Aebischer Matthias (S, BE): Ich möchte mich in meinen Ausführungen auf einen meines Erachtens sehr zentralen Teilaspekt der Wiedergutmachungs-Initiative konzentrieren.

Immer wieder wurden wir vom Initiativkomitee gefragt, ob wir sicher seien, dass man mit Geld eine Zwangssterilisation, eine Verdingung oder einen grauenhaften Heimaufenthalt vergessen machen oder eben wiedergutmachen könne. Die Antwort ist klar: Wir können die Misshandlungen und Missbräuche nicht ungeschehen machen.

Bei der Initiative geht es nicht um ein «Vergessenmachen» mit Geld, sondern um eine Anerkennung des Unrechts, das viele der Opfer erleiden mussten. Diese Anerkennung ist für die Opfer äusserst wichtig, vor allem für diejenigen, welche wegen psychischer und physischer Schäden heute unter dem Existenzminimum leben. Das gibt vielleicht eine Reise oder sonst eine Freude für Leute, die nicht auf der Sonnenseite des Lebens gestanden sind.

Wie viele andere bin ich ebenfalls sehr skeptisch, wenn es um Sammelklagen geht und so Millionenbeträge erstritten werden. Von einer solchen, ich würde einmal sagen, Amerikanisierung des Rechts kann bei der Wiedergutmachungs-Initiative aber nicht die Rede sein. Bei den fürsorglichen Zwangsmassnahmen geht es eben nicht um Sammel- oder Schadenersatzklagen, es geht vielmehr um eine notwendige Geschichtsklärung, um die Anerkennung des Unrechts, unter anderem mit einem Solidaritätsbeitrag.

Obwohl diese Form der Aufarbeitung, gerade bei Missbrauchsfällen, international zum Standard gehört, ist sie hier in der Schweiz ungewohnt. Der Grund dieses Empfindens dürfte sein, dass die Schweiz in diesem Bereich der Rehabilitation, der Wiedergutmachung kaum eine Kultur entwickelt hat. Allgemein sind wir in der Aufarbeitung von dunklen Kapiteln unserer Geschichte nicht gerade meisterlich unterwegs. Erinnern wir uns bloss daran, wie schwer wir uns mit dem Bergier-Bericht taten, mit der Aufarbeitung der Geschichte rund um den Zweiten Weltkrieg. Es ist Zeit, der Aufarbeitung heikler Themen unseres Landes mit etwas mehr Pragmatismus entgegenzutreten.

Meine Grosseltern väterlicherseits waren beide Verdingkinder. Die Grossmutter hatte es gut bei ihrer Pflegefamilie. Sie war kein Opfer im Sinne der Initiative. Der Grossvater hingegen erlebte das, was wohl viele Verdingkinder im letzten Jahrhundert erlebten: Als Siebenjähriger wurde er von seiner Mutter auf einen Bauernhof gebracht und seinem Schicksal überlassen. Er musste von da an als Verdingkind arbeiten und wurde fast täglich geschlagen. Beide, Grossmutter und Grossvater, sind bereits gestorben.

Wir sprechen heute über Opfer, welche Ähnliches wie mein Grossvater erlebt haben und noch am Leben sind. Viele von ihnen sind hochbetagt und leben in ärmlichsten Verhältnissen. Sollen sie vom Solidaritätsbeitrag noch profitieren können, muss nun alles sehr rasch gehen.

Mit einem deutlichen Ja zum indirekten Gegenvorschlag des Bundesrates wäre eine rasche Auszahlung gewährleistet. In diesem Falle würde ich mich persönlich im Initiativkomitee dafür einsetzen, dass wir die Initiative zurückziehen.

Flach Beat (GL, AG): Es sind erschütternde Lebensgeschichten, geprägt von Ungerechtigkeit und Ausbeutung, die wir hören mussten, als wir in einer parlamentarischen Gruppe zur Aufarbeitung des Schicksals der administrativ Versorgten zusammengekommen sind und diesen Menschen zugehört haben. Das Initiativkomitee hat innert kürzester Zeit 110 000 Unterschriften für diese Wiedergutmachungs-Initiative gesammelt, und das mit Fug und Recht. Es ist ganz einfach fast nicht möglich, diese Unterschrift nicht zu leisten, wenn Ihnen gegenüber jemand steht, der erzählt, wie es diesen Kindern gegangen ist. Ich habe selbst in meiner Familie auch so einen Fall. Meine Grossmutter war eines jener Verdingmädchen, die auf einem Bauernhof leben mussten, die geschlagen wurden, die bei den Schweinen die Kartoffelschalen essen durften, wenn sie Hunger hatten und nicht genug gearbeitet hatten.

Die Opfer von damals, die heute noch leben, sind heute noch Opfer. Der Staat, der sie eigentlich als Kinder oder als junge Frauen, als junge Mütter hätte schützen sollen, hat ihnen stattdessen ihre Babys weggenommen, hat sie ins Gefängnis gesteckt, zu Straftäterinnen und Straftätern, obwohl

sie keinerlei Straftat begangen hatten – ohne Erklärung, ohne Grund und Sinn. Diese Menschen haben häufig die Möglichkeit nicht gehabt, eine gute Ausbildung zu geniessen. Schon in der Schule konnten sie die Aufgaben nicht lösen, weil sie bis spät in die Nacht auf dem Hof arbeiten mussten, frühmorgens schon im Stall waren und dann halt dreckig in die Schule kamen und Entsprechendes über sich ergehen lassen mussten. Später wurden sie dann unter Umständen als Zuchthäusler gebrandmarkt. Obwohl sie nie eine Straftat begangen hatten, hatten sie aber in irgendeinem Heim, in einer Strafanstalt oder sogar in einer psychiatrischen Klinik ihr Dasein fristen müssen. Sie hatten zeitlebens Schwierigkeiten, einen Platz im Arbeitsmarkt zu finden, Fuss zu fassen. Zu denjenigen, die es trotzdem geschafft haben, muss ich sagen: Chapeau! Chapeau, wer es bei diesen Voraussetzungen trotzdem schaffte. Die meisten hier drin hatten viel bessere Voraussetzungen.

Der indirekte Gegenvorschlag, der ausgearbeitet wurde, sieht mit 300 Millionen Franken zwar eine wesentlich geringere Solidaritätsleistung vor als die Initiative selbst, die 500 Millionen fordert. Weil der indirekte Gegenvorschlag aber wesentlich schneller umgesetzt werden kann und die Summe, welche die Betroffenen innerhalb von zwanzig Jahren erhalten können, wahrscheinlich etwa die gleiche ist – nämlich zwischen 20 000 und 25 000 Franken –, ist dem indirekten Gegenvorschlag unbedingt der Vorzug zu geben. Die unterschiedlichen Beträge hängen auch ein wenig damit zusammen, dass nicht ganz klar ist, wie viele Personen eigentlich betroffen sind. Die Initianten gehen von einer etwas höheren Zahl aus als der Bundesrat nach Konsultation der Kantone.

Wichtig ist, dass die Umsetzung dieser Wiedergutmachung schnell geschieht. Denn die meisten Betroffenen sind im Betagtenalter, vielleicht schon im Altersheim, haben häufig grosse Schwierigkeiten, finanziell über die Runden zu kommen, und möchten gerne einen Schlussstrich unter diese Geschichte ziehen. Es ist auch für Gesellschaft und Staat wichtig, dass ein Schlussstrich gezogen wird und das zugefügte Unrecht anerkannt wird. Bei diesem Unrecht war der Staat entweder selber aktiv oder hat untätig zugesehen, wie Kinder und Jugendliche gequält und geplagt wurden. Dieses Unrecht kann nicht in dem Sinne wiedergutmacht werden, dass es ungeschehen gemacht wird. Aber wir können es als Staat anerkennen, wir können akzeptieren, dass der Staat da falsch gelegen hat.

Darum ist es auch richtig, dass wir diesen Solidaritätsfonds speisen. Ich hätte es begrüsst, wenn sich die damals zuständigen Stellen, die nicht hingeschaut haben – das waren die Gemeinden und Kantone –, aber auch Vertreter von Kirchen und bürgerlichen Kreisen mehr engagiert hätten. Das ist aber immer noch möglich. Die Kantone haben verschiedentlich zugesagt, dass sie bereit sein werden, ebenfalls etwas zu diesem Fonds beizutragen.

Letztlich kann man darüber diskutieren, ob es rechtsdogmatisch korrekt ist, so einen Fonds zu öffnen und gerade diesen Opfern eine Wiedergutmachung in Aussicht zu stellen. Ich muss aber sagen, ich kann mir nichts anderes vorstellen, als dass man diesen Opfern, die halt eben immer noch Opfer sind, jetzt endlich Frieden gönnt und ihnen sagt: Ja, wir haben diese Fehler begangen, wir sehen das ein; es war häufig damals schon Unrecht, was getan worden ist, und wir akzeptieren auch, dass uns das etwas kostet. Damit ziehen wir aber einen Schlussstrich unter diese Geschichte und schaffen Frieden.

Ich bitte Sie, unbedingt den Antrag der Minderheit auf Nichteintreten abzulehnen und dem Gegenvorschlag zuzustimmen.

Vogt Hans-Ueli (V, ZH): Bei der Wiedergutmachungs-Initiative geht es darum, wie wir mit der Vergangenheit umgehen, mit dem, was Menschen früher erlitten haben, und mit dem, was Menschen früher getan und anderen angetan haben. Wer dabei Veränderung und Fortschritt anerkennt oder gar gutheisst, der wird in seinem Urteil über die Vergangenheit vorsichtig sein und Demut walten lassen. Denn er weiss er-

stens, dass es unsere gegenwärtigen Erkenntnisse und Überzeugungen ohne die Verfehlungen und das Schicksal derer vor uns nicht gäbe. Und er weiss zweitens, dass unser gegenwärtiger Erkenntnis- und Überzeugungsstand in den Augen derer nach uns voll von Verfehlungen ist und Schicksale hinterlässt. Dereinst werden Menschen für das, was wir heute tun und unterlassen, Wiedergutmachung verlangen. Nicht nur rechtlich, sondern auch moralisch stehen wir darum nicht in der Schuld derer, denen unsere Vorfahren Unrecht angetan haben. Es ist auch aus der Sicht der Moral und der Gerechtigkeit nicht richtig, über unsere Vorfahren den Stab zu brechen. Jedenfalls kann das Recht keine Grundlage für eine solche Wiedergutmachung sein. Recht ist eine Machtordnung für eine bestimmte Zeit. Es steht uns nicht zu, das, was früher den Rechtsvorstellungen entsprach, was früher Rechtmässiges getan wurde, unseren heutigen Rechtsvorstellungen zu unterwerfen. Die Menschen früher haben sich an das gehalten, was damals galt. Sie konnten nicht anders. Und unsere heutigen Rechtsvorstellungen sind für heute gemacht, nicht für die Menschen und Vorstellungen von damals.

Das Gesagte gilt aber wohlverstanden auch für Rechtsverletzungen, für Unrecht, das in der Vergangenheit bereits nach damaligen Massstäben geschehen ist. Damals wie heute werden Gesetze nicht vollständig und nicht immer richtig durchgesetzt, weil es eine Verjährung gibt, weil die gesellschaftlichen und politischen Möglichkeiten der Rechtsverwirklichung beschränkt sind. Nicht nur über die damaligen Rechtsvorstellungen, sondern auch über die damaligen Möglichkeiten der Rechtsdurchsetzung, die gesellschaftlichen und politischen Bedingungen der Rechtsdurchsetzung sollten wir hier und heute nicht urteilen.

Offenbar ist es aber ein Zeichen der Zeit, dass wir glauben, uns über das Verhalten unserer Vorfahren erheben und sie verurteilen zu müssen. Die Wiedergutmachungs-Initiative scheint mir bloss ein Ausdruck eines viel umfassenderen Malaises zu sein, sozusagen eines Gesinnungsimperialismus in historischer Dimension. Ein anderer Ausdruck dieses Malaises ist der Umgang mit Asbestschäden. Auch dort sollen durch eine reine Billigkeitsentscheidung, durch eine einfache Moralentscheidung Entscheide, die Menschen in der Vergangenheit getroffen haben – damals richtige und damals falsche Entscheide –, sozusagen sanktioniert werden. Wo hört dieses Urteilen über die Vergangenheit, diese Wiedergutmachung auf? Wer kann alles Ansprüche stellen? Welches Unrecht hat man beispielsweise jahrzehntelang all den Kindern angetan, die man nach der Scheidung dem einen Elternteil weggenommen hat, weil es richtig war, die elterliche Gewalt nur einem Elternteil zuzuordnen? Was werden die Menschen sagen, die heute der Luftverschmutzung und der Lichtverschmutzung ausgesetzt sind, nach Massstäben, die wir in fünfzig Jahren für nicht mehr angemessen anschauen werden? Wo hört das auf? Wer kann Wiedergutmachungsansprüche stellen? Können diejenigen solche Ansprüche stellen, die 100 000 Unterschriften gesammelt haben? Wäre es nicht willkürlich, nur gerade diesen Anspruchsgruppen etwas zugutekommen zu lassen, die sich die Mühe gemacht haben, sich Gehör zu verschaffen?

Wenn hier über Moral und Gerechtigkeit gesprochen wird, und das geschieht hier ja, dann müssen wir – ich habe es eingangs gesagt – auch uns selber den Spiegel vor Augen halten. Menschen werden Wiedergutmachung für das verlangen, was wir heute tun; ich habe es gesagt.

Wir haben heute Morgen über eine Revision des Kindesrechts diskutiert. Das wurde zum Glück abgelehnt, aber immerhin von einer grossen Minderheit unterstützt. Wir wollten dem Staat, den Kindes- und Erwachsenenschutzbehörden, den Gerichten, den Experten für Kindeswohl mehr Einfluss auf die Erziehung der Kinder einräumen. Mit anderen Worten: Heute Morgen wollte immerhin eine Minderheit genau das tun, was wir heute Nachmittag verurteilen, nämlich den Einfluss des Staates auf die Erziehung der Kinder vergrössern.

Glauben Sie wirklich, dass das, was eine Minderheit heute Morgen wollte, besser ist als das, was unsere Vorfahren ge-

tan haben? Ich glaube es nicht. Deshalb lehnt die SVP-Fraktion die Initiative und den Gegenvorschlag mehrheitlich ab.

Pardini Corrado (S, BE): Geschätzter Kollege Vogt, ich habe aufmerksam zugehört. Wenn Sie von Historie gesprochen haben und vom Unrecht, das geschehen ist, dann schien es mir, als würden Sie vom Mittelalter sprechen. Ist Ihnen eigentlich bewusst, dass dieses Unrecht bis ins Jahr 1981 geschah?

Vogt Hans-Ueli (V, ZH): Mir scheint, es komme nicht darauf an, wie weit das zurückliegt, Herr Kollege. Wir staunen doch selber immer wieder, wie noch in jüngerer Vergangenheit ganz andere Vorstellungen herrschten, etwa, was die Gleichberechtigung von Mann und Frau angeht. Da haben noch vor dreissig Jahren ganz andere Vorstellungen geherrscht. Tatsache ist, dass sich die Anschauungen in wenigen Jahren sehr schnell wandeln. Gerade weil noch vor nur einer Generation ganz andere Anschauungen herrschten, sollten wir in unserem Urteil kritisch und, wie ich sage, demütig sein.

Rytz Regula (G, BE): Herr Vogt, es ist mir wichtig, noch etwas nachzufragen. Sie haben gesagt, wir könnten für die Fehler der Vergangenheit keine Verantwortung übernehmen. Wir sollten uns ja bemühen, eine Politik zu machen, die für die zukünftigen Generationen vernünftige Lösungen entwickelt. Gehen Sie davon aus, dass wir uns mit Fehlentscheidungen, die wir heute treffen, niemals an den Menschen schuldig machen werden, die z. B. in fünfzig Jahren mit unseren Entscheiden hadern werden?

Vogt Hans-Ueli (V, ZH): Frau Kollegin, ich gehe für alle Vorfahren davon aus, dass sie nach bestem Wissen und Gewissen entschieden und das getan haben, was sie nach ihren Vorstellungen für richtig befunden haben; das Gleiche gilt für uns selber. Weder unsere Vorfahren noch uns selbst bewahrt das davor, dass uns spätere Generationen kritisieren werden.

Schwander Pirmin (V, SZ): Wie wollen wir uns heute – ernsthaft, mit der notwendigen Überzeugung und mit tiefer Betroffenheit – für das rechtswidrige System der Administrativjustiz entschuldigen, wenn heute, am 26. April 2016, nach wie vor Kinder nach der Wärme der eigenen Mutter schreien; wenn heute, am 26. April 2016, sprachlosen Behinderten gegen ihren Willen Magensonden eingeführt werden, nur damit die Pflege leichter und die Ernährung schneller erfolgen können; wenn heute, am 26. April 2016, ältere Menschen bei voller geistiger und körperlicher Gesundheit verbeiständet werden; wenn heute, am 26. April 2016, jungen Eltern willkürlich die elterliche Sorge entzogen wird; wenn heute, am 26. April 2016, mit der abstrakten Norm der Kindeswohlgefährdung Säuglinge aus dem Wochenbett entfernt werden; wenn heute, am 26. April 2016, Mütter behördlich gedrängt werden, auf das Stillen zu verzichten? Bleiben in einer Zeit, in welcher wir nach wie vor Willkür und Traumatisierung zulassen, Entschuldigungen und Entschädigungen für vergangenes Unrecht nicht einfach symbolische Gesten, reine Farcen, um das eigene Gewissen zu reinigen?

Eine beachtliche Minderheit der SVP-Fraktion wird dem indirekten Gegenentwurf zustimmen. Wir sind überzeugt, dass zu einer Wiedergutmachung eine Entschuldigung und eine symbolische Entschädigung gehören – aber nicht nur. Vielmehr müssen in unserer Gesellschaft und insbesondere in der Politik auch der Wille und die Bereitschaft reifen, heutiges Unrecht und heutige behördliche Willkür zu bekämpfen und zu vermeiden. Heute wie damals gilt jedoch: Die zuständigen Behörden und Instanzen schauen und schauten bei rechtlichen, menschlichen und sozialen Missständen weg. Den Behörden war die armselige und ausgebeutete Existenz der Verdingkinder bekannt, aber sie fohlierten sich um Fakten und Tatsachen, sie schauten einfach weg. Eine Minderheit der SVP-Fraktion ist der Überzeugung, dass eine Wiedergutmachung für historisches Unrecht erst dann been-

det ist, wenn solches nicht mehr passiert. Wir können also heute keinen Schlusstrich ziehen. Wir haben noch einen langen Weg vor uns. Die SVP will den betroffenen Menschen die verlorene Würde wieder zurückgeben, indem sie sich dafür einsetzt, dass heutiges Unrecht mit allen Mitteln bekämpft wird.

Bauer Philippe (RL, NE): La majorité du groupe libéral-radical a évolué dans ses positions concernant le sujet de la réparation de l'injustice faite aux enfants placés de force et aux victimes de mesures de coercition prises à des fins d'assistance, tant ce sujet est un véritable serpent de mer. Que faire en effet aujourd'hui? Quelles mesures prendre? Faut-il prendre des mesures pour ces personnes qui ont été, pour certaines et pas pour toutes – j'insiste sur «pas pour toutes» – victimes d'un certain nombre d'actes inacceptables? Cela a été dit: des enfants ont été arrachés à leur famille, d'autres ont été victimes de maltraitance, des femmes ont été stérilisées de force, voire ont vu leur grossesse interrompue, j'en passe et des meilleurs ou des pires.

Ce sujet est en effet récurrent puisque, depuis 25 ans, notre Parlement est régulièrement consulté en la matière, et il y a eu une multitude d'interventions parlementaires à ce sujet. En 2010 et en 2013, il y a eu les excuses du Conseil fédéral et des cantons; le 21 mars 2014, il y a eu l'adoption par les Chambres fédérales de la loi fédérale sur la réhabilitation des personnes placées par décision administrative.

Cette loi vise à la réparation de l'injustice faite aux personnes placées; cette loi – et c'est un point important – souligne le fait que, d'un point de vue actuel, une partie des placements étaient injustes ou avaient été injustement exécutés. La même loi rappelle d'ailleurs qu'il n'y a pas de droit à une indemnité financière.

C'est un peu à la lumière de ce qui précède, mais aussi à la lumière des grands principes qui régissent notre Etat de droit que le groupe libéral-radical a examiné l'initiative populaire dont nous débattons aujourd'hui ainsi que le contre-projet.

Si, jusqu'à il y a peu, notre groupe rejetait, presque unanimement, le volet financier de ce dossier, aujourd'hui, une très grande majorité de celui-ci acceptera le contre-projet et rejettera l'initiative.

Aujourd'hui, la majorité de notre groupe estime en effet qu'il s'agit de boucler, cette fois définitivement, un dossier tragique ou douloureux pour notre histoire. Cela ne pourra se faire que par le biais d'une remise à un certain nombre de nos concitoyennes et de nos concitoyens d'une contrepartie financière, peut-être symbolique diront certains, pour le tort subi il n'y a pas très longtemps – moins d'une génération, une quarantaine d'années.

Notre groupe insiste toutefois sur le fait qu'il ne s'agit pas aujourd'hui de réparer un dommage au sens juridique du terme, mais bien de verser une indemnité forfaitaire à ceux qui, en raison de placements, de mesures de contrainte, ont véritablement souffert plus que les autres, dans le cadre des dispositions légales qui existaient à l'époque.

Il s'agit aussi de rappeler que bien des personnes placées n'ont pas été victimes d'abus, que certaines ont été placées avec raison et que, d'ailleurs, la législation actuelle prévoit toujours la possibilité de placer certains enfants dans des institutions, mais – j'y reviendrai – dans un cadre cette fois judiciaire.

Il convient aussi de rappeler qu'aujourd'hui, la plupart de ces personnes sont âgées – cela a été dit – et que, dès lors, plus nous pouvons agir vite, plus la réparation touchera un nombre important de victimes.

Notre groupe tient toutefois à préciser encore une fois qu'il s'agit aujourd'hui d'aider les personnes qui ont été victimes, au sens du contre-projet, et non pas d'indemniser selon le principe de l'arrosoir toutes les personnes qui ont été placées.

La question de savoir qui est responsable s'est aussi posée. S'agit-il de la Confédération, à l'origine des lois? S'agit-il des cantons, qui ont mis en oeuvre les lois? S'agit-il d'un certain nombre d'associations professionnelles? S'agit-il plutôt de

personnes qui ont, objectivement et effectivement, commis les actes graves qui sont reprochés? Il y a une cascade de responsabilités qu'il est difficile d'apprécier sur le plan véritablement juridique.

En revanche – et nous devons nous en souvenir lorsque nous aurons d'autres débats –, il est évident que dans les cantons qui connaissaient une autorité tutélaire judiciaire, et non pas une autorité tutélaire administrative, à savoir l'exécutif communal, les droits des personnes étaient nettement mieux protégés. Je crois dès lors que nous devons faire attention, lorsque nous nous prononcerons sur d'autres lois, à maintenir le caractère judiciaire des décisions de contrainte et à ne pas donner ce pouvoir une fois de plus à l'administration.

Sous un angle libéral, notre groupe estime qu'il y a une responsabilité, en tout cas morale, de la Confédération, et qu'il y a eu, même indirectement, de graves et réelles violations d'un certain nombre de principes généraux du droit constitutionnel qui doivent régir notre société.

J'insiste aussi sur le fait qu'il s'agit véritablement de régler aujourd'hui la situation particulière de personnes qui ont été particulièrement atteintes dans des droits fondamentaux et que cela ne doit pas créer un simple précédent qui permettra à chaque personne qui s'estime victime d'une discrimination, ou qui estime que le système légal a évolué et qu'elle aurait dû avoir raison, de réclamer réparation pour les préjudices qui ont été subis.

Cela a déjà été dit, il est aujourd'hui difficile, malgré tout, pour le Parlement, pour la population suisse, de juger le passé, de se poser un certain nombre de questions sur celui-ci et surtout de répondre à ces questions pour une indemnisation.

Pour toutes ces raisons, notre groupe se ralliera dans sa majorité au contre-projet tel qu'il est issu des travaux de la commission, qui répond au principe de l'indemnisation forfaitaire et de la reconnaissance de toutes les victimes, qui permettra de satisfaire au principe de célérité et aussi, et nous l'espérons très sérieusement, parce qu'il permettra de tourner enfin une page sombre de notre histoire.

Dès lors et comme cela a déjà été dit, notre groupe rejettera l'initiative populaire, entrera en matière sur le contre-projet, soutiendra la version issue des travaux de la commission et soutiendra également l'arrêté concernant le financement du dit contre-projet.

Enfin, nous espérons qu'après l'adoption du contre-projet au Parlement, le comité d'initiative retirera celle-ci.

Il est évident aussi qu'une minorité de notre groupe adoptera une position contraire.

Vogler Karl (C, OW): Nachdem die Initiative umfassend vorgestellt worden ist, beschränke ich meine Ausführungen auf den indirekten Gegenvorschlag, das heisst auf das Bundesgesetz.

Die ganze vor uns liegende Thematik berührt und macht betroffen. Immer wieder stellt sich die eine Frage, die mich und andere beschäftigt: Wie konnte solches Unrecht geschehen, bis in die jüngste Vergangenheit, in einem vermeintlich hochentwickelten Rechtsstaat, in der zivilisierten Gesellschaft Schweiz? Warum schwieg, vertuschte und verharmloste man? Warum liess man solches Unrecht zu?

Dabei geht es nicht um Verhaltensweisen, die heute als unangemessen beurteilt werden, früher aber gesellschaftlich akzeptiert waren und bei denen es deshalb problematisch wäre, heute darüber zu urteilen. Es geht vielmehr um Verhaltensweisen gegenüber Personen, deren körperliche, psychische oder sexuelle Unversehrtheit oder deren geistige Entwicklung unmittelbar und schwer beeinträchtigt worden sind, beispielsweise durch massive Gewaltanwendung, sexuellen Missbrauch, wirtschaftliche Ausbeutung oder gezielte Behinderung der persönlichen Entwicklung. Ich verweise auf Artikel 2 Buchstabe d des Entwurfes zum Bundesgesetz. Es geht also in den meisten Fällen um auch aus damaliger Sicht strafrechtlich relevante Sachverhalte.

Es betrifft dies Verdingkinder, die gedemütigt und misshandelt wurden oder Gewalt und sexuellen Missbrauch erlebt

haben; es betrifft nicht diejenigen, die anständig oder einigermassen anständig behandelt wurden. Solche gab es glücklicherweise ebenfalls. Es geht um Personen, an denen unter Druck Medikamentenversuche durchgeführt wurden oder die Zwangssterilisationen, Zwangskastrationen und Zwangsabtreibungen erlitten. Weiter geht es um Personen, denen unter Druck die Kinder weggenommen wurden, und schliesslich um Menschen, die ohne Urteil in ein Gefängnis oder in eine Anstalt gesteckt wurden, oft jahrelang. Diese Tragödien, die Tausende von Menschen in unserem Land erlitten, damit rechtfertigen zu wollen, dass solches halt damaligem Recht entsprochen habe, wie das ein Teil der Minderheit tut, ist nicht nur falsch, sondern es ist auch zynisch und zeugt von mangelndem Respekt gegenüber diesen Opfern.

Auch der Einwand, es sei ja nicht der Bund gewesen, der sich in der Verantwortung befunden habe, weshalb die finanzielle Wiedergutmachung nicht von diesem zu leisten sei, zielt ins Leere. Denn ein endloser Streit darüber, wer für die finanziellen Entschädigungen aufzukommen hat, dient den Opfern nicht. Diese sind, es wurde gesagt, bereits alt, in den meisten Fällen auch gebrechlich. Viele sind bereits verstorben. Die Überlebenden benötigen den Solidaritätsbeitrag jetzt. Allein die Anerkennung des den Opfern zugefügten Unrechts reicht nicht aus, um dieses zu sühnen. Dafür reicht an sich auch ein Solidaritätsbeitrag in der Höhe von 300 Millionen Franken nicht aus. Aber es ist das immerhin ein substanzialer Beitrag zur Sühne.

Neben der Anerkennung des Unrechts und dem Solidaritätsbeitrag sind für die Opfer gleichfalls wichtig die im Bundesgesetz vorgesehene Archivierung und die Akteneinsicht, gleich wie auch die Beratung und Unterstützung der Opfer durch kantonale Anlaufstellen sowie die wissenschaftliche Aufarbeitung dieses dunklen Kapitels der Schweizer Geschichte und die damit verbundene Öffentlichkeitsarbeit. Es ist wichtig, dass Erkenntnisse, die im Rahmen der wissenschaftlichen Aufarbeitung gemacht werden, an die Öffentlichkeit gelangen.

Zusammengefasst erachtet die CVP-Fraktion das Bundesgesetz als indirekten Gegenvorschlag zur Initiative als bessere Variante. Das Bundesgesetz ist rasch einführbar, zielführend und berücksichtigt die wesentlichen Anliegen der Initiative. Namens der CVP-Fraktion bitte ich Sie entsprechend, auf dieses einzutreten und ihm zuzustimmen. Das gilt selbstredend auch für den Bundesbeschluss betreffend die diesbezügliche Finanzierung.

Mazzone Lisa (G, GE): C'est un moment important que nous vivons; ce moment arrive tard, trop tard, mais il n'en est pas moins essentiel. Durant ce moment, nous pouvons nous tourner vers le passé pour reconnaître et tenter de réparer, en tout cas partiellement, de sévères atteintes à l'intégrité physique et psychique, au respect des droits fondamentaux de dizaines de milliers de personnes, en Suisse. L'injustice commise est grave et d'une ampleur énorme.

Jusque dans les années 1980, les mesures de coercition à des fins d'assistance et les placements extrafamiliaux dans des foyers, des exploitations agricoles ou artisanales ou des établissements fermés, sans un seul regard de la justice, mais par décision administrative, ont donné lieu à l'humiliation, à l'exploitation, à la maltraitance et à des abus sexuels qui ont marqué à jamais les enfants concernés. Des enfants ont été retirés à leurs parents sans raison valable. Des femmes ont été contraintes d'avorter, d'être stérilisées ou de faire adopter leur enfant, tandis que certains enfants ont subi des essais médicamenteux. Et jamais la justice ne s'est prononcée! Il est donc temps de rendre justice.

Nous avons l'opportunité d'apporter, en tant que collectivité, une réparation partielle pour le tort subi par ces dizaines de milliers de personnes; nous avons l'opportunité de reconnaître, et ceci complètement, en tant que société, ce qui s'est produit.

La Confédération a présenté ses excuses. Il s'agit maintenant de faire un pas supplémentaire par cette démarche, qui est un acte de reconnaissance nécessaire pour regarder

vers l'avant sans tourner complètement la page toutefois, car nous avons aussi un devoir de mémoire à honorer. Nous devons transmettre notre histoire pour apprendre des erreurs du passé. L'initiative populaire «Réparation de l'injustice faite aux enfants placés de force et aux victimes de mesures de coercition prises à des fins d'assistance», tout comme le contre-projet élaboré par le Conseil fédéral, prévoit justement cette réparation partielle.

Au moins 20 000 personnes victimes de ces injustices sont encore en vie aujourd'hui. Avec le contre-projet, un crédit-cadre de 300 millions de francs sera constitué, financé majoritairement par la Confédération, mais auquel les cantons ou autres institutions concernées pourront contribuer. Une contribution de solidarité – qui porte bien son nom car il ne s'agit pas de réparer le tort moral en indemnisant, mais d'apporter une reconnaissance solidaire de 25 000 francs au maximum et égale pour chacune et chacun des bénéficiaires – sera versée aux victimes. La contribution ne pourra être diminuée pour des raisons fiscales, ni déduite d'autres assurances. La contribution permettra aussi d'apporter du soutien, alors que de nombreuses personnes vivent très modestement ou sont en mauvaise santé.

La Confédération assure également un accès simple et gratuit aux documents d'archives. Des points de contact seront gérés par les cantons et doivent aider les personnes concernées non seulement à déposer leur demande pour la contribution de solidarité, mais aussi à faire la lumière sur leur histoire. Enfin, une étude scientifique doit établir les faits et les rendre publics pour que l'on puisse non seulement documenter cette sombre page de l'histoire, mais aussi l'enseigner et la faire connaître au grand public.

Pour le groupe des Verts, le contre-projet indirect est une voie intéressante, car il permet d'aller rapidement de l'avant. Le contre-projet vise à ce que les mesures puissent être mises en place rapidement – comme je l'ai dit –, ce qui est essentiel, compte tenu de l'âge avancé de la plupart des victimes. Il donne également une réponse globale, comprenant non seulement une contribution de solidarité, mais aussi le devoir de mémoire, l'accès aux archives et l'établissement d'une étude scientifique. Certes, nous aurions préféré que le fonds soit davantage doté, tout comme nous aurions souhaité qu'il n'y ait pas de limite supérieure à la contribution de solidarité.

Si nous nous rallions aujourd'hui au contre-projet et si nous n'avons pas déposé de proposition de minorité en commission, c'est pour trois raisons. Premièrement, parce que le contre-projet, comme je le disais tout à l'heure, est une réponse globale, rapidement applicable et adaptée à la situation. Deuxièmement, parce qu'une majorité semble se dégager en faveur du contre-projet et qu'il nous semble primordial de trouver un consensus et une majorité permettant d'aboutir à une décision rapide. Troisièmement, parce que les initiateurs ont donné des signes qui laissent présager un retrait de l'initiative en cas d'adoption d'un contre-projet adéquat. Bien sûr, si une majorité ne devait pas se dégager en faveur du contre-projet, le groupe des Verts soutiendrait l'initiative avec vigueur.

Nous vous invitons donc chaleureusement à entrer en matière et à soutenir le contre-projet.

Arslan Sibel (G, BS): Auf unsere Demokratie und Hochhaltung der Menschenrechte sind wir Schweizerinnen und Schweizer zu Recht stolz. Mit Respekt blickt das Ausland auf unser Land, weil in der Schweiz die Grundrechte der Menschen geachtet werden. Doch auch bei uns gibt es dunkle Flecken, auf die wir eben nicht stolz sein können. Darunter fallen die sogenannten fürsorglichen Zwangsmassnahmen. «Switzerland's shame», die Schande der Schweiz – so lautete eine einstündige BBC-Dokumentation vor einem Jahr über unser Verdingkinderwese. Und die «New York Times» schrieb in einem Artikel vom 2. November 2015 über «a blot on Swiss history», einen Schandfleck in der Schweizer Geschichte.

Ja, die fürsorglichen Zwangsmassnahmen, die bis 1981 viel Leid über Menschen gebracht haben, haben weltweit in

den Medien für Aufsehen und Entsetzen gesorgt, weil man genau dies von der Schweiz, diesem Hort der Menschenrechte, nicht erwartet hätte. Natürlich ist es nicht so, dass die Schweiz hier alleine dastehen würde. Nein, in ganz Europa, in den USA und anderswo sind in den letzten Jahren systematische Missbrauchsfälle an die Oberfläche gekommen.

Was hat man getan? Man hat sich trotz aller Schwierigkeiten der Fälle angenommen und die Aufarbeitung konsequent vorangetrieben. Für die Wiedergutmachung des Missbrauchs an ehemaligen Heimkindern stellte allein Irland 1,2 Milliarden Euro zur Verfügung. Im Ausland ist die Geschichtsklärung also bereits in vollem Gange. Heute haben wir in der Schweiz die Möglichkeit, dieses dunkle Kapitel unserer Geschichte endlich umfassend aufzuarbeiten.

Die Grünen unterstützen daher die Forderungen der Wiedergutmachungs-Initiative voll und ganz. Wir sind für die wissenschaftliche Aufarbeitung der fürsorgerischen Zwangsmassnahmen und für einen Solidaritätsbeitrag für die Betroffenen. In ganz Europa, in den USA und anderswo wird nach gleichem Muster verfahren. Die Geschichtsklärung wird mit der finanziellen Wiedergutmachung verbunden.

Trotzdem gibt es bei uns in der Schweiz Widerstand! Es gibt einzelne Parlamentarier, die sich gegen finanzielle Leistungen aussprechen. Sie argumentieren, finanzielle Zahlungen schafften ein Präjudiz und bald schon würden andere Gruppierungen Ansprüche anmelden – als ob die fürsorgerischen Zwangsmassnahmen historisch vergleichbar wären. Sie argumentieren, dass die Taten bereits verjährt seien – als ob sich die Opfer damals hätten wehren können. Sie argumentieren, dass man dies doch eh nicht wiedergutmachen könne – als ob sie das Recht hätten, zu entscheiden, was die Opfer von Politik und Gesellschaft heute erwarten. Sie argumentieren, wie wir das auch vorhin gehört haben, dass das damals halt so gewesen sei – als ob Missbrauch und Misshandlungen nicht schon früher einen Straftatbestand dargestellt hätten! Nein, diese Argumente laufen ins Leere und sind nichts weiter als eine erneute Demütigung der Opfer!

Ich bringe es nochmals auf den Punkt: Erstens sprechen wir hier nicht über Bagatellen, sondern von schwersten Menschenrechtsverletzungen. Zweitens wurden die Menschen in sozialer, gesundheitlicher oder wirtschaftlicher Hinsicht schwer beeinträchtigt. Diese schwerstbetroffenen Opfer zu rehabilitieren und sich zu entschuldigen reicht da nicht aus. Drittens ist diese ganze Vorlage ohne eine materielle Wiedergutmachung nichts als Symbolpolitik, oder anders gesagt: Ohne Solidaritätsbeiträge gibt es keine Wiedergutmachung.

Damit eine rasche Lösung möglich wird und eine deutliche Mehrheit Ja zu einer umfassenden Aufarbeitung sagen kann, sind wir Grünen bereit, den Gegenvorschlag des Bundesrates zu unterstützen, dies vor allem, weil er rascher als die Wiedergutmachungs-Initiative zu einer Lösung führt und dadurch mehr Menschen noch zu Lebzeiten eine Wiedergutmachung erfahren.

Ich erinnere die Parlamentarierinnen und Parlamentarier gerne an ihre Verantwortung. Die Menschen, über die wir heute sprechen, sind keine Altlasten. Wir können das Rad der Geschichte nicht zurückdrehen, aber wir können den Menschen heute Gerechtigkeit widerfahren lassen. Heute geht es nicht um ein Links-rechts-Thema, weshalb man an dieser Stelle insbesondere auch den Bauernverband erwähnen muss, der den Gegenvorschlag zur Wiedergutmachungs-Initiative unterstützt. Dies ist ein Zeichen der Stärke. Die grüne Fraktion stimmt heute mit vielen Mitgliedern anderer Fraktionen für eine Wiedergutmachung. Wir machen dies für die Opfer. Wir machen dies für die Schweiz als Ganzes. Ich bitte Sie, auf die Vorlage einzutreten und den Gegenvorschlag zu unterstützen.

Guhl Bernhard (BD, AG): Die Aufarbeitung der vor 1981 veranlassten fürsorgerischen Zwangsmassnahmen und Fremdplatzierungen stellt für die Betroffenen einen wichtigen Schritt auf dem Weg zur Anerkennung ihres Unrechts durch die Gesellschaft dar. Die Mehrheit der betroffenen Personen

ist in fortgeschrittenem Alter und wartet schon lange auf ein anerkennendes Zeichen von offizieller Seite. Ein modernes und fortschrittliches Land, wie es die Schweiz ist, sollte entsprechend ein Verfahren zur Wiedergutmachung durchführen, um sich den relevanten Geschehnissen der Vergangenheit zu stellen. Dazu gehören nach Meinung der BDP eine umfassende wissenschaftliche Aufarbeitung sowie die Einrichtung eines Fonds für symbolische Zahlungen an die betroffenen Opfer. Eine zügige Durchführung des Prozesses ist angesichts des Alters der allermeisten Opfer angebracht.

Unter dem Druck der eingereichten Volksinitiative hat der Bundesrat einen aus Sicht der BDP guten indirekten Gegenvorschlag ausgearbeitet. Mit dem vorliegenden Bundesgesetz werden die notwendigen Grundlagen zur Aufarbeitung gelegt:

Erstens soll das Unrecht, das den Opfern von fürsorgerischen Zwangsmassnahmen und Fremdplatzierungen in der Schweiz zugefügt worden ist, gesellschaftlich anerkannt werden.

Zweitens werden die Geschehnisse bei fürsorgerischen Zwangsmassnahmen und Fremdplatzierungen wissenschaftlich umfassend untersucht, wie dies auch die Initiative verlangt. Es gibt hierzu eigentlich schon viele Arbeiten. Da die Initiative dies verlangt, macht es aber Sinn, auch in den Gegenvorschlag einen entsprechenden Passus aufzunehmen.

Drittens werden die Voraussetzungen für die Ausrichtung von Zahlungen zugunsten der Betroffenen geregelt. Dabei begrüsst es die BDP, dass ein sehr einfaches Verfahren für die Abwicklung gewählt wurde, insbesondere dass es ein Weg ist, bei welchem die Betroffenen nicht die gesamte Vergangenheit vor den Behörden offenlegen und dabei die schlimmen Erlebnisse nicht nochmals «durchkauen» und durchdiskutieren müssen.

Schliesslich sollen die Opfer mit dem Aktenzugang auch bei der Aufarbeitung ihrer eigenen Geschichte unterstützt werden.

Die BDP ist der Ansicht, dass mit diesem Massnahmenpaket, mit diesem Gegenvorschlag den Forderungen der Initianten genügend Rechnung getragen wird. Darum unterstützt die BDP den indirekten Gegenvorschlag des Bundesrates, auch unter dem Gesichtspunkt – das wurde hier auch schon x-fach erwähnt –, dass eben die Umsetzung des Gegenvorschlags wesentlich rascher vorstättengeht und dass weniger Zeit verlorenggeht.

Gegenvorschlag und Initiative unterscheiden sich insbesondere in der Höhe des Betrages für den Solidaritätsfonds zugunsten der Opfer. Nach Meinung der BDP ist die Höhe des vorgeschlagenen Betrages von 300 Millionen Franken angemessen. Wichtig dabei ist, dass die Kantone und Dritte sich entsprechend ihrer geschichtlichen Vergangenheit dann auch wirklich an diesem Fonds beteiligen und ihre Beiträge auch leisten. Kommissionssprecher Schmidt Roberto hat von diesen Gesprächen aus der Kommission berichtet, und ich erwarte da wirklich, dass dann diese Beiträge auch geleistet werden.

In seiner Begründung zum Nichteintretensantrag seiner Minderheit sagte Herr Zanetti so salopp, das Ganze sei halt verjährt. Aber ich bin der Meinung, es ist schon ein Unterschied, ob wir hier von Handwerkerpfusch sprechen oder ob wir von systematischen Behandlungen von Menschen diskutieren, wie sie diese Opfer erleben mussten, welche dann keine Chance hatten, sich gegen die damalige Behördenwillkür zu wehren. Das hat dann Ihr Fraktionskollege, Herr Schwander, erwähnt.

Zusammengefasst: Die BDP-Fraktion bittet Sie, auf die den Gegenvorschlag betreffenden Vorlagen 2 und 3 einzutreten und dort jeweils mit der Mehrheit zu stimmen. Ferner bitten wir Sie entsprechend dem Antrag der Kommission, die Initiative zur Ablehnung zu empfehlen, wie das auch der Bundesrat gemacht hat, um damit eben dem Gegenvorschlag den Weg zu ebnet.

Ruiz Rebecca Ana (S, VD): «Réparer l'injustice. Pour les victimes. Pour la Suisse.» Ce sont les notions clés du titre de

l'initiative populaire dont nous discutons aujourd'hui. De quelle injustice parlons-nous?

Celle que des enfants ont subie dans notre pays en étant vendus aux enchères sur des places de village, en étant contraints à travailler, en étant maltraités, humiliés, en étant abusés au sein des familles ou des foyers, y compris dans des foyers religieux, dans lesquels ils avaient été placés de force. C'est l'injustice crasse que d'innombrables nouveau-nés ont vécue en ayant été séparés de leur mère célibataire par les autorités de tutelle. Ce sont aussi les placements administratifs, jusqu'au début des années 1980, d'adolescents et de jeunes adultes, sans verdict de culpabilité ni jugement, dans des établissements fermés et des prisons pour éducation au travail après avoir été injustement accusés de mener une vie dissolue. Ce sont les stérilisations, les castrations et les avortements forcés qui ont été pratiqués sur des femmes et des hommes sans la moindre justification. Ce sont les essais médicamenteux qui ont été menés à l'insu de centaines de patients dans des cliniques psychiatriques suisses.

Ce sont ces actes innommables que l'initiative et le contre-projet cherchent à réparer, des actes qui concernent au moins 20 000 victimes encore vivantes, qui ont été touchées dans leur âme, leur cœur et leur chair, alors qu'à ce jour, il n'y a eu aucune réparation complète.

Il est temps d'y remédier, il est temps de réussir à clore un chapitre noir de l'histoire de notre pays en reconnaissant les terribles atteintes qu'ont causées les mesures de coercition à des milliers de personnes, qui en portent aujourd'hui encore les stigmates. Il est l'heure de leur rendre un brin de justice.

Pour cela, il nous faut accepter le contre-projet indirect qui nous est soumis. Ce dernier reprend les points principaux de l'initiative sur la réparation. Il permettra surtout aux victimes aujourd'hui âgées d'obtenir rapidement une réparation et donc d'espérer la toucher de leur vivant.

Le crédit-cadre de 300 millions de francs permettra de financer une contribution de solidarité de 25 000 francs pour chacune des victimes. Si ce montant symbolique ne permettra jamais de compenser les souffrances vécues, il constitue néanmoins une reconnaissance que l'on sait si importante dans le processus de reconstruction d'une victime. Pour les enfants placés et les victimes de mesures de coercition à des fins d'assistance, l'indemnisation financière remplira une fonction d'autant plus forte que, pour la plupart de ces victimes, les coupables sont déjà décédés ou les faits déjà prescrits.

Pour achever le travail de mémoire, le contre-projet indirect prévoit aussi de confier à une commission indépendante la tâche de mener une étude scientifique sur les mesures de coercition et les placements extrafamiliaux antérieurs à 1981. La publication élargie d'une telle recherche permettra, d'une part, d'informer le public sur ce qui s'est passé et, d'autre part, de libérer la parole des victimes, dont certaines sont encore enfermées dans un fort sentiment de honte.

Les injustices infligées de manière massive à des personnes innocentes et fragiles ne doivent plus pouvoir se reproduire. Aussi, l'Etat et la société se doivent de réparer le mal commis dans la mesure du possible. Il en va de la dignité des victimes, mais surtout de celle des autorités de notre pays, qui n'ont pas su empêcher ces injustices, qui ont elles-mêmes provoqué des souffrances qui ne s'apaiseront jamais.

Je vous invite à soutenir le contre-projet indirect du Conseil fédéral.

Hess Lorenz (BD, BE): Da wir uns heute mit dem Elend der Verdingkinder auseinandersetzen und uns die Frage stellen, ob es eine Wiedergutmachung braucht oder nicht, zitiere ich an dieser Stelle den Schweizer Schriftsteller Jeremias Gotthelf. Denn Gotthelf, der im Berner Emmental lebte und wirkte, schildert in seinem Roman «Bauernspiegel» detailliert all die Grausamkeiten, welche die Verdingkinder hierzulande erleben mussten: «Es war fast wie an einem Markttag. Man ging herum, betrachtete die Kinder von oben bis unten, die weinend oder verblüfft dastanden, betrachtete ihre Bün-

delchen und öffnete sie wohl auch und betastete die Kleidchen Stück für Stück, fragte nach, pries an, gerade wie an einem Markt.»

Auf unseren Schweizer Dorfplätzen wurden Kinder versteigert, nicht nur zu Gotthelfs Zeiten, sondern bis weit ins 20. Jahrhundert hinein. Viele Hundert Opfer des Verdingkinderwesens leben heute noch unter uns. Einige kenne ich persönlich. Sie haben mir berichtet und Zeugnis abgelegt, wie sie als billige Arbeitskräfte ausgebeutet und misshandelt wurden, wie sie in den Schweineställen schlafen mussten, wie man sie gesundheitlich geschädigt hat und wie ihre sexuelle Integrität verletzt wurde.

Für mich ist klar: Es gibt keine Alternative, es gilt jetzt, dieses dunkle Kapitel der Schweizer Geschichte aufzuarbeiten. Gerade als Berner, der seinen Kanton über alles liebt, weiss ich, dass wir Politiker eine Verantwortung haben, diesen Opfern endlich Gerechtigkeit widerfahren zu lassen. Ich betone dabei, dass es den Verdingkindern auf vielen Bauernhöfen gutging. In schwierigen Zeiten hat man sich bestmöglich um sie gekümmert. Doch wir können heute auch sagen, dass die schutzlosen Verdingkinder auf manchen Höfen misshandelt und missbraucht wurden. Dabei haben die Behörden, die Kirche und die Gemeinschaft als Ganzes weggesehen, nicht eingegriffen, die Kinder ihrem Schicksal überlassen.

Dass heute der Bauernverband ganz offiziell die Wiedergutmachung unterstützt, konkret die Ja-Parole zum Gegenvorschlag des Bundesrates herausgegeben hat, zeugt vor diesem Hintergrund von Grösse und Weitsicht. Es ist ein Zeichen der Stärke, dass man sich der Vergangenheit stellt. Ich stimme daher, gemeinsam mit den wohl meisten Bauern hier im Parlament und allen anderen progressiven Kräften, aus Überzeugung für die Wiedergutmachung. Ich möchte, dass Gotthelfs Literatur durch eine Geschichtsschreibung ergänzt wird, die besagt: Die Schweiz hat ihre Geschichte umfassend aufgearbeitet; 2016 wurde das grosse Unrecht, das die Verdingkinder und andere Opfer von fürsorglichen Zwangsmassnahmen und Fremdplatzierungen erleiden mussten, anerkannt.

Wir sind kurz davor, die Geschichte so zu schreiben. Wir müssen dazu nur Ja stimmen.

Müller Thomas (V, SG): Jeder Staat kennt in seiner Rechtsgeschichte Bestimmungen, deren Berechtigung und Sinn später anders beurteilt werden. Entscheidend ist, wie der Staat mit neuen Erkenntnissen umgeht und Vergangenes aufarbeitet. In Bezug auf die Verdingkinder und Opfer fürsorglicher Zwangsmassnahmen vor dem Jahre 1981 sind drei Wege möglich: erstens keine Wiedergutmachung zu leisten; zweitens die Volksinitiative zur Annahme zu empfehlen; drittens den indirekten Gegenvorschlag in der Form des Bundesgesetzes mit einem Zahlungsrahmen zu beschliessen.

Jene, die sich auf den Standpunkt stellen, für die Wiedergutmachung in Form einer pauschalen Entschädigung fehle eine generelle Rechtsnorm, mögen rechtsdogmatisch Recht haben. Aber das kann angesichts des moralischen Unrechts und des Leids, das den Betroffenen vor 1981 angetan worden ist, heute nicht der alleinige Gesichtspunkt sein. Innerhalb der SVP-Fraktion gibt es deshalb eine starke Minderheit, die den indirekten Gegenvorschlag unterstützt. Auch wenn die Zwangsmassnahmen vor 1981 auf damals geltendem Recht gründeten und deshalb materiell nicht durchwegs rechtswidrig waren, waren die Folgen für einen Teil der Betroffenen derart leidvoll und lebensbestimmend, dass es dem Land gut ansteht, sich für das Handeln von Behörden und Justiz im Nachhinein zu entschuldigen und Wiedergutmachung zu leisten. Es ist ein Moment, in dem man bei der Gesetzgebungsarbeit für einmal das Herz sprechen lassen sollte; dies sollte den rechtsdogmatischen Überlegungen vorgehen.

Aufgrund des Alters der Betroffenen steht die Wiedergutmachung unter Zeitdruck. Für die Umsetzung bedeutet das, dass einfache Instrumente geschaffen werden müssen, die rasches Handeln ermöglichen. Mit dem indirekten Gegenvorschlag, Gesetzentwurf und Zahlungsrahmen, lässt sich

die Wiedergutmachung schneller umsetzen als mit der Volksinitiative, für die im Fall der Annahme zuerst die Anschlussgesetzgebung geschaffen werden müsste. Mit dem indirekten Gegenvorschlag können erste Zahlungen an die Opfer bereits 2017 erfolgen, beim Weg über die Volksinitiative erst ein bis zwei Jahre später.

Durch den Mitbericht der Finanzkommission konnte ich zwei Überlegungen in den Gesetzentwurf einbringen:

1. Es gibt die Obergrenze des Auszahlungsbetrages von 25 000 Franken pro Opfer, wie sie die Kommission für Rechtsfragen in Artikel 7 aufgenommen hat. Es geht dabei überhaupt nicht darum, kleinlich zu sein; es geht einzig darum, die Umsetzung der Wiedergutmachung mit Rücksicht auf das Alter der Betroffenen zu beschleunigen. Die Betroffenen können auf einfache Art im Gesetz erkennen, um welche Grössenordnung es geht, und – das ist entscheidend – die Auszahlung kann schneller erfolgen. Mit der ursprünglich vorgesehenen Verteilung von 300 Millionen Franken an die Betroffenen müsste man vorerst während eines Jahres die Zahl der eingehenden Gesuche abwarten und danach das Geld pro Opfer aufteilen. Die damit verbundene schrittweise Auszahlung erhöht das Risiko, dass ein Teil der Opfer aufgrund des Alters verstirbt, bevor die letzte Zahlung erfolgt. Deshalb bin ich der Meinung, dass der Sache mit einer einfachen Lösung besser gedient ist. Aufgrund der zu erwartenden Zahl der Gesuche liegt der Betrag von 25 000 Franken pro Opfer mit grosser Wahrscheinlichkeit innerhalb des Zahlungsrahmens von 300 Millionen Franken, sodass Auszahlungen rasch und in ganzer Höhe erfolgen können.

2. Ich danke abschliessend der Kommission für Rechtsfragen, dass sie in den Schlussbestimmungen unter Artikel 19a auch meinen Hinweis auf alte Verlustscheine nach SchKG aufgenommen und eine spezielle Verjährungsbestimmung für alte Forderungen im Zusammenhang mit fürsorglichen Zwangsmassnahmen vor 1981 formuliert hat. Es wäre in der Tat widersprüchlich, wenn einerseits der Staat Wiedergutmachung an die Opfer leisten würde und andererseits die gleichen Opfer von Gläubigern mit Verlustscheinbetreibungen für das gleiche Unrecht, vor allem für alte Heimaufenthaltsrechnungen, belangt würden.

Tschäppät Alexander (S, BE): An der Schuld derer, die bis in die Fünfzigerjahre des 20. Jahrhunderts in diesem Land, dem Land der humanitären Tradition, Zehntausende Mädchen und Knaben entmündigt, geschlagen, misshandelt, gedemütigt, gequält, geknechtet und vergewaltigt haben, ändern wir heute nichts mehr. An der Entrechtung von Eltern, an der Verdingung von Menschen, an der Gnadenlosigkeit beim Entzug von Freiheit, beim Entzug von Selbstwert und beim Entzug von Frieden, an der Verhöhnung von Würde, am Verrat unseres christlichen Fundamentes, an der geradezu vorsätzlichen Sünde, an der Abkehr von allem, was selbst Gottlosen heilig war, an all dem ändern wir heute nichts mehr. An den Tränen und dem unermesslichen Leid verzweifelter Väter und Mütter, an der Zwangssterilisation junger Männer, an den stummen Schreien geschundener Kinder, an der körperlichen und seelischen Verkrüppelung administrativ versorgter Knaben und Mädchen, an jahrzehntelanger unglaublicher Trostlosigkeit, an all dem ändern wir heute nichts mehr.

Am tiefen Elend ganzer Generationen hat dieser Rat keine Schuld. Die Schuld tragen andere. Wir müssen aber diese Schuld anerkennen. Wir müssen bedingungslos anerkennen, dass Zehntausenden junger Menschen Unvorstellbares widerfuhr. Wir müssen anerkennen, dass Familien, Freundschaften und Gemeinschaften vorsätzlich zerstört wurden. Wir müssen anerkennen, dass unbeschreibliches Unrecht geschah. Entschuldigen können wir nichts. Was wir hingegen tun können, ist, demütig und im Wissen um das Geschehene an unserer Väter statt um Entschuldigung zu bitten. Gewährt werden kann uns diese Bitte einzig von den Überlebenden. Unsere Bitte und deren Annahme sind mehr als ein längst fälliges Signal: Sie bedeuten Genugtuung – endlich Genugtuung, endlich Trost, endlich Begegnung auf Augenhöhe, endlich ein Handschlag! Das sind wir nicht nur

den einst Verdingten schuldig, das schulden wir auch den Vätern unserer Väter. Wir bitten heute auch für sie.

Wiedergutmachen lässt sich Unrecht nicht, das wissen auch die noch lebenden Verdingkinder von damals. Alle Wunden vermag auch die Zeit nicht zu heilen. Wir reden heute von und mit Verwundeten. Wir alle haben es heute in der Hand, den Wunden von damals keine neuen hinzuzufügen. Wir haben es in der Hand, an diesen nicht noch einmal schuldig zu werden.

Wir müssen für das, was in diesen dunklen Tagen helvetischer Geschichte geschah, keine Verantwortung übernehmen, und ich bin froh darum. Aber wir müssen die Verantwortung für das übernehmen, was wir hier und heute tun. Wir haben es in der Hand, Ernsthaftigkeit, Einsicht und Respekt zu beweisen. Tun wir es, tun wir es überzeugt und überzeugend. Wir schulden das nicht nur den Betroffenen, wir schulden das der Geschichte dieses Landes.

Semadeni Silva (S, GR): Parliamo oggi di drammatici destini – come abbiamo sentito. Il nuovo film svizzero «Lina», per esempio, ne presenta a sua volta uno. La giovane Lina, una ragazza ribelle come tante al giorno d'oggi, alla fine degli anni Sessanta diventa vittima delle misure repressive a scopo assistenziale, senza sentenza giudiziaria e senza possibilità di difendersi. Dovrà partorire il figlio illegittimo in prigione, dovrà cederlo in adozione e lo potrà incontrare solo quarant'anni più tardi. E solo una fra le tante storie che oggi vengono alla luce e provocano reazioni di incomprendimento e di sgomento.

Misure repressive a scopo assistenziale sono state decretate fino al 1981, fino a quando la Svizzera si è adeguata ai principi della Dichiarazione europea dei diritti umani. Oltre 50 000 fra bambini e adulti le hanno subite. Tanti sono stati sottoposti a violenze fisiche e psichiche per lunghi anni. A causa dei forti traumi subiti, diverse migliaia di loro vivono tuttora in una situazione precaria.

Possiamo, oggi, valutare questi fatti solo dal punto di vista giuridico? No! Oggi siamo chiamati a riconoscere quegli errori, ammessi dalla legge fino a pochi decenni fa. Siamo chiamati a dimostrare la nostra solidarietà con chi ha sofferto ingiustamente. Questo è possibile grazie ad una nuova dinamica che si è sviluppata nel 2014 con l'iniziativa popolare «per la riparazione». L'iniziativa chiede, insieme ad un'analisi scientifica di questo oscuro capitolo della storia svizzera, un atto concreto di riconoscenza e solidarietà, un fondo di 500 milioni di franchi.

Il Consiglio federale ha elaborato in tempo record un controprogetto indiretto, che prevede un fondo di solidarietà di 300 milioni di franchi tutto a favore delle vittime.

Il controprogetto indiretto prevede pure l'analisi scientifica delle misure coercitive e garantisce la consultazione degli atti d'archivio ai diretti interessati. Il controprogetto ha un grande vantaggio: permette di offrire alle vittime riconoscenza e aiuto concreto in tempi brevi. Il Consiglio federale non limita i contributi a 25 000 franchi, come vuole invece la commissione, e io spero che il Consiglio degli Stati corregga questa pignoleria. I promotori riconoscono che la controproposta del Consiglio federale ha accolto le richieste principali della loro iniziativa «per la riparazione».

Ich füge noch ein Wort als Mitglied des fünfköpfigen Co-Präsidioms der parlamentarischen Gruppe Fürsorgliche Zwangsmassnahmen hinzu: Der Gegenvorschlag bezweckt Anerkennung und Wiedergutmachung und führt schnell zum Ziel, was besonders wichtig ist angesichts des Alters vieler Opfer. Er sieht bescheidene finanzielle Leistungen vor, nicht als Entschädigung für das erlittene Unrecht – wie kann man ein solches Unrecht entschädigen? –, sondern als Zeichen der Anerkennung. Dass auch die Finanzkommissionen von Nationalrat und Ständerat in ihren Mitberichten mit dem Vorschlag einverstanden sind, zeugt von allgemeiner Einsicht in die Notwendigkeit.

Die Wiedergutmachungs-Initiative hat durchaus Chancen beim Volk. Ohne seriösen Gegenvorschlag würde ein dunkles Kapitel der Schweizer Geschichte, schmerzhaft für viele, in den Abstimmungskampf gezerrt. Das sollten wir nicht wol-

len. Wenn das Parlament den Gegenentwurf nicht verwässert, könnte die Initiative zurückgezogen und das Bundesgesetz mit der späten Anerkennung schon im Februar 2017 in Kraft gesetzt werden.

Ich bitte Sie, wenn nicht der Initiative, so doch dem Gegenvorschlag mit dem Finanzierungsbeschluss zuzustimmen. Die Opfer haben es verdient, noch zu Lebzeiten Genugtuung und Solidarität zu erfahren.

Fiala Doris (RL, ZH): «Materielle Abgeltung von Unbill wird und kann nie umfassende Sühne für geschehenes Unrecht sein.» Man muss den Satz schon zweimal hören, will man verstehen, was die Gegner der Wiedergutmachungs-Initiative damit zum Ausdruck bringen möchten. Materielle Abgeltung von Unbill, keine umfassende Sühne für geschehenes Unrecht – übersetzt könnte man auch sagen, dass das hiesse: «Mit Geld kann man nicht wiedergutmachen, darum zahlen wir auch nichts!» Ich meine, das ist eine reine Schutzaussage jener, die punkto Budget und als Finanzpolitiker einfach blind den Rotstift ansetzen möchten.

In der Tat kann man sagen, dass unser Rechtsstaat in derart vielen Fällen mit Finanzmitteln eine Art Anerkennung und Wiedergutmachung von geschehenem Unrecht vollzieht, dass man das ganze Rechtssystem hinterfragen müsste, wenn wir denn diese Aussage als relevante Begründung akzeptieren wollten. Von daher müssen wir uns eigentlich eingestehen, dass die Kernfrage lautet: Wie wichtig ist uns dieses Anliegen? Haben wir uns überhaupt auf die Thematik eingelassen? Wie hoch schätzen wir die Dramatik geschehenen Unrechts ein? Wie ernst nehmen wir dieses rabenschwarze Kapitel unserer Zeitgeschichte? Dieser Horror hat nicht vor tausend Jahren und durch Barbaren stattgefunden, sondern jetzt, quasi heute, bis fast in die Achtzigerjahre! Kann es denn sein, dass aus intellektueller oder emotionaler Überforderung unsere Herzen verschlossen bleiben, weil wir derart beschämt sind ob diesem Kapitel, dass wir darüber lieber nicht so genau Bescheid wissen möchten?

Als Frau erinnere ich daran, über wen wir in dieser Debatte eigentlich sprechen. Es geht um zwangssterilisierte Frauen oder um Frauen, die wegen vermeintlich liederlichem Lebenswandel ins Gefängnis gesteckt wurden. Wir sprechen über Heimkinder, die sexuell missbraucht wurden, und über Verdingkinder, die misshandelt und ausgebeutet wurden, und wir müssen uns daran erinnern, dass gerade der Anteil der Heimkinder, die Selbstmord begangen haben, gross ist. Unter dem Stichwort der Zwangsmassnahmen wurden in der Schweiz Tragödien angerichtet, die man sich kaum vorstellen kann. Im Fall der Verdingkinder ist der Puls der Bevölkerung klar. Es ist interessant, wie stark das Unrechtsempfinden in unserer Bevölkerung ist. Ein grosser Anteil unserer Mitmenschen will eine Wiedergutmachung. Wäre sonst diese Initiative so rasch und mit so vielen Unterschriften zustande gekommen?

Vom Bauernverband über die Sozialdirektorenkonferenz bis hin zu den Finanzkommissionen versteht man zudem das Anliegen und bekennt sich dazu. Gemäss Historikern und betroffenen Organisationen leben heute noch rund 10 000 Verdingkinder, denen schweres Unrecht widerfahren ist. Hinzu kommen etwa 10 000 Heimkinder, die Gruppe administrativ Versorgter wie Opfer von Zwangssterilisationen, Zwangsabtreibungen, die Zwangsadoptionen mitgerechnet, die Opfer von Medikamentenversuchen noch nicht einmal erwähnt. Der Bundesrat rechnet mit 12 000 bis 15 000 Opfern, weshalb er im Gegenvorschlag rund 300 Millionen Franken für die finanziellen Leistungen bereitstellen will.

Ich plädiere für diesen Gegenvorschlag, weil die Zeit für all jene knapp wird, die bereits sehr betagt sind, die bereits IV-Empfänger sind, die aufgrund dieses geschehenen Unrechts mit ihrem Leben total am Anschlag sind. Ich möchte daran erinnern, dass man eben auch international der Meinung ist, dass es keine Wiedergutmachung ohne Solidaritätsbeiträge gibt. Deshalb hat zum Beispiel Irland 1,2 Milliarden Euro für die misshandelten Kinder bereitgestellt.

Ich danke Ihnen deshalb, wenn Sie nicht einfach kopflastig an dieses Geschäft herantreten und im bestmöglichen Falle dem Gegenvorschlag zustimmen.

Seiler Graf Priska (S, ZH): Als meine Kinder mich unlängst fragten, was denn überhaupt Verdingkinder seien, waren sie richtiggehend schockiert, als ich es ihnen zu erklären versuchte, und zwar nicht nur wegen des grossen Leides, das man vielen von diesen Kindern angetan hat. Sie waren auch schockiert ob der Tatsache, dass es sich hier nicht um eine weitere Geschichte aus dem so düsteren Mittelalter handelt, sondern dass Verdingkinder bis vor wenigen Jahrzehnten bei uns noch Realität waren. Das hat sie richtig erschüttert, und es hat, ehrlich gesagt, auch mich immer wieder erschüttert.

Mir geht es nicht darum, irgendwelche Schuldzuweisungen auszusprechen. Das bringt den ehemaligen Verding- und Heimkindern und Opfern von fürsorgerischen Zwangsmassnahmen nichts. Schuld war wohl die ganze Gesellschaft mit den damals geltenden Wertvorstellungen, schliesslich wurden diese Massnahmen von breiten Kreisen getragen oder zumindest geduldet. Darum ist es für mich auch stimmig und völlig richtig, dass die gesamte Gesellschaft moralisch und finanziell in die Pflicht genommen wird, also der Bund, aber hoffentlich auch die Kantone und Private.

Der indirekte Gegenvorschlag zur Volksinitiative mit der Entschädigungssumme von 300 Millionen Franken ist meines Erachtens nun ein gangbarer Weg, der es ermöglicht, diese Pflicht tatsächlich auch zu erfüllen. Mit Geld lassen sich das grosse Leid und Unrecht sicher nicht aufwiegen; das ist klar, das steht ausser Frage. Der Solidaritätsbeitrag ist aber wenigstens ein wertvolles und wichtiges Zeichen eines ernstgemeinten Versuchs von Wiedergutmachung.

Ganz wichtig ist darum aber auch Artikel 3 der Gesetzesvorlage, in welchem der Bund endlich auch schriftlich anerkennt, dass den Opfern Unrecht zugefügt worden ist und sie darum um ihr Leben betrogen wurden. In diesem Zusammenhang finde ich ebenfalls Artikel 15 des Gesetzes von zentraler Wichtigkeit, welcher umschreibt, dass der Bundesrat für die umfassende und wissenschaftliche Aufarbeitung der fürsorgerischen Zwangsmassnahmen und Fremdplatzierungen vor 1981 zu sorgen hat. Diese historische Dimension gehört ganz klar zur Aufarbeitung eines der dunkelsten Kapitel der Schweizer Geschichte.

Dieses Gesetz kann bei der Annahme durch das Parlament sofort umgesetzt werden, sofern die Volksinitiative zurückgezogen wird. Das ist gegenüber der Volksinitiative wohl das entscheidendste Argument für den Gegenvorschlag, auch wenn die Entschädigungssumme nur 300 Millionen statt 500 Millionen Franken beträgt.

Viele der damaligen Opfer sind bereits hochbetagt, wir haben es gehört, und zum Teil auch nicht mehr bei bester Gesundheit. Es pressiert also. Ich persönlich finde den Gedanken wirklich unerträglich, dass wegen politischer Scharmützel viele der damaligen Opfer in der Zwischenzeit vielleicht versterben, ohne jemals das Gefühl gehabt haben zu können, dass das Unrecht und die Gewalt, die ihnen angetan wurden, rechtlich anerkannt werden. Nach einem so harten Leben sollten sie wenigstens vor dem Tod die längst verdiente Genugtuung erfahren können. Das ist für mich ein reiner Akt der Menschlichkeit und der Solidarität.

Ich bitte Sie darum, den Gegenvorschlag zu unterstützen.

Glättli Balthasar (G, ZH): Zuerst quasi eine Deklaration meiner Interessenbindung: Ich bin Mitglied des Initiativkomitees. Sie wissen es, es gibt an uns Politiker immer wieder Anfragen, ob man bei dieser oder jener Initiative mitmachen wolle, und ich kann mich eigentlich an kaum einen Moment erinnern, wo es für mich von Anfang an so glasklar war: Ja, da ziehe ich mit.

Ich möchte auch ganz kurz sagen, weshalb wir – die Mitglieder des Initiativkomitees und auch andere, die die Initiative eigentlich unterstützen – trotzdem darauf verzichtet haben, heute einen Antrag mit der Empfehlung auf Zustimmung zur Initiative zu stellen. Wir haben es deshalb nicht getan, nicht

weil wir plötzlich gefunden haben, die Initiative sei schlecht, sondern weil wir der tiefen Überzeugung sind, dass jetzt ein gesamtgesellschaftlicher und sich über die meisten politischen Lager erstreckender Lernprozess begonnen hat. Auch Parteien, die sich noch in der Vernehmlassung skeptisch gezeigt haben – nicht nur gegenüber der Initiative, sondern auch gegenüber dem Gegenvorschlag –, bieten nun Hand für eine Lösung, die noch zur Zeit kommen kann, also bevor die Betroffenen alle verstorben sind. Wir sind überzeugt, dass man in einem solchen Fall eben die Hand reichen und gemeinsam diesen Kompromiss verteidigen soll. Das heisst aber nicht, dass wir nicht mit vollem Elan und aus vollster Überzeugung für diese Initiative kämpfen würden, wenn jetzt durch eine Überraschung trotzdem dieser Gegenvorschlag nicht angenommen würde.

Wer nicht aus der Geschichte lernt, den holt sie irgendwann wieder ein. Für mich ganz persönlich ist das eigentlich fast noch wichtiger als die dringend nötige finanzielle Entschädigung für Menschen, die als Folge von Unrecht, das ihnen angetan wurde, heute auch materiell leiden. Noch viel wichtiger als das ist es eigentlich, dass wir als Schweiz einer der dunkelsten Stunden unserer Geschichte offen ins Auge schauen.

Kein Land hat nur Sonneneperioden. Kein Land kann von sich behaupten, man habe immer nur richtig gehandelt. Es geht auch nicht um einen Vergleich, sondern es geht darum, dass wir heute für das Unrecht, das bei uns geschehen ist, und für das Unrecht, das bei uns schon damals nach geltendem Gesetz Unrecht war, nicht nur die moralische, sondern auch, so meine ich, die politische Verantwortung übernehmen. Wir müssen ja dazu sagen, dass man das Unrecht nicht länger unter den Teppich kehrt, sondern aufarbeitet, was wehtut. Ich habe in vielen Unterhaltungen mit Direktbetroffenen gemerkt, dass es nicht nur eine Erleichterung ist, wenn man solche Zeiten wieder nach vorne stellt. Es kann auch schmerzhaft sein, und es kann wehtun. Ich denke, dass es auch für die Schweiz nicht ein Moment ist, in dem man aufatmen kann, sondern es wird ein schwieriger Moment, wenn man das nochmals vertieft aufarbeitet und untersucht. Ich glaube aber, dass gerade die Tatsache, dass es wehtut, auch dazu führen wird, dass die Erinnerung bleibt, und ich hoffe, dass diese Erinnerung auch eine Hilfestellung für zukünftige Generationen bildet, damit sie nicht gleiche oder ähnliche Fehler machen.

Naef Martin (S, ZH): Es wurde mehrfach gesagt, aber ich möchte es trotzdem noch einmal betonen: Es geht bei der Initiative und dem indirekten Gegenvorschlag nicht um Wiedergutmachung, auch wenn der Titel der Initiative so lautet. Man kann das, was geschehen ist, nicht wiedergutmachen. Man kann es aber anerkennen, man kann es aufarbeiten. Es geht auch nicht darum, dass sich gesellschaftliche Vorstellungen oder Rechtsauffassungen einfach verändert hätten, sondern es geht um begangenes Unrecht, um systematisch begangenes Unrecht durch die Gesellschaft einerseits, durch Behörden und Institutionen andererseits. Ich sage das auch als langjähriger Mitarbeiter der Vormundschaftsbehörde, der heutigen Kindes- und Erwachsenenschutzbehörde, der Stadt Zürich.

Die Geschichte des Vormundschaftswesens und beispielsweise auch die Geschichte der Psychiatrie sind in den Fällen, um die es hier geht, nicht nur kein Ruhmesblatt, sondern eine Schande. Uns bleibt nichts anderes übrig, als uns vor den Opfern zu verneigen. Entschuldigen können wir uns nicht.

Wir haben seit einiger Zeit – Sie wissen das – ein neues Erwachsenenschutzrecht. Es geht vielleicht ja nicht nur darum, in die Vergangenheit zu schauen, sondern auch darum, etwas daraus zu lernen. Heute handelt es sich eigentlich nicht mehr wie damals um Eingriffe des Staates, gestützt auf gesellschaftliche Wertvorstellungen, gesellschaftliche Normen. Heute geht es vielmehr, nach unserem Verständnis, um Schutz und Unterstützung von schutz- und unterstützungsbedürftigen Personen – nach der Idee, so wenig wie möglich einzugreifen und so viel wie nötig zu tun, eben hin-

zuschauen und nicht wegzuschauen, wie es heute Morgen auch schon ein Thema war. Ich orte da gewisse Widersprüche in der Argumentation zwischen dem, was heute Morgen, und dem, was heute Nachmittag gesagt worden ist. Es geht heute also nicht um Moral, sondern um das Wohl von schutzbedürftigen Menschen, wenn Entscheidungen zu treffen sind; es geht darum, sie zu unterstützen, sei es medizinisch-psychiatrisch, sei es beispielsweise durch Platzierung in einer Familie.

Das neue Erwachsenenschutzrecht bedeutet nicht, dass es heute, wie das Herr Schwander angetönt hat, keine Fehlentscheide mehr gäbe; das ist nicht so. Aber wir können nicht mit heutigem Unrecht, das in einzelnen Fällen geschehen mag, früheres Unrecht rechtfertigen, wie das Herr Schwander eigentlich vorgeschlagen hat.

Wir haben heute auch die Situation, dass es einen Rechtsschutz gibt und nicht einfach willkürliche Entscheide; teilweise lief es bei den administrativen Einweisungen ohne gerichtliche Entscheide. Es geht heute um massgeschneiderte Lösungen für schutzbedürftige Menschen. Es wurden im neuen Recht auch alte Begriffe, die damals im Zusammenhang mit der Administrativhaft verwendet wurden, beispielsweise «liederlicher Lebenswandel» und Ähnliches, aus dem Gesetz gestrichen.

Und was die administrative Versorgung ohne Gerichtsentscheide betrifft: Das entsprach auch damals nicht dem Rechtsstaat, Herr Zanetti. Recht kann auch Unrecht sein, man vergleiche die Perversion und Erosion der deutschen Rechtskultur während den dunklen Zeiten des Zweiten Weltkrieges.

Heute aber geht es um die Anerkennung des Unrechts. Es geht zudem um die Zukunft, in der wir als Behörden und als Gesellschaft nach bestem Wissen und Gewissen ethischer handeln mögen.

Ich bitte Sie darum, den Gegenvorschlag zu unterstützen.

Quadranti Rosmarie (BD, ZH): Folgendes sei an den Anfang gestellt: Ich war ja nun doch schon in einigen Initiativkomitees engagiert. Dieses Initiativkomitee war aber wohl eines der bewegendsten. Ich habe mit betroffenen Menschen gesprochen, und diese Lebensgeschichten haben mich berührt, und oft standen mir die Tränen zuvor. Was hier in unserem Land vor noch nicht allzu langer Zeit passierte, ist eigentlich unvorstellbar und halt eben doch Realität. Und weil es Realität ist und Menschen schwer betroffen machte, braucht es eine Aufarbeitung, denn das, was ihnen passierte, war früher und heute Unrecht.

Die Praxis der sogenannten fürsorgerischen Zwangsmassnahmen und Fremdplatzierungen hat bis in die Achtzigerjahre enormes Leid über die Betroffenen gebracht. Vor allem Menschen, die den früheren gesellschaftlichen und moralischen Wertvorstellungen nicht entsprachen, wurden Opfer von solchen Massnahmen und Fremdplatzierungen; wir haben es gehört: Verdingkinder, Heimkinder, Opfer von administrativrechtlichen Versorgungen, Opfer von Zwangssterilisationen, Zwangskastrationen und Zwangsabtreibungen, Opfer von Zwangsadoptionen, Fahrende, Opfer von Medikamentenversuchen. Gemeinsam ist ihnen all das grosse Unrecht, das sie erlitten haben. Darum braucht es die Wiedergutmachungs-Initiative, denn diese hat zum vorliegenden Gegenvorschlag geführt.

Natürlich ist nicht all den Menschen, die einer dieser Gruppen angehörten, Unrecht geschehen, Leid widerfahren, aber jede und jeder Einzelne, denen Unrecht passierte, Leid zugefügt wurde, war und ist eine oder einer zu viel.

Als Mitglied des Initiativkomitees begrüsse ich die Tatsache, dass sich eine Mehrheit für eine umfassende Aufarbeitung der fürsorgerischen Zwangsmassnahmen und Fremdplatzierungen ausspricht. Wir in diesem Saal haben die Gelegenheit, mit dem indirekten Gegenvorschlag eine rasche und gerechte Lösung zu ermöglichen, einerseits durch Solidaritätsbeiträge und andererseits durch die wissenschaftliche Aufarbeitung der fürsorgerischen Zwangsmassnahmen vor 1981. Für die ehemaligen Verdingkinder und die Opfer von fürsorgerischen Zwangsmassnahmen ist dies ein wichtiges

Signal, auf das sie viel zu lange warten mussten und auf das einige vergeblich gewartet haben, weil sie inzwischen verstorben sind.

Für uns Initiantinnen und Initianten der Wiedergutmachungs-Initiative ist der Gegenentwurf jedoch nur dann eine Option, wenn es im Parlament zu einer fairen Lösung kommt. Wir können in dieser Session gemeinsam ein Zeichen setzen, dass man dieses dunkle Kapitel gemeinsam aufarbeiten möchte. Der Gegenentwurf ist ein Gesamtpaket, und dazu gehören finanzielle Leistungen zugunsten der Opfer. Ein Betrag von weniger als rund 25 000 Franken ist für mich nicht akzeptabel. Es kann so oder so nur von einem Solidaritätsbeitrag gesprochen werden.

Setzen wir deshalb alles daran, dass wir nun wirklich so schnell als möglich ein deutliches Zeichen setzen. Das Signal haben die Betroffenen nun wirklich verdient. Es macht das Geschehene nicht ungeschehen, ist aber das einzig Mögliche, was wir noch tun können. Tun wir es also!

Feri Yvonne (S, AG): Ein Film hat mich dieses Jahr besonders berührt: der Schweizer Film «Lina», der die fiktive Geschichte der Zwangsverwahrung einer jungen, noch minderjährigen Frau thematisiert. Lina wird für ihren Lebensmut und kritischen Geist mit Freiheitsentzug bestraft, ihr Kind wird ihr weggenommen. Sie wird als Kriminelle behandelt, ohne je kriminell geworden zu sein und ohne jemals einen Prozess erhalten zu haben.

Im Film spürt man die Ohnmacht der Opfer, man spürt die Grausamkeit eines willkürlichen Staates, und einmal mehr wird deutlich, wie wichtig Freiheit und Menschenrechte sind und in welcher privilegierten Lage wir uns heute befinden. Auch angesichts der aktuellen politischen Lage und des vielen Unrechts, das derzeit in vielen Ländern verübt wird, hat der Film nichts an Aktualität verloren.

Der Film weckte Emotionen – nicht nur bei mir. Zu Recht haben sich im Anschluss an den Film viele Betroffene an die Öffentlichkeit gewendet, um auf ihre eigenen, ähnlichen Schicksale hinzuweisen. All diese Geschichten machen deutlich, dass wir – unsere Gesellschaft und unser Staat – in jener Zeit ganz deutlich versagt haben: Menschen wurden ungerecht behandelt, juristische Grundsätze übergangen und Schwache und Arme gezielt ausgebeutet. Dank der Europäischen Menschenrechtskonvention konnte der staatlichen Willkür ein Riegel geschoben werden. Mit dem Inkrafttreten der EMRK für die Schweiz 1974 waren die Schweizer Behörden gezwungen, die Menschenrechte aller Bürgerinnen und Bürger zu wahren und insbesondere Verfahrensrechte besser zu berücksichtigen.

Das ist ein dunkles Kapitel der Schweizer Geschichte, aber ein wichtiges; eines, das man nicht vergessen darf, eines, aus dem man lernen muss. Damit wir daraus lernen können, müssen wir verstehen können. Wir müssen genau analysieren, was damals passiert ist und wie es zu diesen tragischen Geschichten kommen konnte. Dafür brauchen wir eine wissenschaftliche Aufarbeitung dieser Ereignisse, und für diesen Berg von Arbeit brauchen wir Gelder. Die Wiedergutmachungs-Initiative will einen Fonds von 500 Millionen Franken schaffen, der den noch lebenden rund 15 000 Opfern von Zwangsmassnahmen und Fremdplatzierungen zugutekommen soll.

«Lina» war ein Spielfilm. Die echten Tragödien, die den Stoff für den Film lieferten, ereigneten sich aber ähnlich und dauerten bis in die Achtzigerjahre an. Noch heute gibt es Tausende von Menschen unter uns, die solche Geschichten erzählen könnten, die staatliche Willkür erleiden mussten, die sich nicht wehren konnten und teilweise an den eigenen Geschichten beinahe zerbrochen sind.

Der Zeitfaktor spielt bei der Wiedergutmachungs-Initiative eine wichtige Rolle. Ein Fonds macht nur dann Sinn, wenn die Betroffenen auch erreicht werden. Viele Betroffene sind inzwischen betagt. Die Gelder müssen deshalb möglichst schnell gesprochen werden, damit möglichst viele Opfer berücksichtigt werden können. Ich unterstütze deshalb den Gegenvorschlag des Bundesrates, der das Vorgehen verein-

facht, da keine Änderung der Bundesverfassung notwendig ist.

Ich bitte Sie, mir zu folgen und ebenfalls den Gegenvorschlag zu unterstützen.

Ritter Markus (C, SG): Die Zeit drängt, wir haben es heute schon viele Male gehört. Viele Opfer, denen wir heute helfen wollen, sind bereits in einem hohen Alter und sind gebrechlich. Dies trifft insbesondere auch auf die ehemaligen Verdingkinder zu. Hier müssen wir heute und jetzt handeln und dürfen nicht mehr länger zuwarten. Ich möchte aber bei dieser Gelegenheit den Initianten danken, dafür danken, dass sie all den Opfern eine Stimme gegeben haben – eine Stimme auf der politischen Ebene, damit sie endlich auch für ihre Anliegen kämpfen können, dass ihre Schicksale anerkannt und auch hier auf der politischen Ebene endlich zur Kenntnis genommen werden. Dafür gebührt den Initianten und allen, die es möglich gemacht haben, dass die breite Öffentlichkeit davon Kenntnis genommen hat, Dank und Anerkennung!

Wie Sie wissen, beinhaltet der indirekte Gegenvorschlag des Bundesrates zentrale Elemente der Wiedergutmachungs-Initiative. Wenn der indirekte Gegenvorschlag abgelehnt würde – so sieht es zum Glück heute nicht aus – und die Wiedergutmachungs-Initiative eine Mehrheit finden würde, dann würden erneut viele wichtige Jahre verstreichen, bis die ersten Opfer eine Auszahlung bekommen könnten. Im Falle einer Mehrheit für die Initiative müsste ja das Volk darüber befinden: Es wäre ein Abstimmungskampf zu führen, es gäbe eine Anschlussgesetzgebung und wiederum Referendumsfristen. Darum ist es wichtig, dass wir heute mit dem indirekten Gegenvorschlag den Weg für eine rasche Lösung im Sinne der Opfer frei machen.

Wir können heute, hier und jetzt nicht erlauben, wie gross das Leid jedes einzelnen Opfers gewesen ist. Wir dürfen daher auch nicht darüber richten, wer wie stark gelitten hat. Jedes Opfer war eines zu viel, und jedes Opfer kämpft das ganze Leben lang mit seinen persönlichen traumatischen Erlebnissen. Deshalb sollte sich die Höhe der finanziellen Leistungen nicht nach dem erlittenen Unrecht richten. Damit würden Opfer erster und zweiter Klasse geschaffen. Dies ist leider im Initiativtext vorgesehen. Es sollte aber meines Erachtens nicht so umgesetzt werden, sondern so, wie es jetzt im indirekten Gegenvorschlag vorgesehen ist.

Wir haben heute eine historische Chance: Wir können dieses unrühmliche Kapitel der Schweizer Sozialgeschichte umfassend wissenschaftlich aufarbeiten lassen, aber auch – und das ist ebenfalls zentral – den Opfern, die heute oft in finanziell angespannten Verhältnissen leben, schnell und unbürokratisch helfen.

Der indirekte Gegenvorschlag soll aber nicht nur Ausdruck der Anerkennung und Wiedergutmachung des erlittenen Unrechts sein, soweit dies mit finanziellen Mitteln überhaupt möglich ist. Nein, er soll uns alle ermahnen, es nie mehr so weit kommen zu lassen und die Entwicklungen in unserem Land aufmerksam zu verfolgen. Die Gesellschaft – das heisst wir alle – muss künftig alles unternehmen, um solches Leid zu verhindern.

Ich möchte an dieser Stelle auch dem Bundesrat danken. Der Bundesrat hat sich mit einer grossen Einfühlsamkeit dieser Thematik angenommen; er hat an den verschiedenen Anlässen auch die richtigen Worte gefunden und dazu beigetragen, dass dieser indirekte Gegenvorschlag möglich geworden ist. Ich möchte hier dem ganzen Bundesrat herzlich danken.

Lassen Sie uns heute handeln. Schaffen wir ein wenig mehr Gerechtigkeit. Der indirekte Gegenvorschlag ist hierzu das richtige und ein schnelles Mittel. Ich bitte Sie herzlich, diesen zu unterstützen.

Tornare Manuel (S, GE): Dernièrement, j'ai fait un exposé sur ce sujet, à Berne, devant la Fédération des Eglises protestantes, certains d'entre vous y ont assisté. Je peux vous dire que l'émotion était extrêmement vive. Il y avait dans la salle beaucoup d'enfants placés, des personnes qui ont au-

jourd'hui entre 60 et 80 ans. L'émotion était présente partout dans la salle. On sentait une certaine pesanteur.

J'aimerais aussi rendre hommage Monsieur Voruz, qui a quitté le Parlement il y a quelques mois. Il était syndic de Morges et conseiller national socialiste. Il était un enfant placé, sa femme aussi. Ce ne sont pas des personnes qui sont dans les cimetières! Elles vivent encore et ont besoin de cette reconnaissance.

On a aussi parlé de fiction. Il est vrai que la fiction est parfois plus réelle que la vérité. Madame Fiala a parlé tout à l'heure de l'Irlande, qui a fait un geste de 1,2 milliard d'euros. Pourquoi? Parce que l'Irlande – entre autres – a été traumatisée par le film «Philomena», que vous avez peut-être vu, fiction d'après un récit irlandais véridique. Dans toute la littérature mondiale, on parle d'enfants placés. Relisez «Oliver Twist»! Les francophones, relisez le magnifique roman d'Hector Malot, «Sans famille», avec le petit Rémi, et «Les Misérables» de Victor Hugo avec la petite Cosette!

Dans cette problématique des enfants placés, on a fait quelques progrès, et je pense que ceux-ci, au niveau national, vont peut-être aussi «contaminer», dans le bon sens du terme, de nombreux pays sur cette planète, qui font partie de l'ONU et qui, encore à l'heure actuelle, connaissent ce genre de tragédie impliquant des enfants placés. Nous en rencontrons même parmi les réfugiés qui viennent en ce moment en Europe.

On a fait des progrès parce que, depuis le projet de loi voté en mars 2014 par le Parlement, on reconnaît l'injustice, on développe la recherche scientifique, et on demande aux communes, aux cantons et à la Confédération d'archiver; ce sont d'excellentes décisions. Depuis 1978, on a aussi fait beaucoup de progrès avec les règlements concernant les enfants placés en abolissant certaines pratiques. Il y a aussi le fonds provisoire de 5 millions de francs que la Confédération a mis à disposition. A l'heure actuelle, je m'évertue à faire en sorte que la ville et le canton de Genève puissent y participer, puisque, erreur historique, ce n'est pas le cas jusqu'à présent – quelle honte!

J'ai entendu tout à l'heure un de nos collègues dire que l'«on ne saurait condamner nos ancêtres». Il ne s'agit pas de condamner nos ancêtres! Ne pas reconnaître les erreurs de nos ancêtres, c'est les condamner deux fois: une première fois à la lumière du passé et une seconde fois à la lumière du présent. C'est nier l'évolution des consciences. C'est se plonger dans un immobilisme total! Ne pas reconnaître les dérapages de l'histoire, et aussi notre histoire, c'est se condamner à revivre ces dérapages, comme le disent beaucoup de philosophes. Nous sommes tous les héritiers de l'histoire de ce pays, avec sa part d'ombre et sa part de lumière.

Dans ma ville, sur les marchés, dans des stands politiques, on me demande souvent sur ce sujet: «Mais au fait, pourquoi une culpabilité collective?» Pour les raisons que je viens d'évoquer. Car nous devons contrebalancer l'honneur perdu de notre pays. Nous le ferons avec ce projet, certes pas totalement.

La Suisse est un Etat de droit. Or qu'est-ce qu'un Etat de droit? C'est une permanence, c'est aussi le garant de droits, d'une justice, d'une équité, d'une dignité. Les indemnités sont symboliques; cela a été dit par beaucoup d'entre vous. On n'effacera jamais sur la croix blanche de notre drapeau cette tache, on l'atténuera! Et pour reprendre une phrase du grand psychanalyste Jacques Lacan: «Ce n'est pas le mal, mais le bien, qui engendre la culpabilité.» Je rajouterai: la culpabilité collective.

Bourgeois Jacques (RL, FR): Les victimes de mesures de coercition prises à des fins d'assistance ou de placement extrafamilial méritent notre prise en considération. Depuis des décennies, ces personnes se battent pour la réparation du tort subi, et c'est pour cette raison qu'elles ont déposé l'initiative sur la réparation.

Le moment est venu de répondre à leur demande, non seulement par des témoignages, mais aussi par des actes. L'entrée en vigueur de loi sur la réhabilitation des personnes pla-

cées par décision administrative et la tenue de deux cérémonies commémoratives pour les victimes constituent déjà un premier pas, mais de nombreuses victimes attendent aussi des preuves par l'acte de la part du monde politique.

Le contre-projet indirect contient de nombreuses propositions que la table ronde a élaborées et dont elle a recommandé la mise en oeuvre dans son rapport. La reconnaissance et la réparation du tort subi constituent des éléments essentiels, tout comme l'élaboration d'une étude scientifique consacrée à ce chapitre de l'histoire.

Nous sommes conscients du fait qu'il s'agit pour les personnes victimes d'abus d'un processus très douloureux. Il est toutefois de notre responsabilité de dédommager également les victimes pour les injustices qui leur auront été infligées, et ce pas seulement de manière symbolique, mais aussi financière, comme cela s'est déjà produit dans de nombreux autres Etats. Au regard de l'âge avancé et de l'état de santé de nombreuses victimes – comme cela a déjà été évoqué précédemment –, le contre-projet indirect du Conseil fédéral est à préférer à l'initiative sur la réparation. D'une part, la loi fédérale répond déjà à des revendications essentielles des initiants, comme la réalisation d'une étude scientifique et l'octroi de prestations financières et, d'autre part, le contre-projet pourra entrer en vigueur beaucoup plus rapidement que l'initiative populaire.

En ce qui concerne le montant du crédit-cadre pour les prestations financières, il faut relever que le Conseil fédéral estime le nombre de victimes entre 12 000 et 15 000 personnes. Si cette estimation devait se vérifier, et en prenant en considération le dédommagement prévu par victime, le crédit-cadre de 300 millions de francs peut être considéré comme adéquat.

Notre principal objectif doit être de dédommager de manière aussi rapide et complète que possible les victimes qui vivent aujourd'hui dans des conditions financières précaires. Ne nous contentons pas d'envoyer des reconnaissances, mais agissons maintenant et rapidement en soutenant le contre-projet du Conseil fédéral, afin de reconnaître de manière aussi rapide et complète que possible cette page peu glorieuse de notre passé.

Carobbio Guscetti Marina (S, TI): La rielaborazione integrale di un triste capitolo della nostra storia arriva tardi, ma è comunque un passo fondamentale e dovuto nei confronti di coloro che ne sono stati vittime, ma anche per evitare che in futuro situazioni simili possano ripetersi.

Dopo che il governo ha chiesto scusa alle vittime di misure coercitive a scopo assistenziale per i gravi torti subiti, è iniziata un importante processo di rielaborazione di questo triste capitolo del nostro passato che ha visto numerosi bambini, giovani e adulti prima del 1981 collocati a servizio in aziende commerciali o agricole ed in istituti oppure internati sulla base di decisioni amministrative in stabilimenti chiusi e talvolta addirittura in penitenziari. Si tratta di persone private dei loro diritti, alcune delle quali hanno subito sterilizzazioni o adozioni forzate, mentre su altre persone sono stati testati dei medicinali.

Le misure coercitive erano disposte perché i bambini provenivano da famiglie povere o erano magari figli illegittimi, perché la situazione familiare era precaria oppure perché i ragazzi e le ragazze erano considerati difficili, magari ribelli. Come conferma il Consiglio federale nel suo messaggio, in Svizzera sono decine di migliaia i bambini e i giovani, alcuni soltanto perché appartenenti a famiglie nomadi, le vittime di questi collocamenti.

Solo in seguito alla ratifica della Convenzione europea dei diritti umani, nel 1981, la Svizzera rinuncia all'internamento coatto di bambini e adulti, al collocamento extra-familiare di minorenni, alle sterilizzazioni e agli aborti forzati, alla violazione dei diritti riproduttivi.

Ho incontrato alcune di queste persone che hanno subito queste misure coercitive e che sono state collocate in istituti e le cui infanzie e vite sono state rubate. Ho sentito e letto le loro testimonianze. Proprio perché non basta leggere i docu-

menti – che sono apparsi negli archivi – di quegli anni bui, ho ascoltato quello che hanno da dire queste persone, perché si deve dar voce a coloro che, purtroppo, questo capitolo della nostra storia l'hanno vissuto. Sono persone le quali sono state stigmatizzate e umiliate per anni e su di loro pesa ancora oggi quello che hanno passato. E un capitolo triste della nostra storia che merita il riconoscimento delle ingiustizie inflitte. Si tratta di rielaborare il passato per guardare anche a un futuro capace di rispettare tutte quelle persone che vivono situazioni difficili, di povertà e di isolamento e che non possono essere private dei loro diritti. E un atto importante, al quale non possiamo sottrarci.

Certo, dando seguito a quanto chiede l'iniziativa che trova risposta di fatto nel controprogetto indiretto, non si risaneranno del tutto le ferite che molte persone hanno subito. Ma questo è il minimo che si può fare per ridare loro dignità e far sì che fatti simili non accadano mai più. E un dovere che abbiamo, come società e come politica, quello di affrontare questi capitoli bui del nostro passato. Si tratta di un lavoro di elaborazione collettiva necessario nei confronti di chi soffre ancora oggi. Ci vuole una valutazione scientifica, l'accesso agli archivi ma anche un risarcimento finanziario con un contributo di solidarietà, così come richiesto dai promotori dell'iniziativa e proposto poi nel controprogetto.

Una persona vittima di misure coercitive, che ha vissuto un collocamento – che ha pesato anche nel percorso successivo della sua vita e della vita dei suoi figli – ha detto che elaborare e raccontare quanto vissuto, serve anche a migliorare il presente.

Ecco perché sostengo le richieste dell'iniziativa e le risposte che il controprogetto indiretto dà – ciò permetterà di elaborare rapidamente questo triste e buio passato.

Schmid-Federer Barbara (C, ZH): In der Schweiz leben noch immer Tausende ehemalige Verdingkinder und andere Opfer von fürsorglichen Zwangsmassnahmen. Ich betone dies, weil wir leider nicht von der Vergangenheit, sondern von heute reden. Tausenden Opfern wurde hier in der Schweiz immenses Leid angetan. Trotzdem haben sie bis heute nie eine echte Wiedergutmachung erlebt. Dieser Zustand ist unhaltbar, die Ungerechtigkeit ist offensichtlich. Aus diesem Grund haben Nationalräte und Ständeräte von rechts bis links die Wiedergutmachungs-Initiative lanciert, und dies mit grossem Erfolg. Die Initiative ist in nur acht Monaten zustande gekommen, die Unterstützung in der Bevölkerung ist enorm. Man will, dass dieses dunkle Kapitel der Schweizer Geschichte endlich aufgearbeitet wird und dass die Opfer als Anerkennung für das erlittene Leid einen Solidaritätsbeitrag erhalten.

Was mir als Mitinitiantin persönlich ganz wichtig war: Die Initiative hat auf niemanden mit dem Finger gezeigt und sie als Schuldige stigmatisiert. Vielmehr hat die Initiative das Leid der Opfer ins Zentrum gerückt und das Unrecht in seiner ganzen Dimension aufgezeigt.

Nun hat der Bundesrat einen Gegenvorschlag ausgearbeitet, der rundherum Anerkennung findet. Insbesondere könnte mit diesem das Verfahren beschleunigt werden. Auch die reformierte und die katholische Landeskirche wollen den Schritt der Aufarbeitung gehen, lieber heute als morgen, denn die Zeit drängt. Viele Betroffene und Opfer dieser fürsorglichen Zwangsmassnahmen sind bereits verstorben. Diejenigen, die noch leben, sind in fortgeschrittenem Alter oder gesundheitlich angeschlagen. Es ist deshalb von grosser Dringlichkeit, dass die Aufarbeitung dieser Geschehnisse, die Anerkennung des immensen Leides der Betroffenen und auch der Ausdruck finanzieller Solidarität mit den Opfern eine gesetzliche Grundlage erhalten.

Wir, die Initiantinnen und Initianten, anerkennen, dass im Gegenvorschlag die wichtigsten Punkte der Initiative, will heissen die wissenschaftliche Aufarbeitung und die Solidaritätsbeiträge, übernommen wurden. Mit dem Gegenvorschlag – und das ist ein grosser Pluspunkt! – erleben die Tausende von alten und gebrechlichen Opfern möglichst bald eine Wiedergutmachung. So, wie sich der Gegenvorschlag heute präsentiert, sind wir auf einem guten Weg zu

einer gerechten Lösung. Wenn der Gegenvorschlag in diesem Rat eine klare Mehrheit findet, werde ich mich dafür einsetzen, dass die Initiative zurückgezogen wird.

Friedl Claudia (S, SG): Kann man erzeugtes Leid, das ein Leben lang nachwirkt, mit Geld wiedergutmachen? Sie werden sagen: natürlich nicht! Nein, eine Wiedergutmachung kann nicht einfach nur über Geld geschehen. Es braucht dazu Akteneinsicht, Aufarbeitung, Anerkennung und Vermeidung neuen Leides.

Was wie Geschichten aus grauer Vorzeit erscheint, ist eine Realität, die noch zu Lebzeiten von vielen von uns stattgefunden hat. Dass in der Schweiz bis weit über die Mitte des 20. Jahrhunderts hinaus sogenannte fürsorgliche Zwangsmassnahmen, Zwangssterilisationen oder Fremdplatzierungen und Kinderzwangsarbeit stattgefunden haben, ist schwer zu akzeptieren. Jugendliche und Erwachsene aus sozial schwachen Kreisen wurden ohne Gerichtsurteil administrativ weggesperrt und medizinisch zwangsbehandelt. Diejenigen, die nicht in die Gesellschaft passten, wurden weggesperrt oder umerzogen. Die betroffenen Kinder hatten nichts verbrochen, sie hatten oft nur das Schicksal, arme oder jugendliche Eltern oder keine leiblichen Eltern mehr zu haben. Es ist endlich Zeit, Licht ins Dunkel dieser Periode unserer Geschichte zu bringen. Viele der Überlebenden leiden noch heute massiv unter der Vergangenheit, seelisch und/oder körperlich. Die Aufarbeitung dieser dunklen Aspekte in unserer jüngeren Vergangenheit ist enorm wichtig, nicht nur für die Betroffenen, nein, auch für uns als Gesellschaft.

Der Wiedergutmachungs-Initiative ist es zu verdanken, dass das Thema überhaupt in die breite Öffentlichkeit kam. Schon länger waren Schicksale einzelner Menschen bekannt. Ich erinnere mich an Arthur Honegger, einen Kantonsratskollegen aus St. Gallen, der seine Erlebnisse als Verdingbub in aufrüttelnden Büchern wie «Gestohlene Seelen», «Die Fertigmacher» oder «Bernis Welt» niedergeschrieben hat. Er ist einer der wenigen, die es fertigbrachten, über ihr schweres Schicksal zu schreiben.

Mit der Wiedergutmachungs-Initiative sind nun immer mehr Schicksale solcher Betroffener bekanntgeworden; ja, erst damit konnte die Dimension dieses Unrechts aufgezeigt werden. Es ist nun höchste Zeit, für Wiedergutmachung zu sorgen. Es braucht eine Aufarbeitung, die Archive müssen für die Betroffenen geöffnet und einfach zugänglich gemacht werden, die Aktenvernichtung muss gestoppt werden. Das Material muss wissenschaftlich aufgearbeitet werden, damit die Wahrheit sichtbar wird und die Betroffenen Genugtuung erhalten, aber auch, damit sich eine solche Geschichte nie mehr wiederholt.

Nun komme ich zurück zum Geld. Eine finanzielle Entschädigung macht kein Leiden ungeschehen. Es ist aber ein Zeichen an die Menschen, die ein Leben lang unter dem Erlebten gelitten haben. Viele von ihnen leben in bescheidenen Verhältnissen, eine finanzielle Genugtuung ist da sehr angemessen. Ich unterstütze das Vorgehen mit dem indirekten Gegenvorschlag, nach dem alle Betroffenen den gleichen Betrag erhalten sollen. Der Rahmen soll 25 000 Franken sein. Dafür braucht es mindestens 300 Millionen Franken, wie sie im Gegenvorschlag vorgesehen sind. Der Betrag darf jetzt nicht noch gesenkt werden; das wäre ein Affront gegenüber den Betroffenen und ihrem Schicksal.

Ich unterstütze den Gegenvorschlag auch deshalb, weil er rasch in Kraft treten kann und weil damit auch älteren Betroffenen geholfen werden kann – jetzt, nicht erst irgendwann in ein paar Jahren. Sollte das Gesetz im Parlament aber scheitern oder abgeschwächt werden, werde ich mich dezidiert für die Initiative einsetzen.

Ich bitte Sie, den Antrag der Mehrheit der vorberatenden Kommission zu unterstützen.

Nantermod Philippe (RL, VS): Un Etat libéral a pour ambition de protéger les libertés fondamentales des individus. Un Etat libéral a pour tâche première de s'assurer dans ses acti-

vités quotidiennes que ces libertés fondamentales sont défendues.

Dans les années 1980, la Suisse était déjà signataire de la Convention européenne des droits de l'homme dont les garanties se retrouvent aujourd'hui encore dans notre Constitution fédérale. Certaines de ces garanties peuvent être citées ici: l'article 7, «Dignité humaine»; l'article 10, «Droit à la vie et liberté personnelle», qui mentionne le droit à l'intégrité physique et psychique et l'interdiction de traitements inhumains. On pourrait continuer la liste, notre Constitution en a pléthore.

Les victimes dont nous parlons ici ont subi ces traitements inhumains. Elles ont été exploitées, certaines ont été stérilisées de force, ont subi ce que l'Etat ne devrait jamais faire. En tant que libéral, je ne peux que regretter que l'Etat auquel j'appartiens, l'Etat qui est censé me représenter, ait failli pareillement. Et quand l'Etat faillit de la sorte, il doit prendre ses responsabilités. La responsabilité passe par la réparation et celle-ci est demandée par une initiative populaire; un contre-projet indirect a été proposé.

En tant que libéral, je ne peux que demander que la réparation soit faite et que l'Etat prenne ses responsabilités jusqu'au bout. A ceux qui s'inquiètent de l'avenir, de la force de précédent, j'ai envie de répondre que je l'espère, cette force de précédent, afin qu'il n'y ait pas de répétition. Le précédent ne doit être écarté que lorsqu'il est inacceptable, que lorsqu'il fait force de dérogation. Or, ici, le précédent doit faire force de leçon!

Pour toutes ces raisons, je vous invite à soutenir, avec la majorité de mon groupe, le contre-projet puisque la grande majorité des groupes semble s'y rallier.

Hardegger Thomas (S, ZH): Geld kann das Unrecht nicht rückgängig machen. Menschen wurden erniedrigt, ausgebeutet und in ihrer körperlichen und geistigen Integrität schwer verletzt; ihr eigener Wille wurde gebrochen. Bis 1981 wurde Menschen ihre Würde genommen, ohne dass sie die Möglichkeit hatten, sich dagegen zu wehren.

Gerade weil es die Verpflichtung des Staates, der Gemeinschaft ist, die Würde eines jeden Menschen zu achten und zu schützen, sind die Vergehen in der Vergangenheit unentschuldigbar. Auch wenn vielen Personen in den Behörden, die diese fatalen Entscheide fällten, keine boshafte Absicht nachgewiesen werden kann, auch wenn allenfalls sogar gutgläubiges Handeln Ursache dafür war und sie innerhalb der Rechtsordnung handelten, so bleibt es dabei, dass mit diesen Entscheiden der Würde des Menschen Unrecht getan wurde. In der Folge sind schwierige Lebensläufe vorgezeichnet worden, die Selbstachtung ging verloren, und Hilferufe blieben ungehört.

Wir können das Unrecht nicht ungeschehen machen, wir können uns aber als Gesellschaft unserer Verantwortung bewusst werden und versuchen, das wiedergutzumachen, was heute, so viele Jahre später, noch möglich ist, zuerst im menschlichen und gesellschaftlichen Umgang mit den Geschnehten, dann auch im wirtschaftlichen Bereich. Gerade deshalb ist das Bundesgesetz über die Aufarbeitung so wichtig. Damit wird das Unrecht anerkannt, für Unterstützung bei der Rehabilitation und für wissenschaftliche Aufarbeitung gesorgt und ein bescheidener Solidaritätsbeitrag geleistet.

Als Vertreter einer Gemeinde, der dort lange Jahre im Schulamt war, weiss ich, in welcher Atmosphäre Vormundschaftsbehörden wohlmeinende oder auch strafende Urteile gefällt haben. Bis 1981 geschah das ohne die Möglichkeit, Rechtsmittel gegen das Urteil zu ergreifen. Die wissenschaftliche Aufarbeitung ist deshalb enorm wichtig, und die Diskussion über die Erkenntnisse daraus soll mithelfen, dass sich systematische Verletzungen der Menschenwürde nicht wiederholen: bei Betagten, bei Menschen mit Behinderung, bei verhaltensauffälligen Jugendlichen, bei denen die Würde und die Selbstbestimmung leicht der Wirtschaftlichkeit geopfert werden.

Ich habe vorhin ausgeführt, dass zugefügtes seelisches Leid nicht entschädigt werden kann. Auch die wirtschaftlichen

Schäden wären in gewissen Fällen nur mit sehr grossen Summen ersetzbar. Darauf verzichtet das Bundesgesetz, es beschränkt sich auf eine symbolische Anerkennung des Schadens. Wenn einem jungen Menschen eine Ausbildung verwehrt wurde, so sind Berufskarrieren und damit ein anständiger Lohn und der Aufbau eines Altersguthabens nie möglich geworden. Die vorgesehenen Solidaritätsbeiträge, die in der Summe auf 300 Millionen Franken begrenzt sind, werden ein Tropfen auf den heissen Stein bleiben, umso mehr, als viele Anspruchsberechtigte betagt und in ihrer Mobilität eingeschränkt sind.

Das Parlament schickt sich an, mit der Unternehmenssteuerreform III die Bundeskasse jährlich um 4 Milliarden Franken zu erleichtern. Demgegenüber werden für die Wiedergutmachung während vier Jahren 300 Millionen zur Verfügung gestellt. Das ist wahrlich nicht gerade eine grosszügige Summe, nur ein symbolischer Akt halt.

Es bleibt eine bescheidene Wiedergutmachung, deshalb sollte dem Bundesgesetz und dem Bundesbeschluss einstimmig zugestimmt werden.

Fridez Pierre-Alain (S, JU): Un Etat de droit digne de ce nom se doit d'être responsable. Il se doit d'être responsable quant à ses engagements présents, c'est évident. Il se doit également d'être responsable à l'égard de l'avenir du pays et du monde qu'il va laisser en héritage aux générations futures. C'est d'ailleurs tout le sens de notre engagement clair et déterminé pour, plus que jamais, un monde sans nucléaire, mais aussi de notre engagement contre le réchauffement climatique et pour la préservation de notre Etat social.

Mais un Etat doit également assumer le passé, assumer les erreurs découlant de mesures décidées par les autorités de l'époque face à certaines catégories de concitoyennes et de concitoyens, surtout des enfants. Les autorités en question ont agi alors en leur qualité de dépositaires de l'autorité publique. 1981, ce n'est pas si loin. A cette époque, les aînés parmi nous terminaient une enfance ou une adolescence heureuse ou insouciante. Mais, jusqu'à cette date, les autorités de l'époque ont décrété des mesures administratives à l'égard d'enfants, d'adolescents, de personnes un peu «différentes», de gens du voyage, pour des raisons diverses et avec le prétexte officiel de leur porter aide et assistance. C'était la façon de faire, en règle générale sans procédure juridique avec voie de droit.

Les rapports humains à l'époque étaient certainement moins empreints d'empathie et de respect des droits élémentaires qu'aujourd'hui. Du fait de ces mesures, les parcours de vie de nombreux habitants de notre pays ont pu s'apparenter à de véritables drames. Il y a eu des placements de force dans des foyers ou dans des domaines agricoles, par exemple. Des personnes ont été séparées de leur famille, privées de leurs droits essentiels. Il a été question d'exploitation, de mauvais traitements et d'abus. On relève des cas de stérilisation et d'avortement forcés, des atteintes inacceptables aux libertés fondamentales. Il y a eu des vies brisées, des souffrances cachées que toutes ces personnes, toutes ces victimes portent au fond de leur coeur.

Un Etat de droit responsable doit dire haut et fort: «Plus jamais cela!» Un Etat responsable doit savoir s'excuser. Cela a été fait officiellement en 2013 par le Conseil fédéral au nom du peuple suisse. Un Etat responsable doit accepter de faire toute la lumière sur ces sombres périodes de son passé, afin de comprendre et de prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter que cela ne se reproduise. Un Etat responsable doit accepter de réparer, c'est essentiel.

Une somme est due aux victimes, mais cela ne permet pas de réparer réellement, de panser les plaies, voire d'effacer toutes les souffrances passées, des plaies qui ont accompagné ces personnes jour après jour depuis lors. Si cela ne peut réparer réellement ce qui a été fait, cela symbolise cependant objectivement les excuses et la compassion de l'Etat à leur égard.

Ces personnes, certaines plus toutes jeunes, attendent ce dénouement depuis trop longtemps. Il faut décider, agir et

réparer sans délai. Dans ce sens, le contre-projet indirect paraît une bonne solution.

Walter Hansjörg (V, TG): Das Unrecht der fürsorgerischen Zwangsmassnahmen der Vergangenheit war mir lange Zeit nicht bekannt; es wurde mir in meiner Zeit als Präsident des Bauernverbandes zugetragen. Bauernfamilien waren damals ebenfalls involviert. Es gab extrem schlechte, unmenschliche Beispiele, aber auch gute. Heute ist es leider fast nicht mehr möglich, sich in die damalige Zeit der Armut zu versetzen. Eltern, Alleinerziehende vermochten für ihre Kinder nicht aufzukommen. Diese Kinder wurden einfach in weniger armen Familien platziert, denn diese Familien hatten das soziale Verantwortungsbewusstsein und die Ader, diese Kinder bei sich aufzunehmen. Aber diese Kinder mussten arbeiten für das Essen, zum Teil wie die eigenen. Es waren Jugendliche zweiter Klasse. Alle haben weggeschaut, die Lehrer, die Pfarrer, die Behörden. In Heimen war es vielfach nicht besser; der Begriff «administrativ versorgt» sagt eigentlich alles.

Die Pflegefamilien bekamen damals, im Gegensatz zu heute, auch keine angemessene Entschädigung von den Vormundschaftsbehörden. Die betroffenen Menschen hatten überhaupt keinen Rechtsanspruch. Ich bin jetzt etwas kritisch. Ich anerkenne voll, dass diese Volksinitiative – unter der Leitung von Guido Fluri, den ich sehr gut kenne – keine Schuldzuweisungen macht. Das anerkenne ich voll. Aber die Vormundschaftsbehörden fällten damals zum Teil willkürliche Entscheide ohne Rechtsgrundlage. Das Wohl der Kinder und Jugendlichen stand nicht im Vordergrund. Jetzt komme ich zum Punkt: Wo Behörden und staatliche Institutionen rechtliche Erlasse nicht angewendet oder missachtet haben, sind wir heute als Staat und Institution immer noch verantwortlich.

Verjährung hin oder her, die Betroffenen konnten sich nicht wehren, sie konnten nicht klagen. Deshalb ist es angebracht, dass wir heute – wir haben nicht mehr lange Zeit – dafür einstehen, dieses Unrecht zu beseitigen. Frau Bundesrätin Sommaruga, Sie haben gut entschieden, diese düsteren Vorkommnisse und die daraus entstehenden Probleme in einer Arbeitsgruppe aufzunehmen und mit den Betroffenen zusammenzusitzen. Das war ein guter Entscheid, das möchte ich hier betonen; und diese Arbeit wurde vor der Einreichung der Volksinitiative, also nicht unter dem Druck der Volksinitiative, aufgenommen.

Wie sieht es heute mit Obhutsentzug, fürsorgerischen Zwangsmassnahmen und Heimeinweisungen aus? Einen Unterschied gibt es: Das Geld spielt eigentlich keine Rolle mehr. Es gibt auch heute noch Bauernfamilien, die bereit sind, Jugendliche aus schwierigen Verhältnissen aufzunehmen. Meine Feststellung ist, dass Zu- oder Eingewiesene auch heute eigentlich wenig Unterstützung von den einweisenden Behörden erhalten. Die Behörden kümmern sich wenig um diese Personen. Da müssen wir den Finger draufhalten, da müssen wir darauf achten, dass heute, in einer absolut anderen Zeit, nicht dasselbe passiert wie früher. Ich bin zum Teil in solche Projekte involviert gewesen und bin eigentlich erschrocken, was auch heute noch passiert.

Ich komme zum Schluss und möchte nicht mehr länger darüber sprechen. Unterstützen Sie den indirekten Gegenvorschlag! Ich kann nicht beurteilen, ob die finanziellen Mittel angemessen sind, aber ich vertraue auf den Bundesrat und die vorberatende Kommission. Meine Damen und Herren, Kolleginnen und Kollegen auch aus meiner Fraktion, unterstützen Sie diesen Gegenvorschlag.

Hadorn Philipp (S, SO): Aus meiner Sicht haben wir eine wichtige, ja eine sehr relevante Volksinitiative vor uns: nicht ein Kampagnenelement einer Partei oder eines Magazins, weder eine polemische Zuspitzung möglicherweise kaum wirklich vorhandener Probleme noch irgendeine Verknüpfung unterschiedlicher Themen. Die Wiedergutmachungs-Initiative führt uns vor Augen, was wir als Gesellschaft Menschen mitten unter uns angetan haben – Kindern, deren Eltern oft harte Schicksalsschläge erlebten oder aus irgend-

einem Grund nicht ganz der damaligen gesellschaftlichen Norm entsprachen. Die Folge: eine Verletzung der Würde von Menschen, insbesondere von Kindern, Missbrauch in unterschiedlichster Form, und das bis vor wenigen Jahrzehnten, mitten unter uns. Das ist abscheulich. Das Leben vieler Menschen wurde dadurch zerstört. Lebensträume, Berufswünsche, Sehnsucht nach eigener Familie blieben deshalb oft unerfüllt. Ich schäme mich, dass dieses Parlament vor vielen Jahren offenbar Gesetze erlassen hat, welche derartiges Leid zuließen oder zumindest ermöglichten, wenn nicht gar verursachten.

Sprechen wir jetzt von Aufarbeitung! Auch ich stelle fest, dass wir dies erst ernsthaft tun, seit wir eine Volksinitiative vor uns haben. Die Wiedergutmachungs-Initiative hat etwas Wertvolles ausgelöst: Wir stellen uns unserer Vergangenheit. Wir anerkennen, dass Menschen unter uns unvorstellbares Unrecht angetan wurde, wir bekennen unsere Mitschuld, und wir bitten um Vergebung. Als Zeichen unserer Reue sind Elemente der Aufarbeitung dieses dunklen Kapitels vorgesehen und zur symbolischen Wiedergutmachung Zahlungen an die Opfer.

Der indirekte Gegenvorschlag nimmt die Anliegen der Initiantinnen und Initianten auf. Gerade der Verzicht auf die Unterteilung des erlittenen Unrechtes bei der Bemessung der Höhe der Entschädigung dient dazu, dass die Opfer rasch eine Auszahlung erhalten. Unverständlich ist für mich, dass im Gegenvorschlag die Summe von 500 Millionen auf 300 Millionen Franken reduziert wird. Die Annahmen zur Anzahl heute noch lebender Opfer sind offensichtlich unterschiedlich. Bereits in der zuständigen Subkommission der Finanzkommission sowie in der Finanzkommission selbst setzte ich mich dafür ein, dass wenigstens eine Pauschale von 25 000 Franken pro Opfer ausbezahlt würde, und zwar sofort nach Anerkennung der Anspruchsberechtigung. Jetzt wird dieser Betrag gar von einigen Leuten als maximale Summe vorgesehen. Aus meiner Sicht wäre es ein Leichtes gewesen, bei Bedarf die erforderliche Gesamtsumme anzupassen, das heisst dann, wenn sich mehr Opfer von fürsorgerischen Zwangsmassnahmen melden, als wir heute schätzen. Ich glaube wirklich, dass viele Menschen in diesem Saal sich noch immer nicht bewusst sind, wie viel Leid diese Massnahmen den betroffenen Menschen zugefügt haben.

An der vorliegenden Lösung schätze ich die rasche Umsetzbarkeit. Allerdings empfinde ich die Modifikation mit dem Verzicht auf eine fixe Pauschale und der Deckelung des Gesamtbetrages, möglicherweise getoppt mit der zusätzlichen Deckelung der Entschädigungssumme für den Einzelnen, als peinlich und kleinlich. Im Dialekt würde ich dies «schäbig» nennen.

Wenn ich gar noch bedenke, mit welchem Elan gegenwärtig in diesem Parlament an einer Einnahmenerosion in Milliardenhöhe gebastelt wird, die sich zugunsten von Unternehmungen auswirkt, dann frage ich mich, wie ernsthaft unser Wille für eine echte Symbolhandlung zur Wiedergutmachung für Verdingkinder und Opfer fürsorgerischer Zwangsmassnahmen ist. Ich hoffe, dass wir die Chance zur Aufarbeitung dieser vielen Geschichten ernst nehmen und wenigstens nachträglich noch zur Besinnung kommen, wenn uns die ganze Tragik dieser Ereignisse vor Augen geführt wird. Vielleicht erkennen wir dabei plötzlich Zusammenhänge mit aktuellen Themen, wenn wir beispielsweise über Sans-Papiers, Haushalthilfen, Exporte der Rüstungsindustrie oder Schutzsuchende, welche sich Sicherheit in unserem Land erhoffen, sprechen.

Meines Erachtens kann bei der Wiedergutmachungs-Initiative nur von einem Erfolg gesprochen werden, wenn wir unsere Handlungsweisen auch heute ändern. Nutzen wir die Chance, und tun wir wenigstens diese kleinen Symbolhandlungen, die uns nun vorgeschlagen worden sind.

Häsler Christine (G, BE): Manche, die nicht mehr hier in diesem Parlament mit dabei sind, und einige von uns befassen sich nunmehr seit vielen Jahren mit dieser Thematik. Anfänglich standen sie fast allein auf weiter Flur, dieses Engagement wurde nicht immer verstanden. Die breite Öffentlich-

keit wusste noch vor zehn, fünfzehn Jahren mit dem Begriff «Verdingkinder» nicht immer viel anzufangen, und auch die Opfer von administrativen Massnahmen waren lange, viel zu lange in der Öffentlichkeit kaum ein Thema. Lange hat kaum jemand diese Betroffenen wahrgenommen, doch das Blatt hat sich nun, mindestens was die Wahrnehmung angeht, stark gewendet: In den letzten Jahren hat unsere Gesellschaft, haben wir alle, wir Schweizerinnen und Schweizer, aufwühlende, tief berührende und unglaubliche Schicksale und Lebensgeschichten zu hören und zu lesen bekommen. Die Betroffenen haben über ihr Leben berichtet. Die Medien haben sich der Themen angenommen, und das anonyme Leid hat ein Gesicht bekommen: das Gesicht von ehemaligen Verdingkindern; das Gesicht von Menschen, die als Jugendliche wegen angeblich liederlichen Lebenswandels versorgt wurden; das Gesicht von jungen Frauen und Männern, die zwangssterilisiert wurden, denen die Kinder weggenommen wurden; das Gesicht von Familien, die auseinandergerissen wurden; das Gesicht von Menschen, denen unglaubliches Unrecht widerfahren ist.

Viel zu lange hat es gedauert, bis das erlittene Leid endlich wahrgenommen und ernst genommen wurde. Es fühlt sich für die Engagierten lange an, und es muss sich auch für die Betroffenen unerträglich lange angefühlt haben. Unentschuldigbar ist es, dass die Hilferufe der Betroffenen so lange in den Wind geschlagen wurden. Unerträglich ist es, dass die Betroffenen so lange auf diesen Moment warten mussten, und auch unfassbar, dass viele Verantwortliche nicht von selber, sondern immer wieder erst auf Druck hin aktiv wurden.

Frau Bundesrätin Sommaruga hat bereits heute Vormittag in der Debatte über den Kinderschutz auf unsere jetzige Diskussion hingewiesen. Später fragt man nämlich jeweils: Warum hat niemand hingeschaut, warum hat niemand interveniert, warum hat niemand geholfen? Das fragen wir uns auch heute. Wir müssen wissen, dass das, was damals passiert ist, auch viel mit dem zu tun hat, was wir heute beachten müssen, wenn es um den Umgang mit Kindern, mit Eltern, mit Menschen in schwierigen Lebenslagen geht.

Mit der Initiative haben wir ein Zeugnis dafür, dass die Schicksale der damals und der heute noch Betroffenen endlich ernst genommen werden, auch von den zahlreichen Menschen, die diese Initiative unterschrieben haben. Wir sind aufgefordert, nun für eine Wiedergutmachung für die Betroffenen einzustehen, weil sie es verdient haben. Sie haben die herzliche und einfühlsame Entschuldigung verdient, die Frau Bundesrätin Sommaruga am 11. April 2013 ausgesprochen hat; sie haben eine Form der Wiedergutmachung verdient, und sie haben es verdient, dass wir sie endlich wahrnehmen und ernst nehmen und dass wir ihnen endlich die Wertschätzung erweisen, die sie lange nicht erhalten haben.

Im Wissen darum, dass so grosses Leid letztlich nicht wiedergutmacht werden kann, fordere ich Sie auf, hier einen wichtigen Schritt zu tun und jenen Betroffenen, die heute noch auf eine Wiedergutmachung oder auf Wertschätzung warten, mit Respekt entgegenzutreten. Auf dieses zugefügte Leid gibt es nur eine Antwort: Wir verneigen uns tief vor den Betroffenen und setzen alles daran, dass nun umgehend eine deutliche und klare Geste der Wiedergutmachung erfolgt.

Ich danke Ihnen für die Unterstützung des Gegenvorschlags.

Piller Carrard Valérie (S, FR): Les autorités suisses ont commis d'énormes erreurs, le temps est venu de les réparer. Impossible de se voiler la face sous prétexte que l'erreur a été commise par nos prédécesseurs: des placements administratifs sans décision de justice ont eu lieu jusqu'en 1981. Des milliers de personnes sont concernées. Beaucoup sont décédées. Les autres, âgées, sont pour la plupart traumatisées, en mauvaise santé et vivent dans la pauvreté.

J'ai été extrêmement touchée par l'histoire de l'une de ces survivantes, relatée dans un livre qui vient de sortir sous le titre «Unter Vormundschaft. Das gestohlene Leben der Lina

Zingg». Diagnostiquée schizophrène et légèrement débile à 18 ans – ce qui s'avérera ensuite faux –, elle a été mise sous la tutelle d'une Zurichoise qui lui a fait subir les pires sévices: violée durant quatorze ans par le premier mari de son bourreau, elle a été traitée en esclave, brutalisée, humiliée, affamée. Probablement victime du syndrome de Stockholm, elle n'a jamais osé s'enfuir.

Son calvaire a duré 53 ans. Elle a donc dû attendre 2011 pour être libérée, à 71 ans, grâce à l'intervention des filles de sa tortionnaire. Pendant toutes ces années, cette dernière a manipulé la ville de Zurich et, comble de l'horreur, a même empoché 500 000 francs pour soins donnés à une personne sous tutelle! Le frère de la victime a tout essayé pour la sortir de cet esclavage, mais n'a jamais été pris au sérieux. Il a renoncé à actionner la justice pour obtenir réparation, pour éviter de raviver les blessures, mais aussi en raison d'un manque de moyens. Ceci démontre que ces drames des temps modernes sont aussi affaire de classe sociale.

Nous avons aujourd'hui la possibilité d'agir rapidement afin de donner un signe de reconnaissance aux victimes. En acceptant d'une part que ces destins tragiques fassent enfin l'objet d'une étude scientifique, et d'autre part en réparant le préjudice subi en versant des indemnités aux victimes, nous prenons nos responsabilités face à ces décisions hâtives et arbitraires qui ont détruit la vie de nombreuses personnes. Ces deux éléments sont proposés à la fois dans l'initiative populaire et dans le contre-projet indirect du Conseil fédéral. A la différence que ce dernier, soutenu par les Commissions des finances et les Commissions des affaires juridiques, prévoit un montant de 300 millions de francs d'indemnisation, contre 500 millions dans la version des initiateurs.

Je vous prie de faire le geste de la réconciliation. Car bien au-delà de la somme qui sera au final attribuée aux milliers de victimes, il s'agit avant tout de reconnaître leur souffrance, un geste essentiel pour les années qui leur restent à vivre.

Grin Jean-Pierre (V, VD): Il est toujours difficile de refaire l'histoire, surtout si de nombreuses années se sont écoulées depuis certains faits en rapport avec nos discussions de ce jour. Si l'on désire réparer, le temps presse.

Le premier point important, c'est de reconnaître une certaine injustice de traitement infligé à ces enfants et à ces jeunes placés dans des familles ou des orphelinats, pour certains privés de leurs droits fondamentaux. L'argent ne réparera jamais certains sévices que ces jeunes ont subis.

Mais, tous les placements ne se sont pas toujours mal passés et n'ont pas tous été des erreurs. Pour ma part, il y a deux types de placements menant également à deux formes de contrainte différentes. La première est celle considérée comme une exploitation par le travail de ces jeunes placés dans des familles où, dans bien des cas, il faut aussi le reconnaître, cela se passait pour la plupart du temps plutôt bien. Il faut se replacer dans le contexte de l'époque où, dans chaque famille, les enfants participaient à divers petits travaux manuels sans rémunération – c'est vrai dans l'agriculture en particulier.

Très souvent, ces jeunes bénéficiaient en contrepartie d'un bon accueil, certes avec une certaine discipline. Il faut le reconnaître, le travail manuel ne doit pas avoir beaucoup traumatisé, ni tué personne. Certains ont acquis une maturité et ont trouvé leur équilibre pour entamer une vie d'adulte responsable, heureusement pour eux.

Par contre, le deuxième type de contrainte, beaucoup plus grave, est inadmissible, se passant surtout en milieux fermés, mais pas uniquement, où l'on a abusé de l'intégrité physique des jeunes en intervenant dans leur intimité, avec des violences psychologiques sur des jeunes mères et des abus sexuels de tout genre, laissant à ces jeunes des traumatismes pour leur vie entière.

La Confédération a reconnu ces divers faits et a présenté, avec raison, des excuses publiques aux victimes pour les injustices qu'elles ont subies, permettant ainsi aux victimes et à la société de faire toute la lumière sur cette époque. Cela a été une étape importante.

En guise de dernière étape, l'initiative sur la réparation a été déposée. Elle demande la création d'un fonds de 500 millions de francs, financé par la Confédération et par les cantons. Le contre-projet indirect du Conseil fédéral prévoit un fonds de 300 millions de francs, financé par la Confédération, prévoyant néanmoins une petite nuance, à savoir des contributions volontaires des cantons. Le contre-projet indirect est bien équilibré et suffira sans doute à indemniser les victimes, sans bien sûr prétendre effacer toutes les traces des injustices. Il aura aussi l'avantage d'être mis en place plus rapidement et, comme le temps presse, c'est un avantage primordial.

Pour toutes ces raisons, je vous demande de recommander au peuple et aux cantons de rejeter l'initiative sur la réparation, mais par contre d'accepter le contre-projet indirect du Conseil fédéral.

Barrile Angelo (S, ZH): Von mir werden Sie keine neuen Argumente hören, und trotzdem kann ich nicht schweigen, denn wenn ich meinen Vorrednerinnen und Vorrednern zuhöre, wenn ich vernehme, wie die Gegner der heutigen Vorlage argumentieren, komme ich nicht darum herum, von Zynismus zu sprechen. Da wird die Verantwortung auf die Verjährung und auf andere Generationen abgeschoben, das erlittene Unrecht und Leid und die Verletzungen werden mit dem Zeitgeist gerechtfertigt und entschuldigt. Wenn ich dies höre, muss ich mich schämen. Ich muss mich schämen, weil ich weiss, dass heute viele Menschen unserer Debatte folgen und auf ein Zeichen hoffen. Sie hoffen auf eine Anerkennung für das erlittene Unrecht, auf eine symbolische Entschuldigung und auf die Übernahme einer politischen Verantwortung. Um mehr geht es gar nicht, denn wiedergutmachen können wir das Leid leider nicht.

Heute geht es um die Opfer, und an sie müssen wir denken, wenn wir über den indirekten Gegenvorschlag debattieren. Die Opfer gibt es wirklich, sie sind kein Hirngespinnst. Vor allem geht es darum, dass die Zeit drängt. Der Opfer fürsorglicher Zwangsmassnahmen sind viele, und sie leiden auch heute noch; das haben wir gehört. Sie leiden vor allem an den sozialen Folgen einer geraubten Kindheit, und sie leben deshalb teilweise unter prekären finanziellen Verhältnissen. Aber darum geht es mir jetzt gar nicht, denn als Arzt sehe ich noch viel mehr: Sie leiden an den körperlichen und an den psychischen Folgen. Können Sie sich vorstellen, was es bedeutet, wenn man ihnen das Kind nach der Geburt weggenommen hat oder wenn sie zwangssterilisiert wurden oder täglich von der Pflegefamilie gedemütigt und geschlagen wurden? Ich kann es mir nicht vorstellen, aber ich sehe die Folgen, und das ist schon schlimm genug.

Letzte Woche musste ich einem betagten Patienten versprechen, dass ich mich heute für ihn und die anderen Opfer einsetze, dass ich mich für den indirekten Gegenvorschlag zur Initiative einsetze, denn er hofft auf ein baldiges Zeichen aus diesem Parlament. Er hofft, dass wir ihm zumindest ein Symbol der Entschuldigung vermitteln. Vor allem musste ich ihm aber versprechen, dass ich heute an ihn denke, wenn ich im Namen der Opfer spreche, und genau das tue ich jetzt.

Bitte tun Sie das auch! Setzen Sie ein klares Zeichen, und unterstützen Sie den indirekten Gegenvorschlag zur Wiedergutmachungs-Initiative!

Munz Martina (S, SH): Unterstützen Sie den indirekten Gegenvorschlag, und zeigen Sie damit, dass Sie sich für den Opferschutz und nicht für den Täterschutz einsetzen! Das Gesetz ist nur eine kleine materielle Geste an das enorme psychische Leid vieler Menschen. Sie kann die Not dieser Leute etwas lindern – die seelische und die materielle Not. Helfen Sie mit, den Betroffenen ein Stück ihrer Würde zurückzugeben! Viele dieser Opfer sind alt, leben in prekären Lebenssituationen und brauchen rasch Hilfe. Sie sollen noch rechtzeitig, zu Lebzeiten Genugtuung erfahren dürfen.

Ich selber wurde vor Jahren durch eine alte Frau in unserem Dorf auf die Problematik von Verdingkindern aufmerksam. Sie erzählte erschütternde Geschichten aus ihrer Kindheit.

Ich konnte es kaum glauben, dass im 20. Jahrhundert in der Schweiz solche Tragödien stattgefunden haben. Ich recherchierte, um zu begreifen, dass diese Geschichte kein Einzelfall war. Die Schweiz hat diesbezüglich eine dunkle Vergangenheit aufzuarbeiten.

Die traumatischen Erlebnisse in ihrer lieblosen Kindheit als Verdingkind auf einem Schweizer Gutsbetrieb konnte diese Frau bis ins hohe Alter nicht vergessen. Kein Tag, an dem die Vergangenheit sie nicht eingeholt hätte mit den bösen Geschichten von Entbehrung, Verachtung und Entwürdigung. Sie konnte keine Wiedergutmachung zu Lebzeiten erfahren. Es wäre für sie wohl wichtig gewesen; sie hätte damit vielleicht noch einen inneren Frieden finden können.

Ich bin erstaunt, dass in diesem Saal Leute politisieren, die ernsthaft an der Wirksamkeit von finanziellen Leistungen im Rahmen einer Wiedergutmachung zweifeln! Sie wollen uns weismachen, der Bund habe mit dem Bundesgesetz vom 21. März 2014 über die Rehabilitierung administrativ versorgter Menschen das geschehene Unrecht bereits genügend anerkannt. Mit dieser uneinsichtigen, kaltherzigen Art entwürdigen Sie die Betroffenen ein zweites Mal. Die Anerkennung des Unrechts ist nichts wert, wenn wir nicht auch bereit sind, den Opfern materielle Hilfe zu leisten.

Beweisen Sie jetzt und hier, dass Ihnen der Opferschutz tatsächlich wichtiger ist als der Täterschutz! Der Täter in dieser Sache war der Staat, und wir sind seine Stellvertreterinnen und Stellvertreter. Die Opfer damals waren in der Regel arm, randständig, gehörten Minderheiten an, oder sie entsprachen aus einem anderen Grund nicht den Normen unserer Gesellschaft und waren dem Staat schutz- und hilflos ausgeliefert.

Der vorliegende Gesetzentwurf ist ein wichtiger Beitrag zur Bewältigung eines dunklen Kapitels der Sozialgeschichte der Schweiz. Setzen wir heute ein Zeichen! Ich bitte Sie, dem Gesetzentwurf zuzustimmen.

Sollberger Sandra (V, BL): «Heute nützt es mir nichts mehr, ich will doch kein Geld. Es ist mir viel wichtiger, dass das heute kein Kind mehr erleben muss.» Das war die erste Reaktion eines ehemaligen Verdingbubs, als er von der Lancierung der Wiedergutmachungs-Initiative erfuhr. Dieser ehemalige Verdingbub ist mein Vater. Ja, mein Vater war ein Verdingbub, und er ist erst 66 Jahre alt; ein Verdingbub, der die von meinen Vorrednern aufgezählten Misshandlungen an Leib und Seele erleben musste. Das Schrecklichste von allem waren aber nicht die Schläge und der Hunger, sondern dass er niemals Elternliebe erfahren durfte. Niemand nahm ihn in die Arme, niemals erlebte er Fürsorge und Respekt. Das macht mich als seine Tochter und heute selber Mutter tieftraurig und furchtbar wütend. Sein Leben begann erst mit 17 Jahren, als ihn ein herzenguter Mann gerettet hat. Dieser Mann wurde dann auch sein Lehrmeister. Durch harte Arbeit hat er zusammen mit meiner Mutter aus dem absoluten Nichts ein gutes, glückliches Leben für unsere Familie aufgebaut. Ich kann es nicht unterlassen, hier zu sagen: Ich bin stolz auf meinen Vater, unsäglich stolz und dankbar.

«Heute nützt es mir nichts mehr, ich will doch kein Geld. Es ist mir viel wichtiger, dass das heute kein Kind mehr erleben muss.» Diese Aussage, seine Aussage sollten wir uns zu Herzen nehmen. Wir können an der Erfüllung dieses Anliegens mitarbeiten und dafür die Gesetzesgrundlage schaffen. Das ist aber nicht ganz so leicht, nicht so leicht, wie einfach Geld zu überweisen. Ich bin mir absolut bewusst, dass nicht alle ehemaligen Verdingkinder heute so zufrieden leben können wie mein Vater. Auch wenn mein Vater das Geld eigentlich gar nicht will, unterstütze ich den Gegenvorschlag. Ich vermute aber, dass es nach Vollzug der Auszahlungen nur uns Nichtbetroffenen bessergeht. Denn das zugefügte Leid kann mit überhaupt rein gar nichts wiedergutmacht werden.

Heim Bea (S, SO): Es ist eine spürbar schwere Materie, mit der wir uns zu beschäftigen haben. Sie ist deshalb schwer, weil sie uns mit einem ganz dunklen Kapitel unserer Ge-

schichte konfrontiert. Das zeigen jetzt auch die letzten, bewegenden Worte von Kollegin Sollberger.

In meinem Kanton, genauer in Mümliswil, steht in einem ehemaligen Kinderheim die nationale Gedenkstätte für Verding- und Heimkinder. Was man hier als Besucherin, als Besucher erfährt, vergisst man nie mehr, es lässt einen nie mehr los. Während Jahrzehnten – Sie haben es mehrfach gehört, aber ich meine, man kann es eigentlich nicht genug ans Licht zerren –, bis 1981, wurde Zehntausenden Menschen in unserem Land unter dem Titel der sogenannten fürsorglichen Zwangsmassnahmen unfassbares Leid zugefügt, Leid, das mehrfach geschildert wurde. Diese Menschen wurden auf Bauernhöfen verdingt, zwangssterilisiert, zur Abtreibung gezwungen, für Medikamentenversuche missbraucht, sexuell ausgebeutet, unter fadenscheinigen Gründen gequält, weggesperrt. Da hat man Menschen mutwillig Leid zugefügt. Das gehört mit zum Schlimmsten, was man einer Gesellschaft vorwerfen kann: die Verletzung der Menschenrechte, und das bei wehrlosen, weil besonders verletzlichen Menschen. Selbstverständlich gab es Familien, die sich gegenüber Verdingkindern und administrativ Versorgten anständig und respektvoll benommen haben. Aber eben, die Mehrheit verhielt sich anders.

Mehrfach wurde heute gefragt: Kann man solches Unrecht überhaupt wiedergutmachen? Wohl kaum. Aber wir haben als Volksvertreterinnen und Volksvertreter die Aufgabe, ja die Pflicht, stellvertretend für die gesamte Gesellschaft, offiziell anzuerkennen, dass Unrecht – und welch unglaubliches Unrecht! – geschehen ist. Wir sind uns sicher alle bewusst: Nur Worte reichen da einfach nicht. Die Bereitschaft zur Anerkennung muss die breite Gesellschaft erfassen. Darum gilt es, mit der Geschichtsklärung die Decke des gesellschaftlichen Verdrängens definitiv zu lüften, damit sich nicht Ähnliches wiederholt.

Diese Anerkennung muss substanziell sein. Es muss ein sichtbares und spürbares Zeichen der Solidarität sein.

Der Gegenentwurf zur Wiedergutmachungs-Initiative nimmt die wichtigsten Punkte der Initiative auf. Sein Vorteil: Er ist schneller umzusetzen als die Initiative, die mit der Volksabstimmung und mit der Erarbeitung der Umsetzungsgesetzgebung viel Zeit brauchen würde. Den Opfern aber läuft die Zeit davon: Viele sind schon gestorben, viele sind schwer krank, zumeist auch als Folge des Unrechts, das sie erlitten haben, und viele leben in prekären finanziellen Verhältnissen.

Das alles spricht für den Gegenentwurf des Bundesrates. Das anerkennen auch die Initiantinnen und Initianten. Der Gegenentwurf ist ein Gesamtpaket, die finanziellen Leistungen an die Opfer gehören dazu. Sie sind angesichts des erlebten Leides nicht mehr als ein Zeichen – ein äusserst bescheidenes, meines Erachtens ein zu bescheidenes Zeichen. Aber man setzt damit ein Zeichen der Anerkennung, ein Zeichen der politischen und der allgemeinen Entschuldigung – wohl wissend: Selbst wenn der Betrag doppelt oder dreifach so hoch wäre, wirklich wiedergutmachen kann man das Leid an den Menschen, die es erlebt haben, nicht mehr. Ich bitte Sie deshalb, dem Gegenentwurf des Bundesrates zuzustimmen, damit dieses Zeichen der Anerkennung und der Entschuldigung bei den Betroffenen überhaupt noch ankommen kann.

Streiff-Feller Marianne (C, BE): Meine Interessenbindung: Auch ich bin Mitglied des Initiativkomitees. Als ehemalige Vizepräsidentin eines bernischen Schulheims für verhaltensauffällige Kinder, das vor hundert Jahren als «Anstalt für schwererziehbare Knaben» bezeichnet wurde, beschäftigte mich die Geschichte dieser Institution und der damals dort platzierten Kinder sehr.

Mein Votum betrifft deshalb hauptsächlich den Bereich von Heimplatzierungen. Zu diesem Thema referierte vor gut einem Monat an einer vom Schweizerischen evangelischen Kirchenbund organisierten Tagung in Bern der Historiker Dr. Thomas Huonker, der auch Mitglied des Initiativkomitees ist. Ich zitiere zwei Sätze aus seinem Vortrag: «Viele fremdplatzierte Kinder hatten es im Heim oder als Verdingkinder

allzu oft eben gerade nicht besser als in ihrer Familie. Das ist der Skandal, nicht die Massnahme der Fremdplatzierung als solche.» Ziel der Tagung war es, zum Nachdenken anzuregen und zu Nachforschungen über die Rolle der reformierten Kirchen bei Fremdplatzierungen bis 1981 zu ermutigen. Dadurch soll auch die Anerkennung des Leides der Opfer erreicht werden.

Das 19. Jahrhundert wurde schweizweit zum «Jahrhundert der Anstalten», wie es Historiker Thomas Huonker nennt. Arme Kinder wurden auch gegen den Willen der Eltern als Kostkinder in Anstalten eingewiesen. Kostgelder bezahlte der Staat allerdings nur für die Aller kleinsten. Bereits mit drei oder vier Jahren mussten die Kinder in den anstaltseigenen Landwirtschaften oder bei Handwerkern und Bauern arbeiten, um für ihren Unterhalt aufzukommen. Stand damals vor allem die Verhütung von Verwahrlosung im Vordergrund, entwickelten sich manche Kinderheime zu regelrechten Korrekationsanstalten. Die Kinder sollten «sozial brauchbar» gemacht werden. Die Kinder wurden geschlagen, sadistisch gequält und bekamen nicht genug zu essen.

Unrecht geschah nicht nur den Heimkindern, sondern auch den Verdingkindern, den durch fürsorgliche Zwangsmassnahmen Weggesperrten und den ledigen Müttern im Frauengefängnis Hindelbank und noch vielen anderen mehr. Sie alle erlitten schreckliche Schicksale, die wohl niemanden von uns unberührt lassen. Das Leben von Zehntausenden Menschen in der Schweiz wurde zerstört.

Im Wissen um die Qualen, die diese Leute erleben mussten und durch die sie oft heute noch traumatisiert sind, ist das, was die Initiative fordert, eigentlich das Mindeste. Es braucht eine Wiedergutmachung samt Aufarbeitung der Geschichte. Die Wiedergutmachung beinhaltet auch eine finanzielle Leistung für das erlittene Unrecht und die wirtschaftliche Beeinträchtigung.

Der vorliegende indirekte Gegenvorschlag nimmt in vielen Bereichen die Forderungen der Wiedergutmachungs-Initiative auf. Er geht zwar weniger weit, anerkennt aber, dass den Betroffenen grosses Leid zugefügt wurde. Wenn wir diesem Gesetzentwurf zustimmen, schaffen wir die Möglichkeit, dass den Opfern, die ja heute meist alt und gebrechlich sind, noch zu Lebzeiten Wiedergutmachung zuteilwird – im vollen Wissen darum, dass auch eine solche Wiedergutmachung nichts ungeschehen machen kann.

Ich bitte Sie, dem vorliegenden Gesetzentwurf zuzustimmen. Wenn er so verabschiedet wird, könnten wir die Initiative zurückziehen.

Leutenegger Oberholzer Susanne (S, BL): Wir stehen mit der Beratung dieser Volksinitiative und des indirekten Gegenvorschlags vor einem wichtigen Schritt. Wichtig ist er nicht nur für die betroffenen Menschen, denen grosses Unrecht widerfahren ist, wir stehen auch vor einem wichtigen Schritt für unsere Gesellschaft. Es ist ein weiterer Schritt, der uns hilft, eines der düstersten Kapitel der schweizerischen Sozialgeschichte aufzuarbeiten. Diese Aufarbeitung ist zentral, denn diese Geschichte darf sich nie mehr wiederholen.

Frau Sollberger hat eindrücklich dargelegt, welches die Konsequenzen für die betroffenen Menschen waren. Sie hat richtig und zu Recht festgestellt, dass Geld das Unrecht nicht ungeschehen machen kann: Zwangsverwahrung, Zwangssterilisierung, Zwangsarbeit, sexueller Missbrauch, Verwehrung von Ausbildung, die Wegnahme von Kindern von jungen Müttern, junge Menschen, die in Strafanstalten gesteckt wurden, ohne dass sie je ein Delikt begangen hätten. Sie kennen diese unfassbaren Schicksale. Dank der Wiedergutmachung werden sie uns unvergesslich. Die betroffenen Menschen haben massivste Verletzungen ihrer körperlichen und seelischen Integrität erfahren. Es sind Verletzungen, die von vielen Menschen auch nicht aufgearbeitet werden konnten, weil sie nicht die Kraft dazu hatten.

Wer heute davon spricht, solche Handlungen seien bei der damaligen Rechtslage zulässig gewesen, und wer damit das Unrecht rechtfertigen will, handelt nicht nur zynisch, es ist nicht nur ein Schlag in das Gesicht der Betroffenen, sondern

es ist auch rechtlich falsch. Derart massive Eingriffe in die persönliche Integrität von Menschen waren auch nach dem damaligen Rechtsverständnis unzulässig. Solche Taten liessen sich auch vor 1981 weder moralisch noch rechtlich rechtfertigen. Wir können diese Persönlichkeitsverletzungen nicht ungeschehen machen, aber wir können und müssen zur Aufarbeitung beitragen.

Die Schweiz hat sich mit der Auseinandersetzung um diese Verletzungen sehr, sehr schwer getan. Bekannt sind die Fälle schon lange. Es dauerte Jahrzehnte, bis endlich von der Landesregierung ein Schritt der Entschuldigung kam. Dafür danke ich Ihnen, Frau Bundesrätin Sommaruga, und auch der damaligen Frau Bundesrätin Widmer-Schlumpf von ganzem Herzen. Es war ein wesentlicher Schritt. Eine moralische Rehabilitation kam dann mit einer parlamentarischen Initiative von Paul Rechsteiner (11.431). Damals wurden Entschädigungen ausgespart. Erst die Volksinitiative der Betroffenen hat nun die nötige Bewegung für die finanziellen Leistungen ausgelöst, und dafür danke ich den Initiantinnen und Initianten. Die Lancierung verlangte viel, viel Kraft von den Betroffenen: Sie wurden einmal mehr mit ihren Schicksalen direkt konfrontiert.

Was verlangt die Initiative? Einen Fonds von 500 Millionen Franken für Wiedergutmachungszahlungen sowie die wissenschaftliche Aufarbeitung der fürsorglichen Zwangsmassnahmen und deren Folgen. 500 Millionen Franken bei einem Bruttosozialprodukt von 650 Milliarden Franken in einem der reichsten Länder der Welt! Das ist ein Klacks! Das ist eigentlich etwas, wofür wir uns schämen müssen. Wenn man das jetzt noch herunterdividiert auf 300 Millionen Franken, kann ich – ich muss es sagen – nur den Kopf schütteln! Sprechen wir die verlangte Summe mit dem indirekten Gegenvorschlag! Ich bin allen dankbar – vor allem auch Herrn Mader, der als Delegierter für eine rasche Behandlung der Fälle und die Auszahlung der Beträge dafür einsteht, dass diese Geldleistungen rasch ausgerichtet werden, denn vielen Betroffenen bleibt nicht mehr viel Zeit.

Ich bitte Sie noch um eines: dass wir aus der Geschichte lernen. Das gilt nicht nur für die wissenschaftliche Aufarbeitung, sondern auch in Bezug auf die Wertung der EMRK. Erst dank der Europäischen Menschenrechtskonvention konnte dieses düsterste Kapitel der Schweizer Geschichte endlich gestoppt werden. Das ist eine Lehre, die wir auch für die Zukunft ziehen müssen. Rühren Sie die EMRK nicht an! Sie hat uns vor noch grösserem Schaden bewahrt. Ich hoffe, dass diese Lehre in diesem Saal jeden Tag wieder neu zum Tragen kommen wird.

Ich bitte Sie deshalb: Sagen Sie Ja zum Gegenvorschlag. Setzen wir uns für den Rechtsstaat ein, damit solche Verletzungen nie mehr passieren!

*Die Beratung dieses Geschäftes wird unterbrochen
Le débat sur cet objet est interrompu*

*Schluss der Sitzung um 19.30 Uhr
La séance est levée à 19 h 30*

Vierte Sitzung – Quatrième séance

Mittwoch, 27. April 2016

Mercredi, 27 avril 2016

08.00 h

15.082

Wiedergutmachung für Verdingkinder und Opfer fürsorgerischer Zwangsmassnahmen (Wiedergutmachungs-Initiative). Volksinitiative und indirekter Gegenvorschlag Réparation de l'injustice faite aux enfants placés de force et aux victimes de mesures de coercition prises à des fins d'assistance (Initiative sur la réparation). Initiative populaire et contre-projet indirect

Fortsetzung – Suite

Nationalrat/Conseil national 26.04.16 (Erstrat – Premier Conseil)

Nationalrat/Conseil national 27.04.16 (Fortsetzung – Suite)

Sommaruga Simonetta, Bundesrätin: Die Heim- und Verdingkinder und andere Opfer von fürsorgerischen Zwangsmassnahmen und Fremdplatzierungen vor 1981 standen gestern Nachmittag im Zentrum Ihrer Aufmerksamkeit – und sie verdienen unsere volle Aufmerksamkeit. Wir dürfen nicht aufhören, uns zu vergegenwärtigen, was jahrzehntelang in unserem Land unter den Augen auch der Behörden geschehen ist und möglich war. Ich habe die Opfer von fürsorgerischen Zwangsmassnahmen für das Unrecht, das ihnen angetan wurde, an einem Gedenk Anlass am 11. April 2013 im Namen der Landesregierung um Entschuldigung gebeten. Bereits im Jahr 2010 hatte sich Frau Kollegin Widmer-Schlumpf im Namen des Bundesrates bei den administrativ Versorgten entschuldigt.

In diesen letzten drei Jahren ist sehr viel geschehen. Wir haben Mitte 2013 einen runden Tisch für die Opfer von fürsorgerischen Zwangsmassnahmen einberufen. Die Beteiligten, Bundes- und Kantonsbehörden, Heime, Kirchen, Bauernverband, Wissenschaftler und Opfer, haben sich darüber verständigt, dass sie einen gemeinsamen Weg gehen wollen. Viele Opfer sagten mir, wie wichtig es für sie sei, dass man endlich mit ihnen und nicht über sie rede. Gleichzeitig war es aber doch auch so, dass die Opfer in ihrer Wahrnehmung neben den Tätern am gleichen Tisch sassen, und das war eine sehr anspruchsvolle Ausgangslage.

Der erste Schritt war deshalb, dieses Täter-Opfer-Denken und die Konfrontationen am runden Tisch zu überwinden.

Es wurde zweitens dann auch eine umfassende wissenschaftliche Aufarbeitung des Themas aufgegleist. Eine unabhängige Expertenkommission zur Untersuchung der administrativen Versorgungen ist bereits an der Arbeit, und bald soll auch ein nationales Forschungsprogramm starten, das sich mit den weiteren Zwangsmassnahmen und Fremdplatzierungen befassen wird.

Drittens wurde, ebenfalls in diesen letzten drei Jahren, mit den Kantonen, insbesondere mit Unterstützung der Konferenz der kantonalen Sozialdirektorinnen und Sozialdirektoren,

ein Soforthilfefonds geschaffen. Dieser Fonds wird von der Glückskette verwaltet. Rund 950 Opfer, die in einer finanziell prekären Lage leben, haben eine solche Soforthilfe bereits bekommen, pro Person waren es durchschnittlich rund 7300 Franken. Es kommen noch weitere Personen aus dem Kanton Waadt hinzu, die solche Leistungen erhalten haben. Der Kanton Waadt hat eine eigene, aber eng mit der Soforthilfe abgestimmte Lösung geschaffen.

Viertens hat auch das Parlament einen wichtigen Beitrag geleistet. Es hat nämlich parallel zu den erwähnten Arbeiten, ausgehend von einer parlamentarischen Initiative Rechsteiner Paul (11.431), eine Gesetzesvorlage zur Rehabilitierung administrativ versorgter Menschen erarbeitet und im März 2014 verabschiedet. Ich denke, viele von Ihnen erinnern sich an diese Arbeiten. Ein Beweis für das Umdenken ist auch die breite Unterstützung der Wiedergutmachungs-Initiative in der Bevölkerung und in der Politik. Die nötigen Unterschriften sind in sehr kurzer Zeit zusammengekommen, und im Unterstützungskomitee sind fast alle Parteien vertreten.

Fünftens hat der Bundesrat im vergangenen Dezember schliesslich die Botschaft zur Wiedergutmachungs-Initiative und zum Entwurf eines Bundesgesetzes über die Aufarbeitung der fürsorgerischen Zwangsmassnahmen und Fremdplatzierungen vor 1981 verabschiedet. Die Vorlage ist von Ihrer vorberatenden Kommission sehr gut aufgenommen worden, und die Finanzkommission Ihres Rates sowie die WBK haben sich in ihren Mitberichten positiv zur Vorlage geäussert. Auch die Finanzkommission des Ständerates hat bereits Stellung genommen.

Worum geht es? Die Wiedergutmachungs-Initiative will vor allem zwei Dinge: eine wissenschaftliche Aufarbeitung und einen Wiedergutmachungsfonds.

Was die wissenschaftliche Aufarbeitung betrifft, haben Parlament und Bundesrat, wie gesagt, die notwendigen Weichen mit der Einsetzung einer unabhängigen Expertenkommission und dem Aufgleisen eines nationalen Forschungsprogramms bereits gestellt.

Was die Schaffung eines Wiedergutmachungsfonds betrifft, sieht die Initiative einen Betrag von 500 Millionen Franken vor, während der indirekte Gegenvorschlag des Bundesrates einen Betrag von 300 Millionen Franken vorschlägt. Wir schlagen aus zwei Gründen einen tieferen Betrag vor: Einerseits geht der Bundesrat von einer kleineren Zahl von Beitragsgesuchen aus, andererseits spielen auch finanzpolitische Überlegungen eine Rolle.

Der indirekte Gegenvorschlag des Bundesrates hat die wichtigsten Anliegen der Volksinitiative aufgenommen, das heisst die wissenschaftliche Aufarbeitung und die Anerkennung des Unrechts mit dem Solidaritätsbeitrag zugunsten der Opfer. Schliesslich setzt der Gegenvorschlag auch verschiedene Vorschläge des runden Tisches zugunsten der Opfer und Betroffenen um, etwa die Unterstützung durch die kantonalen Anlaufstellen sowie die Regelung für den Aktenzugang und die Archivierung. Es ist für jeden Menschen wichtig, dass das, was in den Akten über ihn dokumentiert ist, richtig ist und von den betroffenen Personen auch eingesehen werden kann. Ausserdem haben wir im Gesetz auch noch die Möglichkeit geschaffen, Zeichen der Erinnerung, zum Beispiel ein Mahnmal, zu setzen und den Opfern Hilfe zur Selbsthilfe zu bieten.

Die fürsorgerischen Zwangsmassnahmen vor 1981 sind eine Geschichte der Armut und des Kinderreichtums, eine Geschichte der Ausgrenzung und Diskriminierung, des Spurens der öffentlichen Hand und auch des Wandels der gesellschaftlichen Wertvorstellungen. Es geht bei der anstehenden Aufarbeitung nicht darum, Verantwortung abzuschieben, um daraus Haftungs- oder Entschädigungsansprüche ableiten zu können. Das Thema der fürsorgerischen Zwangsmassnahmen ist so einzigartig, dass es auch nicht als Präzedenzfall für andere Ereignisse dienen kann. Es gibt keine anderen, mit den früheren fürsorgerischen Zwangsmassnahmen vergleichbaren Situationen.

Die Geschichte können wir nicht korrigieren. Es kann hier nicht darum gehen – ich betone das ausdrücklich –, die damaligen Geschehnisse aus heutiger Sicht zu beurteilen und

insbesondere zu verurteilen. Der Staat kann heute aber der besonderen Situation der Opfer, in der sie sich heute befinden, Rechnung tragen. Deshalb ist diese Vorlage gegenwartsorientiert. Wir wollen denjenigen Opfern helfen, die noch leben und die unter der Last ihrer traumatischen Erfahrungen oft ihr ganzes Leben lang gelitten haben. Dabei sind wir uns bewusst, dass wir das Geschehene auch mit viel Geld nicht ungeschehen machen können. Die Anerkennung des Unrechts darf aber nicht ein blosses Lippenbekenntnis bleiben. Der vorgesehene Solidaritätsbeitrag soll deshalb ein starkes Zeichen der Anerkennung des erlittenen Unrechts sein. Vor allem soll er dazu dienen, die heute noch spürbaren Folgen dieses früheren Unrechts für die Opfer zu mildern. Genau das ist es, was wir heute noch tun können und was sich die Opfer seit Jahrzehnten erhoffen: die Anerkennung des Unrechts, unseren Respekt und unsere Solidarität.

Wie viele Opfer heute noch leben, wissen wir nicht genau. Wir schätzen, dass zwischen 12 000 und 15 000 Personen einen Solidaritätsbeitrag beanspruchen werden. Je nachdem, wie viele sich melden werden, wird der Solidaritätsbeitrag zwischen 20 000 und maximal 25 000 Franken pro Opfer ausmachen. Damit bliebe die Regelung in der Schweiz in einem ähnlichen Rahmen wie in anderen vergleichbaren Ländern und entspräche den finanziellen Leistungen, welche die Opfer gemäss der Initiative erhalten würden. Die Initiative geht nämlich von 20 000 bis 25 000 Opfern aus.

Wenn Sie dem indirekten Gegenvorschlag zustimmen, könnte das neue Gesetz bereits in der ersten Hälfte 2017 in Kraft treten. Erste Auszahlungen an die Opfer wären dann relativ rasch möglich, und das ist wichtig, denn viele Opfer sind heute bereits alt und gesundheitlich angeschlagen. Die Zeit für die Aufarbeitung drängt. Deshalb wäre es auch verfehlt, zunächst über die Volksinitiative abzustimmen und erst im Falle einer Annahme gesetzgeberisch tätig zu werden. Der Weg, den der Bundesrat mit seinem indirekten Gegenvorschlag vorschlägt, führt rascher zum Ziel als die Volksinitiative. Und das ist zentral, denn, wie gesagt, die Zeit drängt.

Sie haben es gehört: Hinter der Volksinitiative und dem Gesetz, die Sie heute beraten, liegt ein weiter und intensiver Weg. Es war oft kein leichter Weg, für niemanden, ganz besonders nicht für die Opfer und die Betroffenen, aber auch nicht für jene, die bereit waren, diesen Weg gemeinsam zu gehen und die entstandenen Gräben zu überbrücken und nicht einfach zuzuschütten. Aus dieser Opfer-Täter-Logik herauszufinden hat viele Menschen enorme Kraft gekostet. Sie haben aber durchgehalten und haben sich, wenn der Prozess zu scheitern drohte, wieder zusammengerauft. Denn es war allen klar: Diese historische Chance gibt es nur einmal, nämlich jetzt.

In vielen Voten, die ich gestern von Ihnen gehört habe, war spürbar, dass auch viele Mitglieder Ihres Rates sich auf diese anspruchsvollen Fragen eingelassen haben. Einige von Ihnen haben gestern von ihrer Grossmutter, ihrem Grossvater, ihrem Vater erzählt, die selber Betroffene und Opfer waren. Sie haben selber mit Opfern gesprochen, und Sie haben sich von deren Lebensberichten berühren lassen. Deshalb waren in vielen Voten gestern die Worte ganz sorgfältig gewählt, und dafür bin ich Ihnen dankbar. Wir wissen nämlich alle, dass die Erinnerung an eine schlimme, an eine verlorene oder nie gehabte Kindheit bereits schmerzhaft genug ist. Indem wir bereit sind, uns von diesem nichtwiedergutmachenden Unrecht berühren zu lassen, und indem wir bereit sind, dieses Unrecht anzuerkennen, können wir diesen Schmerz zwar nicht auslöschen, aber vielleicht ein ganz klein wenig lindern.

Die Bereitschaft zur Versöhnung war ein unverzichtbarer Begleiter auf diesem Weg, den Betroffene, Opfer, Behörden und Institutionen in diesen letzten drei Jahren zurückgelegt haben. Eine breite Unterstützung des indirekten Gegenvorschlages ist ebenfalls ein Beitrag zur Versöhnung.

Ich danke Ihnen im Namen des Bundesrates, wenn Sie auf den indirekten Gegenvorschlag eintreten und der Mehrheit Ihrer Kommission folgen.

Schwaab Jean Christophe (S, VD), pour la commission: L'objet que nous avons à traiter ce matin vise à parachever la volonté de réhabilitation, la volonté de réparation, la volonté de justice de la Confédération. Cette volonté a tout d'abord été celle du Parlement, qui a adopté, lors de la législature précédente, la loi que notre ancien collègue Paul Rechsteiner avait proposé d'élaborer dans son initiative parlementaire 11.431, «Réhabilitation de personnes placées par décision administrative». Cette volonté a ensuite été celle du Conseil fédéral, qui a formulé des excuses et qui a mis sur pied une table ronde et une aide immédiate pour les victimes.

Aujourd'hui, nous sommes saisis d'un contre-projet indirect qui vise à la réparation matérielle par une contribution de solidarité, qui vise à améliorer l'aide et le soutien aux victimes, qui vise à faciliter l'étude scientifique et qui contient surtout des mesures pour que l'on n'oublie jamais et, surtout, pour que cela ne se reproduise jamais. Il faut dire que les injustices subies ont été inadmissibles, les souffrances des victimes ont été et sont réelles – cela a été longuement expliqué hier. Des victimes qui ont tout d'abord été exposées à un arbitraire contraire à la dignité humaine; des victimes qui ont subi des sévices physiques, psychiques et sexuels, qui étaient à l'époque déjà clairement illégaux et que rien ne saurait justifier, ni une autre perception du droit que celle que nous avons actuellement – c'était la même à l'époque –, ni un esprit de l'époque, ni la tradition. Ces faits étaient illégaux, ils sont illégaux et ils auraient dû, à l'époque déjà, être considérés et constatés comme étant illégaux.

Bien des victimes ont eu des vies brisées dès l'aube, une enfance volée, une carrière professionnelle étouffée dans l'oeuf et surtout une liberté personnelle niée dans un Etat qui pourtant se veut l'ardent défenseur des libertés. Ces souffrances ont souvent perduré après 1981, ce qui me fait dire qu'aujourd'hui nous ne réglons pas un problème du passé, mais que nous réglons un problème qui est toujours actuel.

Un autre avantage déterminant du contre-projet indirect est son entrée en vigueur plus rapide qu'une initiative dont il faudrait mettre sur pied une loi d'application. En effet, cela a été longuement rappelé par mes préopinants, notamment par Madame la conseillère fédérale Sommaruga, l'âge et l'état de santé de bon nombre de victimes font que chaque semestre compte et que nous ne pouvons pas nous permettre d'attendre.

En définitive, je vous rappelle que la commission vous recommande d'entrer en matière sur les projets 2 et 3, par 15 voix contre 8 et 1 abstention.

Schmidt Roberto (C, VS), für die Kommission: Die allgemeine Aussprache von gestern und die teils sehr persönlichen und emotionalen Voten der Rednerinnen und Redner haben die tiefe Betroffenheit vieler hier im Saal zum Ausdruck gebracht. Es ist gut, dass diese Debatte endlich stattgefunden hat.

Es ist auch gut, dass wir uns im Sinne der Minderheit hier auch mit kritischen Fragen befasst haben: ob wir am Fehlverhalten unserer Vorfahren eine Schuld tragen, ob unsere Generation für Verfehlungen früherer Generationen bezahlen muss, ob man Leid überhaupt mit Geld wiedergutmachen kann. Kollege Zanetti hat im Namen der Minderheit die interessante Frage gestellt, was damals überhaupt rechtens war. Kollege Vogt hat von Moral und Gerechtigkeit gesprochen und davor gewarnt, den Stab über unsere Vorfahren zu brechen.

Das tun wir nicht. Wir wollen nicht über Früheres aus heutiger Sicht urteilen, wir suchen auch nicht nach Schuldigen. Wir befassen uns hier mit den Opfern, nicht mit den Schuldigen. Wir urteilen nicht, aber wir dürfen und müssen anerkennen, dass damals Unrecht geschehen ist. Auch wenn sich die Anschauungen und Wertvorstellungen tatsächlich rasch wandeln, hat man schon nach damaligem Verständnis unrechtmässig gehandelt, nicht nur, weil diese Leute nicht anders handeln konnten, sondern auch, weil es manchmal auch einfacher und günstiger war, die Probleme so zu lösen.

Herr Schwander hat interessante Überlegungen eingebracht. Wir leben ja auch heute in einer Zeit, in der Gleiches geschehen kann, in der Willkür zur Tagesordnung gehört. Das trifft zu. Aber das heutige wie das damalige Unrecht wollen wir anerkennen und bekämpfen. Wenn heute im Kinderschutz und im Erwachsenenschutz vielleicht Abläufe existieren, die wir korrigieren müssen, sollten wir das tun – besser heute als morgen. Das rechtfertigt aber noch lange nicht, vor dem erwiesenen Unrecht der Vergangenheit einfach die Augen zu verschliessen.

Herr Kollege Vogt hat gesagt, Menschen könnten in Zukunft Wiedergutmachung verlangen für das, was heute falsch läuft. Erlauben Sie mir eine ganz persönliche Bemerkung: Ich hoffe, dass sie es tun werden. Ich hoffe, dass Leute, die heute falsch behandelt werden, auch in Zukunft Recht bekommen und Wiedergutmachung erhalten.

Erlauben Sie mir, zum Abschluss zwei, drei Gedanken unseres Kollegen Tschäppät, die viele von Ihnen gestern vielleicht nicht mitbekommen haben, nochmals aufzugreifen. Am tiefen Elend ganzer Generationen hat dieser Rat keine Schuld, aber wir müssen diese Schuld anerkennen. Wir müssen auch keine Verantwortung übernehmen für das, was in diesen dunklen Tagen der Schweizer Geschichte geschehen ist, aber wir müssen Verantwortung übernehmen für das, was wir hier und heute tun. Entschuldigen können wir uns nicht, aber wir können die Opfer im Namen unserer Vorfahren um Entschuldigung bitten – dafür, dass damals, wie Kollege Walter gesagt hat, alle weggeschaut haben.

Namens der Kommissionsmehrheit bitte ich Sie, heute die Augen nicht zu verschliessen und auf das Bundesgesetz und den Finanzierungsbeschluss einzutreten.

Präsidentin (Markwalder Christa, Präsidentin): Bevor wir zur Beratung von Vorlage 1 kommen, bereinigen wir die Vorlagen 2 und 3. Wir stimmen zuerst über den Antrag der Minderheit Zanetti Claudio auf Nichteintreten auf die Vorlagen 2 und 3 ab.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 15.082/13 323)

Für Eintreten ... 142 Stimmen

Dagegen ... 28 Stimmen

(10 Enthaltungen)

2. Bundesgesetz über die Aufarbeitung der fürsorglichen Zwangsmassnahmen und Fremdplatzierungen vor 1981

2. Loi fédérale sur les mesures de coercition à des fins d'assistance et les placements extrafamiliaux antérieurs à 1981

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Art. 1–6

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1–6

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 7

Antrag der Kommission

Abs. 1

... Die Zahlungen betragen pro Opfer insgesamt höchstens 25 000 Franken.

Abs. 2, 3

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 7

Proposition de la commission

Al. 1

... Le montant versé est de 25 000 francs au plus par victime.

Al. 2, 3

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 8–19

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 19a

Antrag der Mehrheit

Titel

Erlöschen von Forderungen

Text

Forderungen, die ihren Rechtsgrund unmittelbar in einer fürsorglichen Zwangsmassnahme oder einer Fremdplatzierung haben und die sich gegen Opfer oder gegen deren Angehörige richten, erlöschen mit dem Inkrafttreten dieses Gesetzes.

Antrag der Minderheit

(Arslan, Allemann, Fehlmann Rielle, Flach, Mazzone, Pardini, Ruiz Rebecca)

Abs. 2

Alle weiteren Forderungen, die mehr als zwanzig Jahre vor dem Inkrafttreten dieses Gesetzes fällig geworden sind und die sich gegen Opfer richten, erlöschen mit dem Inkrafttreten dieses Gesetzes unabhängig von ihrem Rechtsgrund.

Art. 19a

Proposition de la majorité

Titre

Extinction de créances

Texte

Les créances envers une victime ou ses proches dont le motif juridique réside directement dans une mesure de coercition à des fins d'assistance ou dans un placement extrafamilial s'éteignent à l'entrée en vigueur de la présente loi.

Proposition de la minorité

(Arslan, Allemann, Fehlmann Rielle, Flach, Mazzone, Pardini, Ruiz Rebecca)

Al. 2

Toutes les autres créances envers une victime exigibles depuis plus de vingt ans avant l'entrée en vigueur de la présente loi s'éteignent à son entrée en vigueur quel que soit leur motif.

Arslan Sibel (G, BS): Ich beantrage Ihnen im Namen der Minderheit, Absatz 2 von Artikel 19a, wie er vonseiten der Verwaltung auf Wunsch der Finanzkommission ausgearbeitet wurde, wiederaufzunehmen.

Von diesem Absatz 2 werden alle Forderungen erfasst, die sich gegen ein Opfer richten und die mehr als zwanzig Jahre alt sind. Damit nicht bisherige Schuldner ihre alten Forderungen an ein Opfer abtreten und so loswerden können, muss es sich um Forderungen handeln, die sich originär oder zumindest vor dem Stichtag, also zwanzig Jahre vor dem Inkrafttreten dieses Gesetzes, gegen das Opfer gerichtet haben. Eine Löschung ist in diesem Bereich notwendig, weil im Rahmen der Änderung des SchKG in den Neunzigerjahren eine Regelung getroffen wurde, die sich in diesem Jahr, 2016, auswirkt. Es wurde damals gesagt, dass Forderungen, die mehr als zwanzig Jahre alt sind, verjähren. Diese Verjährung würde also nun eintreten. Sie kann jedoch mit einem Zahlungsbefehl unterbrochen werden; es gibt in-

zwischen zahlreiche Schuldeneintreibungsunternehmen, die aktuell Betreibungen einleiten, um die Verjährung zu unterbrechen.

Mit diesem Absatz 2 soll jedoch ausgeschlossen werden, dass sich Opfer von Hypothekarschulden befreien können. Aus diesem Grund wird auf die Fälligkeit und nicht auf die Entstehung der Forderung abgestellt, denn bei Darlehen fallen der Zeitpunkt der Entstehung und der Zeitpunkt der Fälligkeit einer Forderung oft auseinander.

In Artikel 19a Absatz 1 geht es um Forderungen des Gemeinwesens. Diese haben Sie vorher auch beschlossen. Es geht darum, dass die Opfer und ihre Angehörigen mit einbezogen sind.

In Absatz 2 geht es um weitere Forderungen, aber nur um jene, die sich gegen die Opfer selbst richten. Damit die Opfer diese Altlasten nicht mehr mitschleppen, damit sie irgendeinmal einen Schlussstrich ziehen können, beantragen wir, diesen Absatz 2 wiederaufzunehmen.

Präsidentin (Markwalder Christa, Präsidentin): Die FDP-Liberale Fraktion und die BDP-Fraktion unterstützen den Antrag der Mehrheit. Die SP-Fraktion und die grünliberale Fraktion unterstützen den Antrag der Minderheit Arslan.

Schwaab Jean Christophe (S, VD), pour la commission: A l'article 19 alinéa 2, la proposition de la minorité Arslan vise à rendre caduques toutes les créances contre les victimes concernées qui sont échues depuis plus de vingt ans au moment de l'entrée en vigueur de la loi. La majorité estime que cette proposition va trop loin et qu'elle pourrait mener à des situations qui n'ont rien à voir avec la réparation qui nous occupe aujourd'hui. Elle a préféré, par 15 voix contre 8 et 0 abstention, en rester à sa proposition à l'alinéa 1, qui ne traite que des créances en lien avec la mesure de coercition ou le placement forcé. D'ailleurs, je vous remercie d'avoir adopté cette disposition.

Concernant les créances qui réapparaissent, la Commission des finances a proposé à la Commission des affaires juridiques que les créances en question deviennent caduques si elles touchent les victimes ou leurs proches, mais cette proposition ne traitait que des créances qui sont en lien avec le placement forcé et ne concernait pas toutes les créances. Avec la proposition de la majorité que vous venez d'adopter, seules les créances en lien avec le placement forcé sont concernées, mais peu importe si elles proviennent d'une collectivité publique ou d'un privé. De ce point de vue, il est logique, humain et juste de libérer les victimes de créances qu'elles n'ont pas souhaité voir naître, qu'on leur a même imposées ou qu'on a imposées à leurs proches. Mais il ne s'agit – je le répète – que des créances qui sont en lien avec la mesure d'assistance et non de toutes les créances, comme le prévoit la proposition de la minorité Arslan, ce qui irait beaucoup trop loin.

Je vous remercie de soutenir la proposition de la majorité de la commission.

Schmidt Roberto (C, VS), für die Kommission: Artikel 19a wurde auf Vorschlag der Finanzkommission neu in dieses Gesetz aufgenommen. Es geht hier um die Verjährung von alten Forderungen. Artikel 19a hat zwei Teile:

Es geht im unbestrittenen Absatz 1 um Forderungen, die ihren Rechtsgrund unmittelbar in einer fürsorglichen Zwangsmassnahme oder einer Fremdplatzierung haben und die sich gegen die Opfer oder gegen deren Angehörige richten. Diese Forderungen sollen nach dem Willen der Kommission mit dem Inkrafttreten des Gesetzes automatisch erlöschen. Als Beispiel könnte man die Heimkosten erwähnen. Es wäre unverständlich, wenn wir einerseits bei einem Opfer anerkennen, dass es zu Unrecht in ein Heim gesteckt wurde, von ihm aber andererseits noch verlangen, dass es diese Kosten, die damaligen Kosten, auch noch bezahlen soll.

Etwas schwieriger ist hier der Antrag der Minderheit Arslan, also die Situation bei allen anderen Forderungen, die nichts mit der Zwangsmassnahme, nichts mit der Fremdplatzierung zu tun haben. Dass diese Forderungen gemäss Absatz 2

unabhängig von ihrem Rechtsgrund ebenfalls automatisch erlöschen sollen, geht der Mehrheit der Kommission zu weit. Die Kommission lehnte den entsprechenden Antrag mit 15 zu 8 Stimmen ab, weil diese Forderungen letztlich keinen Zusammenhang mit den fürsorglichen Zwangsmassnahmen und Fremdplatzierungen haben.

Ich bitte Sie, den Antrag der Minderheit Arslan abzulehnen und der Mehrheit zu folgen.

Präsidentin (Markwalder Christa, Präsidentin): Die CVP-Fraktion unterstützt den Antrag der Mehrheit.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; Beilage – Annexe 15.082/13 324)

Für den Antrag der Mehrheit ... 125 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 55 Stimmen

(2 Enthaltungen)

Art. 20, 21

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; Beilage – Annexe 15.082/13 331)

Für Annahme des Entwurfes ... 143 Stimmen

Dagegen ... 26 Stimmen

(13 Enthaltungen)

3. Bundesbeschluss über die Finanzierung der Solidaritätsbeiträge zugunsten von Opfern fürsorglicher Zwangsmassnahmen und Fremdplatzierungen vor 1981

3. Arrêté fédéral concernant le financement des contributions de solidarité en faveur des victimes de mesures de coercition à des fins d'assistance et de placements extrafamiliaux antérieurs à 1981

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Art. 1, 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1, 2

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 1

Ausgabenbremse – Frein aux dépenses

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; Beilage – Annexe 15.082/13 325)

Für Annahme der Ausgabe ... 162 Stimmen

Dagegen ... 17 Stimmen

(4 Enthaltungen)

Das qualifizierte Mehr ist erreicht

La majorité qualifiée est acquise

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; Beilage – Annexe 15.082/13 326)

Für Annahme des Entwurfes ... 142 Stimmen

Dagegen ... 26 Stimmen

(14 Enthaltungen)

1. Bundesbeschluss über die Volksinitiative «Wiedergutmachung für Verdingkinder und Opfer fürsorglicher Zwangsmassnahmen (Wiedergutmachungs-Initiative)»

1. Arrêté fédéral relatif à l'initiative populaire «Réparation de l'injustice faite aux enfants placés de force et aux victimes de mesures de coercition prises à des fins d'assistance (Initiative sur la réparation)»

Eintreten ist obligatorisch

L'entrée en matière est acquise de plein droit

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Art. 1, 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1, 2

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Präsidentin (Markwalder Christa, Präsidentin): Da Eintreten obligatorisch ist, findet hier keine Gesamtabstimmung statt.

11.418

Parlamentarische Initiative

Joder Rudolf.

Gesetzliche Anerkennung der Verantwortung der Pflege

Initiative parlementaire

Joder Rudolf.

LAMal. Accorder plus d'autonomie au personnel soignant

Erstrat – Premier Conseil

Nationalrat/Conseil national 20.06.14 (Frist – Délai)

Nationalrat/Conseil national 27.04.16 (Erstrat – Premier Conseil)

Antrag der Mehrheit

Eintreten

Antrag der Minderheit

(de Courten, Brand, Clottu, Stahl, Steinemann)

Nichteintreten

Proposition de la majorité

Entrer en matière

Proposition de la minorité

(de Courten, Brand, Clottu, Stahl, Steinemann)

Ne pas entrer en matière

Humbel Ruth (C, AG), für die Kommission: Am 16. März 2011 reichte Nationalrat Rudolf Joder die parlamentarische Initiative «Gesetzliche Anerkennung der Verantwortung der Pflege» mit folgendem Wortlaut ein: «Das KVG ist dahingehend anzupassen, dass die Gesundheits- und Krankenpflege als Leistungen definiert werden, die von Pflegefachpersonen zu einem näher zu definierenden Teil auf ärztliche Anordnung und zu einem näher zu definierenden Teil in eigener Verantwortung erbracht werden.»

Der Initiant begründete sein Anliegen im Wesentlichen mit folgenden Argumenten: Die Bedeutung der Pflege wird angesichts der zunehmenden Alterung der Bevölkerung und des chronischen Charakters vieler Krankheiten markant zunehmen. Auch die Einführung der Fallpauschalen, die zu

schnelleren Entlassungen von Patientinnen und Patienten aus Spitälern führt, erhöht die Ansprüche an die Pflege. Gleichzeitig zeichnet sich ein Mangel an Pflegepersonal ab. Eine gesetzliche Anerkennung der Verantwortung der Pflege steigert die Attraktivität des Berufs, erleichtert die Rekrutierung junger Berufsleute und trägt dazu bei, dass qualifizierte Pflegefachpersonen länger im Beruf bleiben. Die vorgeschlagene Regelung trägt zu einer Kostensenkung bei, eine Mengenausweitung wird es nicht geben.

Die Kommission für soziale Sicherheit und Gesundheit des Nationalrates hat diese Argumentation gewürdigt und der parlamentarischen Initiative am 2. Februar 2012 mit 20 zu 0 Stimmen bei 2 Enthaltungen Folge gegeben. Die SGK des Ständerates stimmte diesem Beschluss am 16. April 2012 mit 9 zu 0 Stimmen bei 2 Enthaltungen zu.

Im Auftrag der SGK-NR hat die Subkommission KVG einen Erlassentwurf erarbeitet. Die Subkommission führte Hearings durch und erarbeitete einen Vorentwurf zur Änderung des KVG, der von der Gesamtkommission beraten wurde. Am 15. April 2015 wurde der erläuternde Bericht von der Kommission genehmigt und in die Vernehmlassung geschickt. In der Vernehmlassung äusserte sich eine Mehrheit, namentlich auch die Mehrheit der Kantone, grundsätzlich positiv zur Vorlage. Bedenken wurden zu den Mengen- und Kostenfolgen geäussert. An der Sitzung vom 21. Januar dieses Jahres hat die SGK die Ergebnisse der Vernehmlassung zur Kenntnis genommen und ist mit 14 zu 4 Stimmen bei 4 Enthaltungen auf die Vorlage eingetreten.

Die Gegner der Vorlage befürchten eine Mengenausweitung durch den Direktzugang von Pflegefachpersonen zur Krankenversicherung, was zu Mehrkosten und steigenden Prämien führen werde. Zudem stellt sich die Frage der Schaffung eines Präjudizes, weil auch andere sogenannte medizinische Hilfsberufe eine Aufwertung ihres Berufsstandes und den Direktzugang zur Krankenversicherung möchten. Zu erwähnen sind insbesondere die Physiotherapeuten.

Die parlamentarische Initiative betrifft zwei Themen, sowohl die beruflichen Kompetenzen wie die Vergütung aufgrund des KVG. In erster Linie fokussiert sie aber auf das KVG und will Pflegefachpersonen für definierte Bereiche einen Direktzugang zur Krankenversicherung ohne vorherige ärztliche Verordnung ermöglichen.

Die verschiedenen Leistungserbringer sind im KVG definiert. Pflegeleistungen werden von Spitälern, Pflegeheimen, Spitex-Organisationen sowie Pflegefachpersonen erbracht. Pflegefachpersonen können heute, wie die meisten nicht-ärztlichen Berufe, nur auf ärztliche Verordnung hin tätig sein und ihre Leistungen abrechnen. Gemäss Verordnungen muss die Pflege in Zusammenarbeit mit dem Arzt erfolgen. Es geht um Massnahmen zur Abklärung, zur Beratung und zur Planung der Pflege.

Die beantragte Neuregelung verfolgt das Ziel, den Berufsstatus der Pflegefachpersonen aufzuwerten. Das Gesetz soll für diplomierte Pflegefachpersonen zur Anwendung kommen. Derzeit gibt es zwei Bildungsgänge: die Berufsbildung an einer höheren Fachschule mit dem Abschluss als diplomierte Pflegefachperson HF und die Ausbildung an einer Fachhochschule für einen Abschluss als Bachelor of Science FH in Pflege. Der Status dieser Pflegefachpersonen mit ihren spezifischen Kompetenzen soll aufgewertet werden, ihre Rolle soll in einer patientenzentrierten Gesundheitsversorgung gestärkt werden. Sie sollen insbesondere in der Grundpflege vermehrt selbstständig tätig sein können. Diese Aufwertung des Berufsstatus soll dazu beitragen, die Attraktivität des Pflegeberufes zu erhöhen, die Rekrutierung von jungen Erwachsenen und Wiedereinsteigerinnen zu erleichtern und die Verweildauer im Beruf zu verlängern.

Pflegefachpersonen sollen deshalb ausdrücklich in den Katalog der Leistungserbringerinnen und Leistungserbringer gemäss Artikel 35 Absatz 2 KVG aufgenommen und somit anerkannt werden. Der Bundesrat bzw. das EDI regelt in der Verordnung, welche Leistungen von Pflegefachpersonen selbstständig und ohne ärztliche Anordnung erbracht werden dürfen. Es wird eine Positivliste von Massnahmen der Abklärung, Beratung und Koordination sowie von Massnah-